

CAPODISTRIAS

avant la révolution grecque

Sa carrière politique jusqu'en 1822

Etude d'histoire diplomatique et de droit international

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le ^{jeudi 5 X 1918} vendredi 14 juin 1918

par

Stamati Th. LASCARIS

Ancien élève diplômé de l'Ecole libre des Sciences politiques

Président : M. Geouffre de Lapradelle.

Suffragants : MM. Weiss.

Liseur.



LAUSANNE

IMPRIMERIE CENTRALE

1918

Thèse
Paris
1918.

CAPODISTRIAS

avant la révolution grecque

Sa carrière politique jusqu'en 1822

Etude d'histoire diplomatique et de droit international



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le ^{Jeudi 5^e jour} vendredi 14 juin 1918

par

Stamati Th. LASCARIS

Ancien élève diplômé de l'Ecole libre des Sciences politiques

Président : M. Geouffre de Lapradelle.

Suffragants : MM. Weiss.

Liseur.



LAUSANNE
IMPRIMERIE CENTRALE

1918

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

À mes parents

hommage d'affection filiale.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBANA. — *Jean Capodistrias* (en grec). — Almanach Attique, 1888.
- ANDRÉADES. — *L'administration financière de Jean Capodistrias, gouverneur de la Grèce*. « Mouvement économique » de Bucarest. — 1911.
- ARLIOTTI. — *La vita di Giovanni Conte Capodistrias*. — Corfou 1859.
- BIAZI (DE). — *Jean Capodistrias, médecin et écrivain* (en grec). — Revue « Iris », 1898.
- BULGARI. — *Notice sur le comte Capodistrias*. — Paris, 1832.
- CAPEFIGUE. — *Les diplomates européens*. — Paris, 1843.
- CAPODISTRIAS (Jean). — *Correspondance*. — Genève, 1839. (Précédée d'une biographie par Alexandre de Stourdza).
- IDEM. — *Mémoire à S. M. l'Empereur Nicolas*. — *Aperçu de ma carrière publique depuis 1798 jusqu'en 1822*. — Société impériale d'histoire de Russie. T. III.
- [VIARO CAPODISTRIAS]. — *Examen critique de l'ouvrage « De l'état actuel de la Grèce et des moyens d'arriver à sa restauration, par M. Thiersch. »* — Leipzig, 1835.
- IDEM. — *Renseignements sur la Grèce et sur l'administration du comte Capodistrias*. — Paris 1833.
- COLOCOTRONIS. — *Lettres et écrits, relatifs aux événements qui suivirent la mort de Jean Capodistrias* (en grec). — Athènes, 1855.
- DEBIDOUR. — *Détails de la correspondance de M. Dufrône avec le Président de la Grèce*. — Paris, 1831.
- DOUROUTI. — *Capodistrias*. — (Grande Encyclopédie. T. IX.)
- *Le gouverneur de la Grèce à Ancône* (en grec). — Almanach Attique, 1887.
- DRAGOMIS. — *Mémoires historiques* (en grec). — Athènes, 1879.
- EVANGÉLIDIS. — *Jean Capodistrias* (en grec). — Athènes, 1894.
- [DE FABER]. — *Le comte Capodistrias, jugé par lui-même*. — Paris, 1842.
- GOBINEAU (C^{te} DE). — *Capodistrias*. — « Revue des Deux Mondes », 1841.
- GOUDAS. — *Vies parallèles* (en grec). T. VII. — Athènes, 1875.
- HALICIOPOULOS. — *Le gouverneur de la Grèce* (en grec). — Revue *Ποικίλη Στοά*, 1885.
- IDROMÉOS. — *Jean Capodistrias, gouverneur de la Grèce* (en grec). — Athènes, 1900.
- KALEVRA. — *La vie politique de Jean Capodistrias* (en grec). — Athènes, 1873.
- *Lettres et documents sur les derniers événements de Grèce, qui ont précédé la mort du comte Capodistrias*. — Paris, 1831.
- MENDELSSOHN-BARTHOLDY. — *Graf Kapodistrias*. — Berlin, 1864.
- METAXAS. — *Souvenirs de la guerre d'indépendance*. — Paris, 1888.
- NÉGREPONTE. — *Le tsar Alexandre et les Grecs*.
- PADOVANI. — *Panegirico funebre storico del conte G. Capodistria*. — Corfou, 1832.
- PAPADOPOULOS-VRETOS. — *Mémoires biographiques et historiques sur le Président de la Grèce*. — Paris, 1838.
- PELLION. — *La Grèce et les Capodistrias*. — Paris, 1855.
- REGALDI. — *Cenni storici*. — *Il conte Giovanni Capodistria*. — Torino, 1862.
- THÉOTOKI. — *Jean Capodistrias en Céphalonie* (en grec). — Corfou, 1889.
- THIERSCH. — *De l'état actuel de la Grèce*. — Leipzig, 1833.
- TOMBROS. — *Détails sur la vie de Jean Capodistrias* (en grec). — Corfou, 1886.
- VROKINIS. — *La vie de Jean Capodistrias* (en grec). — Corfou, 1886.
- XENOS. — *Jean Capodistrias* (en grec). — Revue : *Ποικίλη Στοά*, 1886.

CAPODISTRIAS

avant la révolution grecque

Nombreux sont les historiens qui ont entrepris la tâche d'écrire la vie de Jean Capodistrias¹. Mais la plupart d'entre eux se sont surtout attachés à la période pendant laquelle Capodistrias a gouverné la Grèce émancipée (1828-1831) et ont presque passé sous silence la première partie de sa carrière. Attirés par l'intérêt qu'offre la vie de Capodistrias avant son arrivée en Grèce, tant par l'originalité du petit Etat ionien à l'organisation duquel il prit une part prépondérante que par le rôle important que le futur gouverneur de la Grèce joua dans les événements qui précédèrent et suivirent la chute de Napoléon I^{er}, nous avons essayé d'exposer sa carrière politique pendant les années 1800-1822, croyant rendre ainsi un humble hommage d'admiration et de reconnaissance à l'homme auquel la Grèce doit en grande partie son indépendance.

Quant aux sources auxquelles nous avons puisé pour notre étude, nous en indiquons les principales sous chaque chapitre. Au début de ce volume on trouvera une liste des travaux publiés sur Capodistrias. Malheureusement, la guerre actuelle nous a empêché de dépouiller les archives de Vienne et surtout celles de St-Pétersbourg, qui doivent contenir de nombreux documents relatifs à notre sujet. Pour ce qui concerne notamment les rapports que Capodistrias adressa au tzar durant son séjour en Suisse (1813-14) nous avons dû nous contenter des extraits qu'en donne M. Oechsli dans ses ouvrages. On nous a assuré aussi que les archives de la capitale russe contiennent quelques documents sur le séjour de Capodistrias dans les Principautés Danubiennes.

¹ Nous avons employé cet orthographe qui est le seul exact et correspondant au grec : *Καποδίστριας*. Pendant les années 1807-1822 on rencontre pourtant fréquemment dans les actes officiels, écrits en français, l'orthographe Capo d'Istria.

CHAPITRE PREMIER ¹

I. La famille Capodistrias et la jeunesse de Jean Capodistrias. — II. L'expédition russo-turque contre les Iles Ioniennes, la convention du 21 mars 1800 et la constitution byzantine. — III. Mission de Capodistrias en Céphalonie. Troubles à Corfou. *L'onoranda deputazione*. Le traité d'Amiens. IV. Arrivée de Mocenigo à Corfou. Travaux préparatoires et vote de la constitution de 1803. Capodistrias secrétaire d'Etat. — V. Projet de revision de la constitution. — VI. La défense de Ste-Maure et le traité de Tilsit.

I

Jean Capodistrias est né à Corfou le 31 janvier/11 février 1776. Il était le troisième des quatre fils du comte Antoine-Marie Capodistrias et de la comtesse, née Gonemi. Sa famille remonte au XIII^e siècle. Un de ses membres avait reçu de l'empereur d'Allemagne Frédéric II le comté de Justiniapolis, en récompense de ses services militaires. Lorsque les Vénitiens occupèrent l'Istrie, ils firent de Justiniapolis la capitale de cette province sous le nom de Capo d'Istria. Au milieu du XIV^e siècle on rencontre à Corfou deux frères, Victor et Nicolas Capodistrias ; poursuivis par le parti opposé, qui eut la majorité dans leur patrie, ils vinrent chercher asile dans cette île. En 1689 leurs descendants reçurent le titre de comte, du Duc Charles-Emmanuel de Savoie, roi honoraire de Chypre, et ce titre fut confirmé par la Sérénissime République en 1796. Nombreux furent les membres de la famille qui se distinguèrent au service de Venise, et le père de Jean Capodistrias jouait un rôle important dans les affaires de son pays.

Très jeune encore, pendant qu'il faisait ses premières études, Jean Capodistrias attira l'attention de son entourage par son intelligence et son application. Son père fit tout ce qu'il put pour développer l'intelligence de son fils et Jean reçut une éducation aussi bonne que cela était possible à cette époque, dans la petite ville de Corfou, alors que les Vénitiens faisaient tous leurs efforts pour la maintenir dans l'ignorance. C'était d'ailleurs bien peu de chose : le futur gouverneur de la Grèce n'a même pas appris à écrire le grec !² En 1794, à l'âge de dix-sept ans, il quitta Corfou et se rendit à Padoue, où il étudia la médecine³. En Italie, où il séjourna pen-

¹ SOURCES : Chiotti, *Histoire des Sept-Iles* (en grec) 1864. — *Le tre Costituzioni*. Corfù, 1849. (L'auteur anonyme est M. Manessi). — Lenormant, *La question ionienne devant l'Europe*, Paris, 1859. — Lunzi, *Della repubblica settinsulare*, Bologna, 1863. — Mavroyanni, *Histoire des Iles Ioniennes* (en grec). Athènes, 1899. — Théotoki, *Capodistrias en Céphalonie* (en grcc). Corfou, 1889.

² On sait que la langue officielle des îles était l'italien

³ « Les deux professions le plus en honneur chez les Corfiotes étaient celles de médecin et d'avocat », écrit Borry de St-Vincent (*Voyage dans les îles ci-devant vénitiennes*). Paris, 1797. T. II, p. 154.

dant environ quatre ans, Capodistrias assista à l'entrée victorieuse dans la vallée du Pô de Bonaparte, qui venait révolutionner l'Italie. Voyant la lutte entre les deux régimes, Capodistrias, tout en se rendant compte de l'absurdité d'un gouvernement despotique tel que celui qu'on trouvait en Italie à la fin du XVIII^e siècle ou celui que Venise exerçait dans les îles Ioniennes¹, ne se laissa pas emporter par la fougue révolutionnaire ; et les horreurs que comportait la guerre, telle que Bonaparte la pratiquait avec les généraux de la Révolution en Italie, fit naître dans l'âme du jeune corfiote la haine contre le Corse dont devait s'inspirer sa politique dix-huit ans plus tard. Il eut l'occasion d'étudier les gros problèmes qui se posaient devant lui et comprit qu'un bon gouvernement devait avant tout être fondé sur l'égalité entre citoyens, avec les variantes qu'imposent l'éducation politique des divers peuples.

Après avoir terminé ses études il retourna à Corfou, qu'il trouva en pleine agitation révolutionnaire. Le Traité de Campoformio, qui livrait les îles aux Français², venait d'être signé ; aussitôt les principes nouveaux y avaient été introduits. Mais les vieux aristocrates ne pouvaient voir avec satisfaction l'établissement de la démocratie, et complotaient continuellement contre le nouveau régime. Le père de Jean Capodistrias, un des plus imbus des anciennes idées, fut même jeté en prison par les nouveaux conquérants et ce ne fut que grâce aux sollicitations de son fils qu'il fut remis en liberté.

Le jeune médecin crut plus prudent de s'abstenir des intrigues politiques et se consacra entièrement à l'exercice de son art qu'il prodiguait généreusement aux malheureux³. Par sa conduite irréprochable, la finesse de son esprit et sa grande bonté, il gagna vite l'estime publique. Mais bientôt la tournure qu'allaient prendre les affaires de son pays devait l'appeler à la vie publique et l'initier dans la carrière où il devait se distinguer si brillamment plus tard.

¹ Le gouvernement des Iles Ioniennes, sous la domination vénitienne résidait tout entier dans les mains d'un « provéditeur » général, nommé pour trois ans par le Sénat de Venise et qui jouissait pendant la durée de son pouvoir d'une véritable autorité souveraine. Toutes les fonctions administratives étaient occupées par des Vénitiens et la part des indigènes dans les affaires publiques se bornait à la réunion annuelle de l'aristocratie de Corfou pour élire un conseil de cent cinquante membres, choisi dans son sein. Ce conseil élisait trois syndics, pris parmi les nobles, chargés du rôle de défendre leurs compatriotes, dont ils portaient les plaintes et les demandes au Sénat de Venise, puis autant de « justiciers », magistrats dépendant des syndics et choisis dans les rangs de la bourgeoisie. Mais le gouvernement de Venise avait fini par devenir odieux aux Ioniens. Les privilèges que Venise leur avait garantis n'existaient point en réalité. L'aristocratie vénitienne avait tristement dégénéré et les fonctionnaires vénitiens ne venaient plus dans les Iles que pour s'enrichir en quelques années, épuisant sans pudeur les ressources du pays. (Pour plus de détails, voir l'ouvrage de M. Luntzi : *De l'état politique des Iles Ioniennes sous les Vénitiens* (en grec).

² Art. V.

³ Voir De Biazzi, *Capodistrias médecin et écrivain*. Revue « Iris », Athènes 1^{er} novembre 1898.

II

La Turquie, exaspérée par l'expédition d'Égypte, céda aux instances de Paul I^{er} et de Pitt et entra dans la coalition qui se préparait en 1798, et dont le but fut tout d'abord d'éloigner les Français de la Méditerranée et de l'Italie¹. C'est pourquoi une flotte russo-turque fut envoyée contre les Îles Ioniennes², dont la position géographique sur la route de l'Orient était d'une importance capitale. Le 7 octobre, la flotte alliée, sous le commandement des amiraux Ouschakoff et Cadir Bey, jeta l'ancre devant l'île de Cythère.

La nouvelle que les Russes arrivaient aux îles, causa une profonde émotion parmi les habitants, qui avaient toujours manifesté une vive sympathie pour leurs coreligionnaires du Nord. Les navires de commerce ioniens parcouraient les mers sous la protection du pavillon russe et souvent des habitants des îles avaient servi dans l'armée ou la marine russe. Cette émotion fut d'autant plus grande que les deux amiraux étaient porteurs d'une encyclique du Patriarche invitant les Ioniens à s'unir aux Alliés pour secouer le joug tyrannique de la nation athée des Français; en terminant il leur promettait que les Alliés n'avaient point l'intention de se substituer à la domination française, mais étaient disposés à rendre aux îles une indépendance presque absolue. Après avoir successivement conquis les diverses îles, la flotte alliée arriva à Corfou à la fin de novembre et, après un long siège, s'en empara le 5 mars 1799.

L'amiral Ouschakoff, aussitôt après la prise de Corfou, s'occupa d'organiser le pays d'où les Français venaient d'être chassés. Sous la domination française, les Îles et leurs dépendances continentales ayant été proclamées départements français, la constitution du V Fructidor an III leur fut appliquée. Elles formaient trois départements, subdivisés en cantons. A la tête de chaque département se trouvait un directoire exécutif de cinq membres dont un était investi du titre de commissaire général; c'est ce dernier qui nommait la plupart des fonctionnaires. A la tête de ce rouage

¹ Le traité définitif entre la Russie et la Porte, auquel l'Angleterre accéda le 5 janvier 1799, est du 23 décembre 1798, mais dès le 5 septembre la flotte russe était venue mouiller devant Constantinople afin de prêter son aide au Sultan. Par ce traité du 23 décembre la Russie s'engageait à fournir à la Turquie une escadre de douze vaisseaux de ligne, et, si besoin en était, un corps de 75 à 80 mille hommes; la Turquie se contentait de pourvoir à l'entretien de cette armée et de cette escadre et accordait à la Russie le libre passage à travers les Détroits, par l'article 10, qui stipulait que pendant la durée de la guerre commune « les vaisseaux de guerre et les transports de munitions des Puissances contractantes seront reçus sans difficulté dans les ports de l'une et de l'autre ». (v. G. F. de Martens, *Recueil des principaux traités de paix, etc.* Deuxième édition T. VI, p. 532). La Russie prit prétexte de la protection russo-turque sur les Îles Ioniennes pour faire passer à plusieurs reprises ses vaisseaux de guerre à travers les Détroits, même après le rétablissement de la paix; cette faculté de passer pour la Russie fut d'ailleurs renouvelée par une convention de 1805.

² Voir Pisani, *L'expédition russo-turque aux Îles Ioniennes*. (Revue d'histoire diplomatique, 1888).

administratif se trouvait un commissaire général du Directoire exécutif qui résidait à Corfou.

Outschakoff abolit tout ce système administratif, et, après l'occupation de chaque île, il y nomma un gouvernement provisoire de 16 membres, pris parmi la noblesse et la bourgeoisie. Quelques jours après la prise de Corfou, la classe des nobles fut convoquée pour déléguer un membre par famille, afin de procéder à l'élection de six personnes, devant former le gouvernement. Les six personnes ainsi élues, parmi lesquelles figurait le comte Antoine-Marie Capodistrias, convoquèrent aussitôt le Conseil général de Corfou, tel qu'il était constitué sous les Vénitiens, composé de tous les nobles, âgés de 21 ans.

On revenait ainsi aux anciens principes et à la division de la population en nobles et non nobles, abolie par les Français, qui nommaient les autorités sans tenir compte de la distinction des classes¹.

Une fois ces gouvernements provisoires établis dans chaque île, les deux amiraux publièrent, le 24 avril 1799, une proclamation, par laquelle ils annonçaient que les Îles allaient former un seul Etat sous un gouvernement central ou Sénat, siégeant à Corfou. Chaque île devait envoyer, suivant son importance, un, deux ou trois sénateurs ; le Sénat ainsi composé voterait une Constitution provisoire, qui régirait les îles jusqu'au moment où les deux augustes Alliés auraient définitivement statué sur leur sort.

Ce Sénat, élu pour la première fois par les gouvernements locaux de concert avec les notables du pays, vota une constitution qui remettait en vigueur les anciens Grands-Conseils des nobles, qui gouvernaient le pays. La seule innovation consistait en ce qu'on permettait à la bourgeoisie d'en faire partie sous certaines conditions (cens, variant d'ailleurs selon les îles, absence d'un métier manuel, etc.), ainsi qu'aux personnes qui se seraient distinguées par leur science ou leur honorabilité ; mais pour ces dernières la noblesse était un droit personnel et non pas héréditaire.

Le Sénat, élu par les Grands-Conseils, avait une compétence générale pour toutes les affaires intéressant l'Etat (sauf la justice), promulguait des lois générales, approuvait les lois locales votées par les conseils de chaque île.

Comme cette constitution ne devait être que provisoire et avait besoin de la sanction des Alliés pour devenir définitive, une commission fut nommée par le Sénat, afin de soumettre à l'approbation de la Porte et du Tzar la nouvelle constitution.

Pendant ce temps-là les pourparlers sur le sort des Îles se poursuivaient entre Constantinople et St-Pétersbourg. La Porte sentait l'intérêt qu'avaient pour elle ces îles voisines de son empire, habitées par des hommes de même nationalité que ses sujets. Elle cherchait par conséquent à y exercer la plus grande autorité.

Elle avait proposé à la Russie trois solutions :

1^o Remettre les Îles, à titre de compensation, à un état de second ordre ;

¹ Un ordre du jour de Bonaparte, daté de Milan le 7 brumaire an VI, avait aussi aboli le régime féodal. Il est vrai que cette abolition demeura platonique, probablement faute du temps nécessaire pour l'appliquer.

2° Les placer sous le protectorat de la Porte avec un gouvernement aristocratique, analogue à celui de Raguse ;

3° En faire une principauté vassale de la Porte, plus ou moins semblable aux Principautés danubiennes.

Et c'est sur les avantages qu'offrait cette dernière solution, que la Porte insistait. La Russie, au contraire, préférait une république du genre de celle de Raguse. Après de très longs pourparlers, la Turquie finit par céder. La pensée que sous le régime républicain, les passions se donneraient carrière plus librement et que des complications s'ensuivraient dont elle pourrait, cas échéant, tirer parti, fut-elle tout à fait étrangère à ce désir de la cour de St-Petersbourg d'établir les îles en république ? C'est ce qu'on ne saurait affirmer. Toujours est-il que le calcul eût été juste et que la Russie ne manqua pas de profiter de l'événement.

Dans l'intervalle, les envoyés du Sénat étaient arrivés à Constantinople. La Porte en choisit deux, Antoine Capodistrias et Dysylas, pour conférer avec eux sur la forme future du gouvernement des îles. Ces pourparlers aboutirent à une charte constitutionnelle, appelée constitution byzantine, qui fut annexée à la convention signée à Constantinople le 21 mars 1800 entre les deux Alliés, et qui déterminait leurs droits respectifs sur les îles.

D'après l'article 1 de cette convention¹ les Îles Ioniennes formeraient, sous le nom de République des Sept-Îles Unies, une république semblable à Raguse², c'est-à-dire soumise à titre de vassale à la Sublime Porte, mais gouvernée librement par les notables du pays.

L'Empereur de Russie garantissait l'intégrité de la nouvelle république et sa constitution. La Porte reconnaissait aux Ioniens les mêmes droits et privilèges qu'aux Ragusains, notamment des privilèges commerciaux et maritimes, et s'engageait à protéger les commerçants et navires des Sept-Îles contre les entreprises des pirates barbaresques (art. 3).

En signe de vasselage l'Etat ionien devait verser tous les trois ans au trésor ottoman un tribut de 75,000 piastres turques (art. 4).

La convention réglait en même temps le sort de Butrinto, Parga, Preveza, et Vomitza, c'est-à-dire des possessions continentales qui étaient considérées comme une dépendance des Sept-Îles ; elles étaient placées sous la domination directe de la Porte, mais avec de nombreux privilèges religieux, administratifs et judiciaires, qui ressemblaient à ceux dont jouissaient les habitants des Principautés danubiennes (art. 8). L'article ajoutait — et cela paraît peut-être bizarre, car il faisait traiter d'égal à égal la république vassale et son suzerain, — que le gouvernement turc s'engageait à s'entendre de gré à gré avec la République des Septs-Îles pour fixer, dans le plus court délai, le rang du gouverneur turc des

¹ *Le tre Costituzioni*. Corfù 1849, p. 1 et s.

² La petite république de Raguse s'était placée en 1526 sous le protectorat des sultans ottomans, leur versant un tribut de 100,000 ducats et se faisant octroyer de grandes facilités commerciales et une large autonomie ; elle continua en effet à se gouverner comme une cité indépendante, se faisant représenter au dehors par des ambassadeurs propres et concluant des traités avec les Princes étrangers.

quatre places cédées à la Porte, et pour régler la nature de ses attributions ainsi que le lieu de sa résidence. Cette clause avait pour but de sauvegarder les intérêts d'un grand nombre de sujets ioniens, propriétaires sur le territoire des villes situées sur terre ferme.

Mais le véritable esprit de la convention du 21 mars nous est révélé par l'article 5, qui accorde au Tzar le droit de garnison dans les forteresses et les ports des Iles Ioniennes jusqu'au rétablissement de la paix en Europe. La suzeraineté de la Turquie n'était qu'apparente et disparut bientôt en fait. Le véritable maître était le Tzar, qui se servait de ce moyen détourné pour satisfaire son ambition qu'il n'osait pas encore dévoiler¹. Bientôt, il ne sera plus question de la Turquie et, lorsque la guerre éclatera entre les deux alliés, Alexandre se déclarera le seul protecteur des Iles.

Les envoyés des Iles étaient pourtant beaucoup plus préoccupés de la constitution que de l'état politique définitif qu'il convenait de donner à leur patrie. Imbus des idées réactionnaires, ils soumièrent à la Porte un projet de constitution rédigé par eux et beaucoup moins libéral que celui dont ils étaient porteurs. Ce projet fut présenté comme l'expression unanime des vœux des Ioniens, approuvé par le Reis Effendi et déclaré constitution d'état. La Russie déclara qu'elle attendrait les lumières de l'expérience pour se décider à l'approuver. En réalité elle ne voulait point s'enchaîner ni envers la Porte, ni envers les Iles, et sa politique attendait du temps, non pas des lumières, mais des occasions favorables.

D'après cette constitution, dite byzantine, seuls les nobles jouissaient de droits politiques, car, pour que les non nobles pussent participer aux affaires publiques, on exigeait des conditions très vaguement déterminées, de sorte qu'il était toujours possible de dire qu'elles n'étaient pas remplies. Le gouvernement dans chaque île appartenait au Grand-Conseil qui réunissait tous les pouvoirs administratifs et financiers et choisissait trois de ses membres, appelés syndics, pour former le pouvoir exécutif de chacune d'elles. Le Grand-Conseil élisait aussi les sénateurs à envoyer à Corfou, qui formaient l'autorité centrale ; afin de subvenir aux dépenses communes chaque île devait remettre au Sénat les trois quarts des recettes locales.

Vu le grand nombre des membres des Grands Conseils, ceux-ci élaient dans leurs rangs une « commission représentative », chargée d'étudier et de discuter toutes les questions, qu'elle soumettait après au Grand-Conseil qui statuait définitivement.

Après la remise solennelle du drapeau de la nouvelle république, les députés quittèrent Constantinople dans les premiers jours de novembre et la Porte chargea, parmi eux, Capodistrias et Dissyllas à appliquer la nouvelle constitution dans leur pays, avec le titre de commissaires impériaux.

Mais, si les aristocrates ioniens étaient arrivés à restaurer leurs droits, ils ne réussirent point à donner la tranquillité à leur

¹ La Russie, par ménagement pour la Porte, dont elle avait besoin contre la France, lui accordait un droit de suzeraineté sur les îles et ne gardait pour elle, en apparence du moins, que le droit et le devoir d'en garantir l'intégrité et les privilèges.

patrie. Les démocrates refusèrent d'accepter la constitution de 1800 et la guerre civile éclata dans la plupart des Iles. Zante alla même jusqu'à rejeter le protectorat russo-turque et à arborer le pavillon britannique, en déclarant qu'elle se plaçait sous la protection du Royaume-Uni (7 février 1801).

III

Malgré cet état d'anarchie, dans lequel se trouvaient les îles, le Sénat ionien s'occupa d'appliquer la nouvelle constitution. Le gouvernement provisoire prit fin le 25 avril 1801. Les deux commissaires nommés par la Porte entreprirent une tournée aux îles, afin de veiller à l'introduction de la nouvelle constitution dans chacune d'elles ; mais, comme ils pouvaient se faire remplacer, Capodistrias nomma à sa place son fils Jean. C'est ainsi que le jeune docteur à l'Université de Padoue fut appelé à faire ses débuts dans sa carrière d'homme politique.

Les deux commissaires décidèrent de commencer leur tournée par l'île de Céphalonie, où l'anarchie était au comble.

En Céphalonie¹, à la lutte des classes s'ajoutait une lutte entre quelques familles, dont chacune voulait avoir une influence prépondérante dans l'île. A l'époque où Jean Capodistrias entreprit son voyage, c'était entre les deux familles Aninos et Métaxas que la lutte se poursuivait. Exploitant les passions politiques de la population, les chefs des deux partis étaient suivis par un grand nombre de paysans armés, soit qu'ils fussent dévoués depuis longtemps au seigneur de leur région, qu'ils considéraient comme leur chef et leur protecteur, soit qu'ils fussent attirés par le riche butin que procuraient les incursions dans les villages de leurs adversaires ou même dans la ville d'Argostoli. A tout cela il faut ajouter la jalousie entre les deux villes de l'île, Argostoli et Lixouri, dont la première était la capitale, et dont la seconde voulait à tout prix voir transférer chez elle le siège du gouvernement.

Capodistrias, s'étant trouvé soudain dans ce labyrinthe céphalonien, eut largement l'occasion d'étudier les passions humaines, de fréquenter des personnes de caractère très divers, de voir de près les mobiles qui guident les hommes dans leurs actions, et de pénétrer dans l'art de gouverner, auquel il devait être appelé plus tard.

Au moment où les deux commissaires impériaux arrivaient en Céphalonie, tout y était encore en grand désordre, depuis les troubles qui, pendant le mois d'août de l'année précédente, avaient ensanglanté l'île. Tout le monde était armé, et les habitants des villages avaient fortifié leurs maisons. La plupart des fonctionnaires restaient dans l'inaction, et seuls quelques soldats, sous les ordres du colonel Pierri, étaient prêts à faire, cas échéant, leur devoir. Les deux commissaires furent pourtant reçus avec joie, car la plupart des gens espéraient qu'on mettrait vite un terme à l'état d'anarchie qui régnait dans l'île. Le lendemain de leur arrivée (29 avril 1801), ils se rendirent au palais du gouvernement et là, devant

¹ Voir Théotoki, *Capodistrias en Céphalonie*.

les membres du gouvernement et une grande foule, Capodistrias prononça un discours dans lequel il exposait les principes qui guidaient les commissaires dans l'accomplissement de leur mandat et les moyens par lesquels ils espéraient atteindre leur but. Après avoir loué les efforts que le gouvernement provisoire avait faits pour rétablir l'ordre, et la manière dont il avait gouverné l'île en des temps si pénibles, il termina en demandant à tous leur sincère collaboration.

« Cette journée se termine dans la joie et l'allégresse générale » écrivait Dissylas au Sénat, le 29 avril. Mais, au moment même où il écrivait ces lignes, une émeute faillit éclater à Argostoli. Elle fut heureusement étouffée par l'intervention du colonel Pierri, mais cet incident montra aux deux commissaires combien peu l'ordre et la tranquillité étaient assurés. En même temps, l'un des hommes qui avaient pris une part active aux troubles de l'année précédente, Eustathios Métaxas, revint en Céphalonie, de Zante où il s'était réfugié, et, s'étant rendu au village de Troïanata, invitait les paysans à marcher sur Argostoli, afin, disait-il, dans ses harangues et discours, d'expulser les rebelles et de rétablir le gouvernement légal, sans préciser pourtant ceux qui, à ses yeux, constituaient les éléments séditieux et ce qu'il considérait comme étant le gouvernement légal.

Les deux commissaires s'adressèrent à Corfou, et demandèrent au président du Sénat, « Prince de la République », de leur envoyer des renforts ; en même temps ils formèrent un comité de vingt membres, recruté parmi les personnes les plus influentes et les plus considérées dans l'île, appelé « comité de la sécurité publique », et, comme le gouvernement provisoire de Céphalonie, vexé peut-être par la formation de ce comité, donna sa démission, Capodistrias et Dissyla assumèrent provisoirement le gouvernement de l'île, jusqu'à l'installation des autorités légales.

Les deux commissaires crurent tout d'abord que la principale cause des troubles étaient les deux frères Stekoulis ; étant très influents, on leur confia une mission à l'étranger, afin de les éloigner de l'île. Mais cette mesure ne fut pas bien efficace. Tout le monde continuait à porter des armes et à fortifier sa demeure. L'embarras des deux commissaires était extrême ; ils ne savaient ni distinguer leurs amis, ni discerner leurs ennemis, et ne pouvant trouver la cause du mal, ils ne pouvaient chercher de remède. Ils convoquèrent alors les notables de l'île, afin de discuter avec eux la situation ; on finit par voir l'origine du malaise général dans les agissements d'Eustathios Métaxas et on lui signifia de s'en aller dans les vingt-quatre heures, en le menaçant de confisquer tous ses biens et de le condamner à mort, s'il refusait d'obéir.

Mais, devant cette menace, Métaxas devint encore plus arrogant et se décida à se jeter sur Argostoli avec ses partisans, afin de s'emparer du pouvoir. La terreur régnait dans la ville, où ces nouvelles se répandaient. Les deux commissaires étaient en train d'armer quelques hommes pour les adjoindre à la faible garnison d'Argostoli, lorsqu'on vint leur dire que les personnes qui se disaient leurs fidèles seraient prêtes à secourir Métaxas, s'il se présentait devant la ville.

Perplexe, Capodistrias, décida d'aller voir personnellement cet homme si redoutable qu'était devenu Métaxas. Et, malgré les conseils de Dissylas qui lui faisait voir le danger auquel il s'exposait, il s'en alla dans la nuit, accompagné d'un seul homme qui lui servait de guide, et se dirigea vers le village où se tenaient Métaxas et ses fidèles. Arrivé vers minuit, il se rendit à la cabane où logeait Métaxas et fut reçu peu après. Après une longue conversation entre les deux hommes, qui se prolongea jusqu'au matin, Capodistrias repartit pour Argostoli, persuadé que Métaxas ne s'opposait pas par principe à l'établissement d'un gouvernement légal, mais que ce qu'il cherchait c'était de reprendre son influence et d'obtenir réparation pour tous les dommages que lui avaient causés les troubles antérieurs. Craignant de perdre tout espoir à ce sujet, une fois le gouvernement légal rétabli, il avait cherché à réaliser ses prétentions par les armes et à se mettre ainsi à l'abri de ses ennemis qui en voulaient à sa vie. Aussitôt rentré, Capodistrias fit part de son entretien au Comité de sécurité publique ; bientôt Métaxas envoya des délégués qui entamèrent des négociations avec le comité et on aboutit à l'arrangement suivant : tous travailleraient à l'établissement du gouvernement légal et on proclamerait ennemi de la patrie quiconque chercherait à y porter des entraves ; on interdirait strictement tout port d'armes et on obligerait les citoyens à remettre les armes qu'ils possédaient ; la décision d'après laquelle on avait condamné à mort Métaxas et confisqué ses biens serait levée ; ce dernier quitterait la Céphalonie avec la garantie que ses intérêts politiques et privés seraient sauvegardés.

Aussitôt les notables et le clergé furent convoqués et prêtèrent serment à la constitution, en présence des commissaires impériaux. Le nouveau drapeau ionien fut hissé sur la forteresse et tout semblait s'arranger.

Mais si les habitants de la ville remirent aussitôt leurs armes, il n'en fut pas de même du reste des habitants de l'île. Le calme était loin de régner partout et les commissaires demandèrent de nouveaux renforts au Sénat. Eustathios Métaxas étant parti, il restait d'autres éléments de trouble. Les deux frères César et André Métaxas, notamment, et quelques autres personnes influentes, voyant leurs amis qui faisaient partie du gouvernement provisoire depuis le mois d'août 1800 s'en aller pour céder la place à d'autres, qui formeraient le nouveau gouvernement constitutionnel et qui seraient probablement pris parmi leurs ennemis, parcouraient les villages et excitaient les paysans à la révolte.

Devant le nouveau danger qui menaçait, les deux commissaires suspendirent tout essai d'appliquer la nouvelle constitution, et comprenant qu'à la force il fallait opposer la force, ils envoyèrent tous les hommes dont ils disposaient, environ deux cent trente, sous les ordres du colonel Pierri, qui, après quelques coups échangés, arrivèrent à disperser les insurgés ; André Métaxas fut fait prisonnier et fut envoyé à Corfou. Le dénouement de cette crise fut un triomphe pour les commissaires impériaux et surtout pour Capodistrias, qui, dans la fougue de la jeunesse, était beaucoup plus énergique que Dissylas, et avait seul assumé la responsabilité de la dernière expédition. Mais il se trompait en croyant que tout danger était dorénavant supprimé et que le Grand-Conseil pourrait être incés-

samment convoqué pour procéder à l'élection des nouvelles autorités suivant la constitution byzantine, car les affaires de Lixouri allaient s'embrouiller à leur tour.

Nous avons déjà parlé de la rivalité entre les deux villes d'Argostoli et de Lixouri. Les habitants de cette dernière, qui était la seconde en importance de l'île, prétendaient former avec les régions environnantes un Etat confédéré séparé et adressèrent aux commissaires impériaux, aussitôt après leur arrivée en Céphalonie, une pétition en ce sens. Capodistrias et Dissylas se rendirent à Lixouri pour prêcher la modération et persuader les habitants de participer au Grand-Conseil qui devait se réunir à Argostoli. Ces avis avaient paru porter des fruits, car les Lixouriotes se tinrent tranquilles pendant quelques semaines. Mais, voilà que le 2 juillet, une émeute éclata, à propos de deux Lixouriotes arrêtés pour meurtre et brigandage pendant les troubles précédents et condamnés à mort par un Tribunal extraordinaire siégeant à Argostoli. L'émeute fut heureusement réprimée et les deux commissaires entreprirent enfin de réaliser leur tâche principale, c'est-à-dire l'organisation du nouveau gouvernement, suivant la nouvelle constitution. Les électeurs des trois provinces de l'île furent convoqués, formèrent le Grand-Conseil et élirent les autorités locales et les trois sénateurs de l'île. Mais les Lixouriotes, qui avaient paru se soumettre au début, réclamèrent de nouveau et affirmèrent leurs droits de former un Etat séparé. Les aristocrates de Lixouri excitaient les paysans à la révolte et ceux-ci se livraient à des pillages et à des meurtres. Capodistrias sentait que la petite force armée dont il disposait serait incapable de soumettre les insurgés ; il se décida donc d'aller lui-même à Lixouri et d'entrer en pourparlers avec eux. Mais ces derniers étaient intransigeants et voulaient à tout prix un Grand-Conseil qui leur fût propre et, par conséquent, des autorités locales et des sénateurs particuliers et en plus une caisse publique séparée, se refusant à payer tout impôt au gouvernement d'Argostoli.

Ses instructions ne lui permettant pas de satisfaire à ces prétentions et ayant été rappelé par le Sénat, Capodistrias quitta la Céphalonie¹, et Lixouri resta encore quelque temps livré à l'anarchie.

En quittant l'île, Capodistrias et Dissylas s'arrêtèrent à Ithaque, pour voir comment la nouvelle constitution y était appliquée. Mais, là aussi, ils trouvèrent la population très mécontente du nouveau gouvernement ; une partie même songeait à suivre l'exemple de Zante et à arborer le pavillon britannique. Les deux commissaires réunirent les notables de l'île, afin de délibérer en commun sur les moyens d'améliorer la situation, lorsque des nouvelles venues de Corfou annoncèrent qu'on y parlait de reviser la constitution byzantine. A cette nouvelle les mécontents ne voulurent plus céder et les deux commissaires furent incapables d'arriver à un résultat satisfaisant ; ils quittèrent l'île après un séjour de huit jours, pour rentrer à Corfou, en laissant aux habitants d'Ithaque des proclamations leur conseillant de rester fidèles au drapeau national et de travailler à l'œuvre salutaire de paix et de tranquillité.

¹ Dissylas était parti quelques jours plus tôt.

Cet état d'anarchie, dans lequel se trouvaient à peu près toutes les îles à cette époque, était principalement dû à deux causes : l'ambition de quelques-uns et le mécontentement de la plus grande partie de la population, qui avait acquis des droits politiques sous la domination française, et venait de les perdre.

Si, à Corfou, l'introduction du nouveau régime ne rencontra point de résistance, la cause en était la présence des forces alliées. Mais une fois celles-ci parties (août 1801)¹, bourgeois et paysans crurent le moment opportun de montrer leur mécontentement.

Le président du Sénat, Théotoki, qui était le chef de l'état ionien, et était un esprit libéral, crût que le meilleur moyen d'éviter des troubles serait une revision de la constitution byzantine. Partant d'un article de la constitution prévoyant la possibilité d'opérer les réformes nécessaires pour la tranquillité générale ou celle d'une seule île, il fit demander aux deux cours alliées si elles n'avaient pas d'objection à une revision partielle de la constitution. Les gouvernements de St-Petersbourg et de Constantinople répondirent qu'ils accepteraient des réformes qui ne porteraient pas atteinte à l'unité de la République et à la forme aristocratique de son gouvernement. Pendant que les deux cours faisaient cette vague réponse, les habitants de Corfou, sur l'invitation de Théotoki, élisaient soixante-quatre représentants qui se donnèrent le nom d'« honorable députation² de la ville, des bourgs et des villages de Corfou ». Après avoir revendiqué l'égalité des droits politiques pour tout le monde, ils déclarèrent qu'on avait manifestement violé la volonté des deux monarques, exprimée dans le traité de 1800, qui stipulait que les îles seraient gouvernées par les notables et les principaux parmi les habitants (« principali e notabili »). Ceux-ci n'auraient pu être désignés que par l'unanimité de la population, et ce n'était point les quelques nobles qui détenaient le pouvoir, que visait cette expression. En attendant que « ces principaux et notables » fussent nommés, les représentants ainsi élus déclarèrent être le seul gouvernement légal de l'île de Corfou et chargèrent une commission choisie parmi eux de rédiger un nouveau texte constitutionnel. Théotoki avait beau leur expliquer qu'ils n'avaient point été convoqués pour prendre en main le gouvernement et qu'aucun changement ne pouvait avoir lieu sans l'assentiment des suzerains, l'honorable députation n'en voulut rien entendre. Et comme elle était la plus forte, Théotoki se vit obligé de céder et d'inviter les syndics, qui formaient le gouvernement légal de l'île de Corfou, à donner leur démission. D'après la constitution éphémère³ élaborée par cette députation, la souveraineté résidait dans un corps de deux cent quarante personnes, élues par toute la population ; ces personnes, dont on exigeait un certain revenu ou des qualités personnelles, étaient nommées à vie et c'étaient elles qui désignaient

¹ Il paraît que ce retrait eut lieu à la suite d'une clause du traité secret entre Alexandre et Bonaparte, du 8 octobre 1801 (art. 9). V. Bignon, *Histoire de France*, T. II, p. 91. C'était d'ailleurs conforme au traité de 1800 qui stipulait pour les Russes le droit de tenir garnison « jusqu'à la fin de la présente guerre ».

² « deputazione onoranda ».

³ Voir *Le tre costituzioni* p. 22 et s. Elle ne s'appliquait qu'à l'île de Corfou.

tous les fonctionnaires et les quatre commissaires qui formaient le pouvoir exécutif.

Mais tout cela se faisait sans l'assentiment du Sultan et du Tzar. Or, ceux-ci n'étaient point satisfaits de voir les tendances démocratiques, qui étaient nées sous la domination française, s'affirmer dans les Iles et signifièrent à Théotoki qu'ils exigeaient le retour à la constitution sous laquelle ils avaient reconnu la République ionienne¹. Comme on comprenait pourtant que le retour pur et simple à la constitution byzantine était incompatible avec le maintien de l'ordre, il fut décidé d'envoyer aux îles un Ionien, au service de la Russie, le comte Georges Mocenigo ; avec la mission d'arranger les choses. Les troupes russes qui se trouvaient dans le royaume de Naples reçurent l'ordre de se rendre aux Iles, et l'escadre anglaise de la Méditerranée se dirigea vers Corfou.

Entre temps, la France et l'Angleterre avaient signé la paix, et les préliminaires de la paix d'Amiens avaient décidé l'évacuation de l'Egypte. La Turquie n'ayant plus de griefs contre la France signa des préliminaires de paix le 7 septembre 1801 ; un article stipulait la reconnaissance et la garantie de la République Settinsulaire par la France, dans le même sens que la garantie russe. Cette garantie ne survécut pas pourtant, et le traité d'Amiens (article IX) mentionne simplement la reconnaissance de la République des Sept-Iles par la France, sans parler de garantie.

En même temps, Bonaparte envoya à Corfou le colonel Romieu, en qualité de ministre plénipotentiaire de la France auprès de la République Settinsulaire, et le Sénat ionien nomma un Corfiote, séjournant à Paris, Paul Capadoca, comme son représentant auprès du premier consul ; mais sur la demande de la Russie, qui prétendait que la République vassale n'avait pas un tel droit, Capadoca ne fut pas reconnu officiellement, bien que le Sénat ionien soutenait que la suzeraineté de la Porte n'enlevait point à la République le droit d'accréditer des agents diplomatiques, car la République de Raguse avait exercé ce droit. Nous croyons que la prétention du Sénat ionien était soutenable, car, si en général, le protectorat enlève la jouissance de la représentation à l'étranger à l'Etat protégé, cette règle n'est pas absolue, et le protectorat peut revêtir une infinité de formes plus ou moins variées. Il est vrai pourtant que presque toujours l'état vassal n'a pas le droit d'accréditer des agents diplomatiques à l'étranger.

¹ Devant cette réponse catégorique, l'honorable députation décida sa propre dissolution.

² Georges Mocenigo était originaire de Zante. Son père, Demetrio, avait été longtemps au service de la Russie, et mourut à son poste d'ambassadeur russe en Toscane. Son fils lui succéda, mais il tomba bientôt en disgrâce auprès de Paul Ier, qui le releva de ses fonctions. Mocenigo se retira alors à Naples jusqu'à l'avènement d'Alexandre Ier, qui le nomma conseiller de cour et lui confia peu après la mission de réorganiser les Iles Ioniennes.

IV

Mocenigo arriva à Corfou le 20 août 1802, suivi d'une escadre et d'une armée russe¹. Aussitôt arrivé, il publia une proclamation par laquelle il annonçait que le Tzar, fidèle à l'engagement qu'il avait pris de garantir l'existence politique de la République des Sept-Iles, informé des troubles qui s'y étaient produits, l'avait envoyé pour ramener l'ordre et la tranquillité dans le jeune Etat².

Le premier soin de Mocenigo fut de s'entourer d'hommes capables, habiles et connaissant à fond les affaires ioniennes. Ses principaux collaborateurs furent le Président du Sénat, « Prince de la République », conte Spiridion Théotoki et le jeune Capodistrias. Ces deux hommes furent initiés par le ministre du Tzar aux plans de la cour russe, et se décidèrent de le soutenir de toutes leurs forces, sentant la nécessité d'assurer une certaine stabilité aux Iles et la valeur qu'offrait la protection russe.

Et tout d'abord il fallut s'occuper de l'organisation administrative des Iles. Dans chacune d'elles, fut établi un gouvernement provisoire, composé d'un gouverneur et de deux adjoints, nommés par le Sénat et jouissant d'un pouvoir presque illimité ; ils devaient seulement rendre compte de leurs actes au Sénat. Ce fut un certain Merkati qui fut nommé gouverneur de l'île de Céphalonie. Mais vu la situation particulière de cette île, causée par cet état d'anarchie chronique qui y sévissait depuis plus de deux ans, il fut décidé d'y envoyer d'abord Capodistrias qui avait l'expérience des affaires céphaloniennes, pour préparer le terrain et faciliter la tâche du gouverneur définitif.

Capodistrias arriva en Céphalonie le 22 septembre, accompagné d'un détachement russe. Les troubles y avaient à peine cessé et on était encore sous l'impression des temps pénibles qu'on venait de traverser. Aussitôt arrivé et après avoir installé les soldats russes à Argostoli et Lixouri, il invita le gouvernement de l'île à lui remettre le pouvoir. Ayant assumé le gouvernement, il publia une proclamation le 28 septembre, par laquelle il faisait savoir aux habitants que tout germe de discorde devait désormais disparaître et qu'il ne laisserait plus le champ libre aux passions et aux vengeances des partis. Il ordonnait à tous de rendre les armes, même à ceux qui en étaient porteurs pour défendre la patrie, « la sécurité du pays ayant été confiée à la seule armée russe ». En terminant, il suppliait les habitants de faire preuve de bonne volonté et d'obéissance et de ne pas l'obliger à recourir à l'appui des armées qui l'accompagnaient.

Capodistrias s'occupa ensuite à mettre un peu d'ordre dans

¹ Trois vaisseaux et deux frégates portant seize cents hommes d'armée de terre.

² La Russie, en paix avec la France, ne se souciait plus de ménager les susceptibilités de la Turquie. Le nouveau Tzar, Alexandre Ier, prétendait même se faire contre elle le champion des chrétiens, et une rupture paraissait plus ou moins proche. Il pensa donc que l'occasion était favorable pour réaliser son rêve qui consistait à faire des Iles Ioniennes une dépendance russe.

les finances de l'île et à diminuer les dépenses. Il fit dissoudre le corps de soldats, enrôlé par le gouvernement durant les troubles précédents, et qui ne servait qu'à épuiser les ressources du pays. Voulant avant tout éviter toute occasion qui aurait pu provoquer de nouveaux désordres, il écrivit au gouverneur de Zante d'empêcher les Céphalonien^s qui s'y étaient réfugiés, de rentrer chez eux. Il décida que toutes les personnes emprisonnées pour motifs politiques ne seraient remises en liberté qu'après avoir été jugées par des tribunaux réguliers. Et ayant ainsi amené un peu d'ordre, il quitta la Céphalonie et se rendit à Ithaque, où il collabora activement avec le nouveau gouverneur qui venait d'arriver à l'organisation administrative et financière de l'île ; il forma une commission financière, qui fut chargée de remettre en ordre la caisse publique, que les abus des années précédentes avait mise dans un état pitoyable.

Rentré à Corfou, Capodistrias fut nommé, malgré son âge (il n'avait que vingt-sept ans), ministre du pouvoir exécutif pour toutes les branches de l'administration et, un peu plus tard, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, la marine et le commerce. Et ce poste, quelque petit que fût l'Etat ionien, a été le précurseur des fonctions qu'il devait assumer quelques années plus tard comme ministre des affaires étrangères du plus vaste empire de l'Europe.

Capodistrias prit ainsi une part prépondérante aux négociations, qui eurent lieu sous la présidence de Mocenigo, en vue de l'élaboration d'une nouvelle constitution, et montra le juste chemin à suivre entre l'odieux pouvoir arbitraire et les exagérations libérales. Cela est suffisant pour lui assurer la reconnaissance des Ioniens¹.

Pendant que ces négociations se poursuivaient, Mocenigo invita les sénateurs à démissionner et à remettre leurs pouvoirs au « Prince », qui seul restait en fonction. Il organisa alors l'élection de sénateurs nouveaux, qui, bien que cela puisse paraître tout à fait paradoxal, furent choisis par les juges de toutes les îles, dans des listes préparées par le Sénat démissionnaire. Le Sénat, ainsi élu, se réunit à Corfou le 22 janvier et procéda à l'organisation des collèges électoraux qui devaient nommer le corps législatif, auquel on soumettrait la nouvelle constitution. Pour faire partie des collèges électoraux, appelés *singliti* (σὺγκλητοι), il fallait être citoyen de la République, chrétien, et d'une conduite irréprochable ; posséder un certain revenu, variant selon les îles, et ne pas exercer de métier manuel. On supprimait ainsi la noblesse héréditaire, mais les conditions à remplir restaient serrées.

Une fois la question électorale réglée et le temps des élections approchant, Mocenigo voulut faire une tournée dans les îles, afin de mieux se rendre compte de la situation de chacune d'elles. En communiquant cette décision au Président du Sénat, il demanda qu'une commission extraordinaire fût nommée, afin de l'accompagner ; elle devait représenter le Sénat et recevoir pleins pouvoirs pour faire d'urgence des actes qui étaient de la compétence de ce corps. Ce furent les sénateurs Nerantzi et Vattalia et le secrétaire

¹ Arliotti, *La vita di Giovanni Conte Capodistria*, p. 9.

d'Etat Capodistrias qui formèrent cette commission. Pendant cette tournée, ils réglèrent quelques questions encore pendantes, s'appliquèrent à améliorer la situation des habitants, fortement éprouvés par l'état d'anarchie qui avait régné à peu près dans toutes les îles, réorganisèrent les systèmes d'impôts, etc.

Pendant leur séjour à Zante, ils apprirent que la guerre venait d'éclater de nouveau entre la France et l'Angleterre. Sur la proposition de Mocenigo, le Sénat publia le 20 juin 1803 une déclaration de neutralité, par laquelle il proclamait que la République observerait une stricte neutralité, persuadée que les deux puissances ne se permettraient jamais d'y porter atteinte.

Mocenigo, accompagné des trois commissaires rentra à Corfou, un peu avant la réunion du corps législatif qui commença ses séances le 14²⁶ octobre 1803. Après le discours de Mocenigo, qui ouvrit la séance, et la réponse de Théotoki, président provisoire, le corps législatif élit son bureau et deux commissions dont une était chargée d'examiner les projets de lois avant qu'ils fussent soumis au corps législatif, et de faire un rapport sur chacun d'eux, et l'autre d'étudier et de s'occuper de toutes les questions financières intéressant le pays.

La République ayant été gouvernée pendant plus d'une année sans lois et d'une manière presque dictatoriale, le Sénat transmit au corps législatif tous les actes concernant sa gestion, notamment au point de vue financier. Et Capodistrias fut chargé par le Sénat de rédiger le rapport, par lequel ce corps rendait compte de ses actes, rapport que le jeune secrétaire d'Etat vint lire à la seconde séance du corps législatif¹.

Capodistrias commençait son exposé par un tableau de la triste situation dans laquelle se trouvait l'Etat ionien au moment de sa naissance. « C'était un simple nom, une ombre d'Etat, dit-il. Le Sénat était un pouvoir sans lois, sans ressources, sans puissance et sans unité. Les gouvernements locaux de chaque île étaient le résultat de péripéties étranges, de luttes personnelles ou politiques...

» N'ayant pas été accoutumés pendant des siècles entiers à nous soumettre même au plus fort de nos compatriotes, poursuivait Capodistrias, nous nous sommes plongés dans ce chaos durant quatre cents ans. Malgré tout cela, malgré notre inexpérience et notre ignorance, nous avons cherché à en sortir, et tous nous n'avons eu qu'un seul but : nous donner une constitution. On a voulu nous accuser d'être incapables, abrutis par un trop long servage et indociles de nature, de vivre heureux en société, en nous gouvernant nous-mêmes sous la protection des lois. Mais, grâce à Dieu, notre Seigneur, qui est le protecteur et le père de toutes les nations, grâce à la puissante intervention d'Alexandre I^{er}, nous avons pu montrer que nos malheurs n'étaient pas le fruit de notre volonté, mais le résultat de circonstances inévitables et que ce ne furent ni la force ni les commandements, mais la voix d'un ministre éclairé qui a su nous montrer le chemin de l'honneur, que les conventions impériales avait ouvert aux Ioniens.

» Le Sénat s'étant retiré, confia son pouvoir à son président,

¹ Mavrojanni, *Histoire des Iles Ioniennes*, T. II, p. 73.

qui est aussi le père de la nation ; celui-ci envoya un représentant dans chacune des îles et c'est lui seul qui gouverna avec une commission s'occupant de la gestion financière. Sous ce système administratif, les passions personnelles s'apaisent, les troubles cessent, et le gouvernement recueille les anneaux de la chaîne brisée, et entreprend de les réunir de nouveau et de refaire ainsi l'unité brisée... Les gouverneurs de chaque île reçurent des instructions pour préciser les droits et les devoirs des diverses fonctions qui empiétaient continuellement les unes sur les autres, et on déterminait le mode par lequel chacune d'elles pourrait communiquer avec le gouvernement central, qui jusqu'alors était resté presque étranger à leurs agissements. On fit revivre la marine marchande, on fit cesser les abus et on punit les coupables ».

Capodistrias arrivait ensuite à la situation financière de la République. Les ressources étant devenues insuffisantes, il préconisait diverses mesures financières, par lesquelles il espérait que la caisse publique pourrait faire face aux dépenses. Les mécontents du nouvel état de choses ayant comparé les impôts payés jadis et ceux payés depuis la fin du siècle, afin d'exciter le peuple contre le nouvel ordre de choses, Capodistrias déclarait qu'il était criminel de comparer les impôts que les Ioniens, sujets de la Sérénissime République payaient à leur dominatrice, et ceux que, citoyens de l'Etat ionien, ils payaient à leur propre patrie libérée.

En terminant, il déclarait que le Sénat considérerait que, dans chaque Etat libre, tout citoyen devait être soldat et contribuer ainsi au prestige de sa patrie. Mais comme cela n'était pas encore pratiquement possible, on constituerait provisoirement une armée composée en partie d'étrangers et en partie d'Ioniens.

Après la lecture de ce rapport, qui fut fort applaudi, le corps législatif procéda à la rédaction de son règlement intérieur. L'entrée des séances fut interdite au public. Seul le pouvoir exécutif avait l'initiative des lois ; le corps législatif ne pouvait qu'exprimer au Sénat ses vœux sur les lois qu'il serait disposé à voter.

On pourrait observer que de telles dispositions préliminaires se conciliaient très peu avec les libertés dont on prétendait se faire le champion. Après avoir été discutée article par article entre Mocenigo et la commission chargée de la préparation du texte constitutionnel, la nouvelle constitution fut soumise au corps législatif, qui, après des débats très brefs sur les dispositions essentielles, vota, le 5 décembre 1803, en une seule séance, la constitution, qui comptait 212 articles.

D'après cette constitution de 1803 la noblesse héréditaire était remplacée par la « noblesse constitutionnelle » (art. 2). Le pouvoir était ainsi attribué non seulement aux nobles d'origine, inscrits au Livre d'or, mais aussi à tous ceux qui avaient un certain revenu annuel ou qui possédaient des capacités personnelles (art. 6 et 7). « L'agrégation à l'une des premières académies de l'Europe, lisait-on à l'article VII, remplace le cens, lorsque ce membre correspondant jouit de l'estime générale et vit convenablement du fruit de ses talents littéraires ou d'un art libéral. » Les Ioniens devançaient ainsi de quelque quarante ans les libéraux du règne de Louis-Philippe.

Ceux qui acquéraient ainsi des droits politiques formaient les collèges électoraux, les singliti (art. 18), qui se réunissaient tous les deux ans (art. 19) pour élire les députés au corps législatif, les sénateurs et un grand nombre de fonctionnaires, notamment les juges, les agents du fisc, etc. (art. 31). Toutes ces personnes ne restaient que deux ans en fonction, sauf les agents diplomatiques (art. 35).

Le corps législatif, comptant quarante membres, se réunissait tous les deux ans à Corfou (art. 43) et siégeait pendant deux mois, « l'action permanente d'un corps délibérant étant nuisible à la prospérité d'une nation » (art. 45). C'est lui qui votait les lois. Ses membres étaient inviolables, et ce n'est qu'en cas de flagrant délit qu'ils pouvaient être arrêtés et jugés moyennant autorisation expresse du dit corps (art. 46).

Dans sa première séance il élisait le chef du pouvoir exécutif, qui portait le titre de Prince (*ῥήμουν*) (art. 59), puis les sept membres du Tribunal de cassation (62), et les chefs des gouvernements de chaque île, appelés prytanes ; ces derniers, d'ailleurs étaient pris dans une double liste présentée par le collège électoral de chaque île (art. 61).

Enfin, il nommait les « censeurs », au nombre de trois (art. 91), dont la mission consistait à veiller à l'exécution des lois et au respect de la constitution (art. 88), ainsi qu'à la sauvegarde des libertés individuelles, en dénonçant au corps législatif, ou en son absence au Sénat, tout acte attentatoire à la constitution. Ils pouvaient demander qu'il fût sursis à l'exécution des actes du Sénat, qu'ils jugeraient inconstitutionnels. Le plus âgé parmi les trois, était leur président et s'appelait « éphore » (art. 81).

Chaque île était gouvernée par des régences de trois membres, sous la direction du prytane. C'est à elles qu'appartenait l'administration générale de chaque île.

Le pouvoir exécutif appartenait à un Sénat, divisé en trois chambres (art. 14), se répartissant les affaires extérieures, les affaires intérieures et les finances, et dont les membres, au nombre de dix-sept, étaient annuellement renouvelés par moitié (art. 95 et 96). C'est lui seul qui avait le droit de porter les projets de lois devant le corps législatif. A la tête de chaque chambre se trouvait un secrétaire d'Etat ; ces secrétaires assistaient aux séances du corps législatif et avaient le droit de prendre la parole pour soutenir les projets présentés par le Sénat.

L'influence des principes de 1789 se retrouve dans les dispositions relatives à la séparation des pouvoirs et à la liberté individuelle. On s'est beaucoup préoccupé de rendre le pouvoir judiciaire indépendant : à sa tête se trouvait un Tribunal de cassation, nommé par le corps législatif (art. 184), et qui avait les mêmes attributions que la Cour de cassation en France (art. 185). Quatre cours d'appel siégeaient dans les principales îles ; le jury criminel était institué ; les séances étaient publiques (art. 146). L'article 144 stipulait que les juges ne pouvaient faire aucune loi ni règlement, ni suspendre l'exécution de ceux qui existaient. Le Sénat avait le droit de grâce (art. 212).

On proclamait certaines libertés individuelles, notamment

l'inviolabilité de la propriété et du domicile (194). Toute personne arrêtée devait être interrogée dans les vingt-quatre heures (art. 162). La religion orthodoxe devenait religion d'Etat, et la langue grecque, langue officielle. D'après l'article 201, à partir de 1810 tous les fonctionnaires qui seraient nommés devaient savoir lire et écrire le grec moderne.

Enfin, un article additionnel permettait au corps législatif de 1806 de reviser les dispositions non essentielles de la constitution. Et, pour éviter tout malentendu on énumérait les dispositions considérées comme essentielles.

La constitution de 1803 n'est certainement pas à l'abri de tout reproche ; on peut l'accuser notamment d'être trop longue et trop compliquée sur certains points, (par exemple en matière électorale), mais on peut remarquer aussi qu'elle constituait un grand pas dans la voie du libéralisme, et la plupart des Ioniens même la considèrent comme un chef-d'œuvre¹.

La constitution fut envoyée à St-Petersbourg et à Constantinople, pour être soumise à l'approbation des deux monarques : le Sultan donna la sienne, mais le Tzar différa son consentement et finit par ne jamais le donner. Les événements ultérieurs ont démontré que le Tzar a été mécontent de ce que ses droits ne se trouvaient expressément mentionnés nulle part.

Sous l'empire de la nouvelle constitution, Capodistrias devint premier secrétaire du pouvoir législatif. En cette qualité il était chargé de la correspondance et de la tenue des registres et des protocoles des séances. Il devait faire des rapports au corps législatif sur les affaires extérieures et la législation intérieure, civile, commerciale et criminelle. Il prit ainsi une part prépondérante aux travaux législatifs et devint le jurisculte officiel (sans le titre) du gouvernement de la République.

C'est lui qui rédigea les ordonnances destinées à compléter les dispositions de la constitution, relatives à l'administration générale ou particulière de chaque île, à la marine marchande, aux droits et devoirs des consuls, à l'instruction publique, à la sécurité publique, etc.

C'est surtout de ses efforts pour améliorer la situation de la marine marchande et pour répandre l'instruction publique que nous voulons dire quelques mots.

Capodistrias contribua, par des dispositions législatives et la conclusion de quelques traités de commerce, à donner un grand essort aux navires ioniens, qui, sous leur pavillon neutre, parcouraient la Méditerranée et faisaient de gros profits. Mais, lorsque après le traité de Presbourg (26 décembre 1805), la Russie proclama le blocus des côtes de l'Adriatique, occupées par les Français, le commerce ionien, qui se faisait surtout avec ces pays, en souffrit beaucoup. Et, comme si cela ne suffisait pas, Napoléon, considérant que la base de la flotte russe qui exerçait le blocus était Corfou, donna l'ordre qu'on poursuivît rigoureusement le pavillon marchand ionien. C'était une situation bizarre que celle de l'Etat ionien, neutre, mais plus ou moins vassal de la Russie, et dont les

¹ p. e. Arliotti, *op. cit.*, p. 9.

Russes se servaient comme point de départ de leurs opérations militaires dans la Méditerranée. Cela rappelle un peu la situation dans laquelle s'est trouvée la Grèce le lendemain du débarquement des Alliés à Salonique, en 1915, et cela prouve une fois de plus que la neutralité ne peut subir aucune atténuation en faveur de l'un ou de l'autre belligérant, sans risquer d'entraîner l'Etat neutre dans le conflit. Toujours est-il que le Sénat protesta hautement contre la violation de la neutralité ionienne par l'Empereur des Français et, en réponse aux mesures prises par celui-ci, il arma des corsaires et délivra des lettres de marque aux capitaines des bateaux ioniens. Le commerce et la marine marchande étant ainsi tombés dans une situation plus que pénible, Capodistrias fit des efforts pour obtenir du gouvernement russe la libre entrée des produits ioniens dans les ports de la Mer du Nord. Mais, malgré les promesses de Mocenigo, le gouvernement moscovite laissa cette requête sans réponse.

Une autre préoccupation principale de Capodistrias fut l'instruction publique¹. Il s'agissait de tirer le peuple de cet état d'ignorance profonde dans lequel l'avaient plongé quatre siècles de domination vénitienne. Ce fut Capodistrias qui fut chargé de l'organisation des écoles et de leur surveillance. C'est lui qui rédigea le texte de la loi sur l'instruction publique, qui fondait deux écoles publiques dans chacune des trois îles principales, et une dans les autres. Les instituteurs étaient nommés par voie de concours pour huit ans, mais pouvaient être renommés. Les élèves devaient payer quelques droits, dont les plus pauvres d'ailleurs étaient dispensés.

Afin de pourvoir aux dépenses des écoles, la loi permit au gouvernement de confisquer une partie des ressources des monastères, qui ne servaient qu'à enrichir les éphores de ces cloîtres. Enfin, c'est en grande partie grâce à Capodistrias que la langue grecque devint la langue officielle de la République et que tout les fonctionnaires furent obligés de savoir lire et écrire le grec moderne.

V

Nous avons déjà fait allusion à ce que la Russie, malgré toutes ses déclarations sur l'indépendance des Îles Ioniennes, ne trouvait guère suffisant le vague titre de protecteur, et aurait désiré voir mentionnés dans les constitutions ses droits précis. Ce fut la vraie raison pour laquelle elle ne ratifia pas la constitution de 1803 et, ce qui le prouve, ce sont ses instructions à Mocenigo, dans lesquelles elle lui demandait de profiter de la première circonstance favorable pour faire reviser la constitution.

Mais cela n'était pas aussi facile qu'on pourrait le croire. Car, si la constitution de 1803 prévoyait une revision partielle, elle énumérait, avons-nous vu plus haut, les dispositions essentielles auxquelles on ne pouvait toucher. Il fallait donc trouver un corps

¹ Voir Idromenos, *La première école publique de Corfou*, Revue « Parnasos », mai 1890 (en grec).

législatif assez docile pour passer outre à cette disposition. Mocenigo s'occupa activement des élections de 1805 et, par des moyens plus ou moins licites, arriva à réunir un Parlement tel qu'il le désirait.

En attendant les élections, Mocenigo avait chargé une commission de dix membres, dont faisait partie Capodistrias, de rédiger un nouveau texte constitutionnel. On peut s'étonner que Capodistrias, un des auteurs de la constitution de 1803, ait accepté de prendre une part active à sa revision. C'est que, d'un côté, ne voulant pas mécontenter les aristocrates de Corfou, et notamment son père, et d'un autre, cédant aux instances de Mocenigo, il avait fini par trouver lui-même que la constitution de 1803 laissait à désirer. Champion du principe qu'une nation, pour se gouverner elle-même, doit être d'abord mûre pour la liberté, il considérait que la charte constitutionnelle de 1803 s'était laissée un peu trop influencer par les principes abstraits de liberté, sans trop faire attention à la réalité des choses. Ce fut une faute grave que cette part active que Capodistrias prit dans cette revision, et il n'en eut malheureusement que trop à s'en repentir plus tard, lorsque les Anglais en profitèrent pour déclarer que les Ioniens n'étaient pas en état de se gouverner eux-mêmes¹, et justifier ainsi la conduite de Maitland. Du moins le jeune secrétaire d'Etat eût-il la franchise, en venant défendre son projet devant le corps législatif, de dire que la revision aurait lieu dans l'intérêt de la Russie, « pour mettre sur un pied d'égalité les deux Puissances protectrices ; car la Porte, vu son état de voisinage avec les Iles Ioniennes, pouvait facilement imposer sa volonté au gouvernement de la République, dont les citoyens sont en rapport constant avec les habitants de la terre ferme, où ils vont chercher leurs vivres, tandis que la Russie, à défaut de liens naturels avait besoin de liens conventionnels pour se trouver sur un pied d'égalité avec le gouvernement ottoman ». A cet argument un peu forcé, il faut le reconnaître, Capodistrias ajoutait « que les membres du corps législatif devaient bien réfléchir que, ni la constitution de 1800, ni celle de 1803 n'avaient été ratifiées par la Russie, tandis qu'on était sûr qu'elle donnerait son assentiment au projet qu'on était en train de discuter »².

Cet argument, tiré de la nécessité des choses, avait une valeur réelle pour un petit Etat, trop faible pour se défendre contre les convoitises d'un grand nombre de Puissances, et auquel la protection du Tzar Alexandre, élève de Laharpe, paraissait se concilier le plus avec son indépendance.

Mais si Capodistrias fut un des auteurs de ce projet de constitution, que les événements ultérieurs n'ont d'ailleurs pas permis de mettre à exécution, il faut reconnaître que, sans lui, il aurait sanctionné encore plus fort l'intervention russe et les idées réactionnaires, tandis que Capodistrias agit en un sens modérateur et

¹ Le 3 sept. 1819, Bathurst, écrira à Castelreagh : « We have a letter from Capo d'Istria himself at hat time the secretary of the Ionian Republic, in which he remonstrates against too much power being given to a people so uneducated ». Castelreagh, *Despatches*, III^d. S. Vol. IV, p. 145.

² Voir Mavrojanni, *op. cit.*, T. II, p. 142.

s'opposa sur plusieurs points à Mocenigo, en lui démontrant le danger qu'il y avait d'aller trop loin dans la suppression des libertés des citoyens des Sept-Iles.

Le projet de 1806¹, de 98 articles, accordait à la « noblesse constitutionnelle », comme en 1803, le droit de nommer les représentants du pays. Mais au lieu de dix-sept sénateurs et de quarante députés, elle devait élire, tous les quatre ans, dix-sept personnes, appelées sénateurs, et formant le « Sénat législatif ». Ce Sénat se divisait en deux sections, dont les fonctions correspondaient à peu près à celles de Chambre haute et Chambre des représentants des pays constitutionnels de l'Europe. Il siégeait quatre mois par an.

Le pouvoir exécutif, qui, sous la constitution de 1803 appartenait au Sénat, incombait désormais à une régence (*ἡγεμονία*) de cinq membres, nommés pour cinq ans par les mêmes personnes que le Sénat législatif, et dont le chef portait le titre de Prince. C'est elle qui nommait et révoquait les ministres. Ses membres étaient choisis dans une liste de candidats, établie par le Sénat, et approuvée par l'Empereur de Russie. De même, les membres du corps législatif étaient pris dans une double liste, présentée par ce même corps, et avec la même approbation impériale.

La plupart des fonctionnaires étaient nommés par les électeurs des Iles, sur des doubles listes, établies par la régence de chacune d'elles et approuvées par le Prince de la République. L'intrusion des Russes dans l'administration du pays était ainsi fortement établie et les belles déclarations de 1803 sur le jury criminel, la liberté individuelle, etc., ne se trouvaient plus dans le nouveau projet.

Telle fut cette constitution, restée un projet inopportun et inutile et qui devait avoir plus tard des répercussions si pénibles pour Capodistrias et sa patrie. Le temps ne lui permit pas de fonctionner, car bientôt la protection russe fut remplacée par la domination napoléonienne, faisant disparaître pour longtemps les libertés des habitants des Sept-Iles, et faisant disparaître aussi le beau rêve que fut cette République Settinsulaire, dans laquelle tous les Grecs de cette époque avaient vu l'aurore de leur indépendance.

VI

La situation extérieure de la République se compliquait de plus en plus et devait devenir si menaçante que les affaires intérieures allaient passer au second plan. Ali, pacha de Janina, s'était emparé de Butrinto, Preveza et Vonitza et menaçait au début de 1807 l'île de Sainte-Maure, qui n'est séparée du continent que par un canal étroit. Ali voulut profiter de ce que la Russie avait envahi les Principautés et était en guerre avec la Porte pour réaliser ses ambitions. En effet, le Tzar ayant rompu avec la Turquie, celle-ci invita la République vassale à remplir ses devoirs. Mais le gouvernement ionien répondit qu'étant sous la protection de la Russie, il ne pouvait pas prendre les armes contre son protec-

¹ *Le tre costituzioni*, p. 97 et s.

teur. Ali pacha en profita pour considérer les Sept-Iles comme ennemies de la Porte et fortifia les côtes en face de Sainte-Maure, afin de pouvoir entreprendre une expédition contre celle-ci. Capodistrias, qui venait de donner sa démission de secrétaire d'Etat, mais continuait à jouir de l'estime générale, fut nommé « gouverneur militaire extraordinaire » de Sainte-Maure et chargé de s'y rendre pour prendre toutes les mesures nécessaires pour la défense de l'Ile.

Sur les conseils de l'ingénieur français Michaud, au service de la Russie, Capodistrias prit toutes les mesures de défense convenables et fit procéder à la construction d'un grand fossé, jugé indispensable pour la défense de la côte qui était le plus près du continent¹.

Capodistrias fit appel à tous les habitants de l'île et à tous les Ioniens de venir défendre la patrie et d'envoyer l'argent nécessaire pour les travaux de défense, démontrant que le sort de Sainte-Maure était solidaire de celui de tout le pays. De nombreux Ioniens accoururent, en même temps que deux cent cinquante Armatoles et Klephtes, qui arrivèrent de la Grèce continentale pour aider leurs frères. Mais l'armistice qui précéda le Traité de Tilsit fut bientôt signé et Ali pacha fut obligé de suspendre les hostilités.

Le séjour de Capodistrias à Sainte-Maure a une importance capitale pour sa carrière ultérieure. C'est là qu'il connut les plus illustres des futurs héros de la guerre d'indépendance hellénique, accourus pour défendre la jeune république libre, vers laquelle se tournaient les regards de tous les Grecs esclaves ; c'est là, dans les entretiens qu'il eut avec eux, que le patriotisme, jusqu'alors un peu étroit, du jeune Ionien conçut l'idée qu'il fallait à tout prix travailler à libérer ses pauvres compatriotes, qui, depuis quatre cents ans gémissaient sous le joug ottoman, et que l'espoir de voir un jour une Grèce libre, unie et forte naquit en lui. A partir de ce moment et pendant les treize années qu'il servit la Russie, la libération de ses frères fut l'unique objet de sa politique, et l'on pouvait se demander si « bien plus que d'asservir les intérêts grecs à la politique russe, le ministre du Tzar ne se laissait pas plutôt influencer par des considérations helléniques »².

Le traité de Tilsit, du 8 juillet 1807, à son second article secret, stipulait que les « Sept-Iles ioniennes seraient possédées en toute propriété et souveraineté par S. M. l'Empereur des Français ».

Cet article démontre combien le Tzar se considérait le maître absolu des îles et à quel point l'indépendance des Sept-Iles n'était qu'apparente. Au point de vue juridique, on peut certes discuter la valeur de cette stipulation, le Tzar, cédant ce qu'il ne possédait pas³, mais les deux empereurs ne s'occupaient guère des questions juridiques et des privilèges garantis aux Ioniens, lorsque ceux-ci

¹ Mendelssohn-Bartholdy a publié dans sa biographie de Capodistrias, p. 384 et s., les rapports que celui-ci adressait au Sénat, pendant son séjour à Ste-Maure.

² Bernhardt, *Geschichte Russlands und des europäischen Politik*, T. I, p. 9.

³ On a voulu prétendre que la convention de Constantinople ayant été abrogée par le fait de la guerre russo-turque, le Tzar, ne se trouvant plus lié, pouvait se comporter en maître. Mais lui-même n'a jamais voulu d'autre titre que celui de protecteur. Comment donc aurait-il pu céder la « propriété » des Iles ?

contrariaient leurs projets. Le plus grand secret devait entourer l'occupation française, afin d'éviter que les Anglais, qui veillaient autour des Iles, n'empêchassent ce débarquement et aussi pour mettre la Porte devant le fait accompli. Malgré la guerre contre la Russie, la Porte n'avait, en effet, point renoncé à sa suzeraineté sur la République Settinsulaire et le Sultan n'aurait certainement pas été satisfait que sa part de suzeraineté lui fût enlevée sans qu'il fût admis aux négociations ; il aurait pu s'inquiéter de cet établissement de la France sur les côtes de la péninsule des Balkans, quand déjà elle était installée en Dalmatie et que d'aucuns voyaient de sa part la volonté d'intervenir dans les destinées de l'empire ottoman. Cela eût été fait pour surexciter encore le fanatisme musulman contre les chrétiens et pour le mettre en défiance contre les desseins attribués à Napoléon. Il était sage de tenir ces stipulations secrètes¹.

La République Settinsulaire avait vécu. Le général Berthier, aussitôt débarqué à Corfou, fit hisser le drapeau tricolore sur la citadelle et déclara les îles « possessions françaises » et leurs habitants « sujets de l'Empereur ». Napoléon, tout en déclarant qu'il ne voulait rien innover dans l'administration intérieure du pays², lui enleva toute indépendance. Il maintint, il est vrai, le Sénat, dont il réduisit les membres à cinq, mais, en réalité, celui-ci ne pouvait rien faire sans l'assentiment du commissaire impérial et n'eut plus d'autre mission « que de voter, de temps à autre, des adresses de félicitations ou de remerciements »³.

Capodistrias se trouvait encore à Ste-Maure, lorsque le capitaine Forestier prit possession de l'île. Il en profita pour lui donner des renseignements sur les ressources du pays et des conseils sur les moyens de l'administrer.

Rentré à Corfou, Capodistrias se retira dans la vie privée. Ce fut en vain que les agents de Napoléon essayèrent de l'attirer au service de la France, en lui offrant la place d'auditeur au Conseil d'Etat et la perspective d'une carrière brillante. Le jeune homme n'avait point confiance dans l'étoile de l'Empereur. Entre le despotisme napoléonien et le russe, il était porté vers la grande puissance coreligionnaire du nord, d'où tous les Grecs espéraient voir venir un jour leur libération. Et ce fut avec joie qu'il reçut l'invitation du chancelier Romanzoff de se rendre en Russie, où on lui offrait une place au ministère des affaires étrangères. Le rôle brillant que Capodistrias avait joué sous le protectorat russe et la sympathie que lui témoignait Mocenigo, ne furent certes pas étrangers à cette invitation, qui devait l'amener quelques années plus tard à Paris, pour décider du sort de l'homme dont il avait refusé de devenir le serviteur.

¹ Voir E. Driault, *La politique orientale de Napoléon*, Paris, 1904.

² L'empereur au ministre de la guerre, 12 oct. 1807. Voir Rodocanachi, *Bonaparte et les Iles Ioniennes*, Paris, 1899, p. 207.

³ *Ibid.*, p. 207.

CHAPITRE II¹

I. Capodistrias attaché au ministère des affaires étrangères à St-Petersbourg et à l'ambassade de Vienne. — II. Directeur de la chancellerie diplomatique de Tchitchagoff et de Barclay de Tolly. — III. Départ pour la Suisse.

I

Arrivé à St-Petersbourg, en janvier 1809, Capodistrias fut admis au service diplomatique avec le rang de conseiller de cour, comme attaché au collège des affaires étrangères, sous les ordres du chancelier de l'empire, comte Romanzoff². « La modicité de mes moyens, écrit-il lui-même dans son mémoire au Tzar Nicolas, ma mauvaise santé et plus encore le goût de la retraite et de l'étude ne me laissaient guère le loisir de me répandre dans la société, à l'exception de quelques familles grecques et moldaves établies à St-Petersbourg ». Le nombre des Grecs au service de la Russie, surtout depuis le fameux projet grec de Catherine II, allait toujours en croissant. La cour de St-Petersbourg, voulant exercer son influence sur la Grèce, appelait auprès d'elle tous ceux qui jouissaient d'une grande autorité sur la population, et qui espéraient toujours que la grande puissance orthodoxe interviendrait un jour ou l'autre pour affranchir la race hellénique du plus odieux des tyrans.

Parmi les familles que Capodistrias fréquenta pendant son séjour à St-Petersbourg, il faut surtout citer les Stourdza. Originaires de Moldavie, ils étaient venus s'établir en Russie sous Catherine II. Mlle Roxane Stourdza, qui devait occuper une si grande place dans la vie du diplomate corfiote, était la demoiselle d'honneur favorite de l'impératrice Elisabeth, et son frère, qui allait devenir l'ami intime de Capodistrias et, plus tard, son biographe et son éloquent défenseur, venait aussi d'entrer au ministère des affaires étrangères.

Grâce aux hautes relations que cette famille possédait à St-Petersbourg, Capodistrias fit la connaissance de plusieurs personnages marquants entr'autres celles de l'amiral Tchitchagoff, alors ministre de la marine, qui devait exercer un peu plus tard une influence décisive dans la carrière du jeune diplomate.

Pendant son séjour en Russie, Capodistrias fut loin d'oublier sa

¹ SOURCES : Capodistrias, *Mémoire au Tzar Nicolas*. Société impériale d'histoire de Russie, T. III. — Tchitchagoff, *Mémoires*. Publiés par Lahovary, Paris, 1909. — Id., *Correspondance*, Soc. Imp. R., T. VI. — Comtesse Edling (née Stourdza), *Mémoires*, Moscou, 1888.

² C'est la même année que le jeune prince Alexandre Ypsilanti entra au service militaire de la Russie. Quelle coïncidence que ces deux hommes, qui devaient jouer plus tard un rôle si important dans l'affranchissement de leur pays, entrant en même temps au service de l'empereur, qu'ils espèrent en vain gagner à la cause de leurs frères malheureux.

patrie et s'occupait toujours, autant qu'il le pouvait, de ses compatriotes. Un de ses principaux soucis avait constamment été de répandre l'instruction parmi les Grecs. Il l'avait déjà prouvé lorsqu'il était secrétaire d'Etat de la République Settinsulaire, et une nouvelle occasion devait maintenant s'offrir à lui pour qu'il s'en occupât de nouveau.

En dehors des Grecs qui entraient dans l'armée ou dans l'administration russe, il y en avait beaucoup qui se rendaient dans ce pays pour faire du commerce. C'était le cas d'un Epirote d'origine, né à St-Petersbourg, Jean Domboli. Ce banquier, qui a vécu en Russie quatre-vingt ans, après avoir eu l'honneur de se voir conférer les titres de conseiller de cour et de chevalier par le Tzar, ayant acquis une grande fortune, voulut, comme tant de Grecs, en faire profiter son pays d'origine. Ses conversations avec Capodistrias ne furent certainement pas étrangères à la décision qu'il prit plus tard de léguer sa fortune à l'Université d'Athènes¹. « Lorsque j'ai connu en 1809 feu le comte Capodistrias, écrit Domboli dans son testament², nous nous sommes promis mutuellement de tout faire pour répandre l'instruction publique en Grèce. Depuis lors, le but constant de ma vie a été d'arriver à remplir convenablement la promesse donnée. C'est pourquoi j'ai tâché d'augmenter mes capitaux, non pas par des spéculations, mais par mon travail et surtout par une grande économie ». Et, dans son testament, il prescrivit de donner le nom de son ami à l'Université qui serait fondée avec sa fortune. C'est pourquoi aujourd'hui une partie de l'Université d'Athènes porte le nom d'Université de Capodistrias.

Mais le poste de Capodistrias aux affaires étrangères était bien peu intéressant. Romanzoff « tout en le comblant de caresses et de protestations, le laissait languir dans l'oisiveté »³. Cette situation, si peu digne de lui, était faite pour l'accabler d'ennui et de mélancolie. Sa santé commençait à décliner, car il ne pouvait supporter les grands froids de St-Petersbourg. Les médecins lui ayant aussi conseillé de quitter la Russie, il était prêt à demander à Romanzoff qu'on l'envoyât, à défaut d'autre place, comme attaché en Amérique. C'eût été sa mort, car il est fort douteux qu'une fois là-bas, il serait retourné en Europe pour occuper le poste auquel il devait être appelé plus tard. Heureusement pour lui, le vieux Stourdza demanda à Romanzoff de l'envoyer à Vienne, cette capitale étant à peu près la seule où il pouvait être à l'abri de la juridiction que Napoléon exerçait sur les hommes nés dans les pays soumis à sa domination. Et c'est ainsi qu'en septembre 1811, il arriva à Vienne, en qualité d'attaché surnuméraire à la légation impériale dirigée par le comte de Stackelberg.

Ce diplomate, voyant un jour arriver un attaché surnuméraire que le service de la légation ne réclamait point, craignit qu'il ne fût chargé de quelque correspondance secrète avec le chancelier de l'empire et lui fit un accueil plus que froid. Mais Capodistrias, qui ne manqua point de s'en rendre compte, parvint bientôt,

¹ Voir Andréadès, *Discours prononcé dans la salle des fêtes de l'Université d'Athènes le 7 février 1916*.

² Ce testament est daté du 4 février 1849.

³ Comtesse Edling, née Stourdza, *Mémoires*, p. 41, Moscou 1888.

par la franchise de son langage et le récit de ses efforts pour obtenir la place à laquelle il venait d'être nommé, à désarmer les soupçons de son chef et à gagner même son estime et son affection; Stackelberg le chargea bientôt de traiter diverses questions politiques, notamment pour ce qui concernait l'Orient. Le premier travail qu'il lui confia fut un mémoire sur la situation où se trouvaient alors la Grèce et les provinces illyriennes, mémoire qui obtint toute son approbation et fut, en conséquence, transmis à St-Petersbourg. Depuis lors, Stackelberg lui confia des notes relatives aux différents projets dont les cabinets européens s'étaient occupés en vue de préparer les éléments d'une nouvelle coalition contre la France. Il le chargea d'en faire l'analyse et d'y joindre ses observations. Satisfait de son travail, il finit par réserver à lui seul ce genre d'occupation, et sa confiance devint si exclusive qu'il ne lui permettait plus de se servir de ses employés pour transcrire ses minutes et en faire l'expédition à St-Petersbourg. Vienne était devenue à cette époque le foyer secret de tous les ressentiments allumés par le despotisme napoléonien. Capodistrias se trouvait à portée pour étudier les signes précurseurs de la grande réaction politique dont la Russie allait devenir le point d'appui, et s'était parfaitement rendu compte des intérêts divers qui agitaient alors le continent. Un des projets qu'on avait mis plus d'une fois sous les yeux de l'empereur Alexandre portait sur les moyens les plus propres à préparer de grandes opérations militaires en Italie, en encourageant les Tyroliens, les Monténégrins et les Illyriens à secouer le joug des Français. L'armée du Danube, qu'on croyait à la veille d'être débarrassée de la guerre contre les Turcs, aurait soutenu ces mouvements des peuples, en se dirigeant par les montagnes de la Serbie et de l'Herzégovine vers les provinces illyriennes du royaume d'Italie. Stackelberg chargea Capodistrias d'analyser ce projet, de discuter les moyens d'exécution et les chances de succès d'après les données que fournissait l'expérience. En s'acquittant de cette tâche, ce dernier s'appliqua à démontrer que l'expérience rejetait complètement ces projets hazardés et compliqués. En supposant toutefois qu'on persisterait à leur donner suite, il développait dans la seconde partie de son mémoire, les précautions à prendre à l'effet de prévenir les grands désastres, dont les nations avaient été frappées aussi souvent qu'on leur avait mis les armes dans la main. Le souvenir de l'insurrection provoquée par Catherine II dans le Péléponnèse, et l'abandon où l'Impératrice laissa ensuite les Grecs, qui avaient pris les armes sur son instigation, exposés à la fureur du fanatisme musulman, n'était probablement pas étranger à cette argumentation. Toujours est-il que ce mémoire fut considéré comme un chef-d'œuvre et lui valut bientôt un poste important auprès de l'amiral Tchitchagoff, commandant en chef de l'armée du Danube. Il fut nommé directeur de la chancellerie diplomatique du général en chef.

Voici les termes dans lesquels Tchitchagoff s'exprime sur la manière dont son choix porta sur Capodistrias pour cette fonction importante :¹

¹ Tchitchagoff, *Mémoires*, p. 362.

« C'est par M. de Stourdza que je connus un homme non moins remarquable par les places qu'il a occupées depuis cette époque, que par la fin cruelle qu'il a si peu méritée. Je veux parler du comte Capo d'Istria, président de la Grèce. Il était jeune alors, et récemment arrivé de Corfou ; il avait été reçu chez M. de Stourdza qui me le présenta.

» Capo d'Istria, par son extérieur et ses manières, ne pouvait que prévenir en sa faveur. Depuis lors je l'avais quelquefois reçu chez moi ou rencontré dans cette maison. Mais l'occasion de le bien apprécier s'offrit plus tard. Une autre personne de ma connaissance, le comte de Brion, émigré français, qui en ce moment était chargé des intérêts politiques de Louis XVIII, vint un jour me voir et me dit qu'il recevait à l'instant une lettre intéressante de Vienne. Nous étions à la veille de grands événements et toutes les nouvelles étaient accueillies avec avidité. Il me lut cette lettre, fort bien écrite et remplie d'aperçus neufs et piquants. Elle était du comte Capo d'Istria, qui depuis quelque temps avait été attaché à l'ambassade russe à Vienne. Cette lettre m'avait inspiré une haute idée de son auteur.

» Aussi dans ma conférence avec le chancelier, lorsqu'il s'agit de choisir un directeur de la chancellerie diplomatique auprès du général en chef de l'armée de Moldavie, je demandai si le comte Capo d'Istria était disponible. Le chancelier me répondit affirmativement, d'autant mieux qu'il n'était que surnuméraire à l'ambassade ; et après s'être exprimé dans les termes les plus flatteurs à son égard, il me remit un mémoire que le comte avait fait sur Ali Pacha. Je l'acceptai volontiers et, pour ma part, j'y ai trouvé plus de renseignements satisfaisants que dans tous les livres écrits sur ce brigand. Le chancelier promit de m'envoyer Capo d'Istria qui me rejoindrait à Bucarest, et donna ses ordres en conséquence ».

II

Tchitchagoff avait pris le commandement de l'armée du Danube muni d'instructions secrètes, tendant à un plan très vaste. Il ne s'agissait de rien moins que de décider la Porte, fut-ce par les armes, de s'allier à la Russie contre Napoléon, tout en incitant les Serbes, les Moldovalaques et les Monténégrins à la révolte, et faciliter ainsi la tâche de l'armée principale qui s'opposerait directement aux Français. Tchitchagoff devant se trouver en rapports directs avec les légations impériales de Vienne et de Constantinople, outre sa correspondance avec le ministère, avait besoin d'avoir comme directeur de sa chancellerie diplomatique, un homme intelligent, actif et connaissant à fond les affaires d'Orient. C'est ce qui le fit penser à Capodistrias, dont les divers mémoires sur les affaires d'Orient avaient montré la valeur.

En arrivant à Bucarest, en 1812, Capodistrias, se présentant à son nouveau chef, lui remit un mémoire contenant diverses observations sur les pays qu'il venait de parcourir, et qui étaient du plus grand intérêt pour la position dans laquelle allait se trouver la Russie avec l'Autriche. Ce nouveau témoignage de sa capacité lui fit gagner l'entière confiance et l'amitié de l'amiral.

Outre la correspondance politique avec Vienne et Constantinople, Capodistrias fut chargé par Tchitchagoff d'un projet d'organisation pour la Bessarabie, que le Traité de Bucarest venait de céder à la Russie. Il s'appliqua à organiser le pays, à nouer des relations qui pouvaient devenir utiles, et sut rendre de très grands services au général en chef, en se conciliant l'estime des habitants des Principautés, où il laissa des souvenirs d'autant plus durables, que son austère conduite et la dignité affectueuse de sa personne

contrastaient singulièrement avec le genre de vie introduit par la guerre dans ce malheureux pays. « Je ne puis m'empêcher, écrivait Tchitchagoff au Tzar¹, de rendre toute la justice que mérite mon principal collaborateur dans toutes les affaires de quelque importance, le comte Capodistrias. Sa passion pour se rendre utile, ses connaissances et ses sentiments nobles et délicats sont de vrais titres à la bienveillance de Votre Majesté ». Projetant des mouvements de troupes à travers la Péninsule, Tchitchagoff obtint, par l'intermédiaire de Capodistrias, l'assurance du Pacha de Vidin de lui laisser toute liberté d'action. Ali Pacha promit aussi de ne pas contrecarrer ces projets. Capodistrias sut profiter de son séjour dans les Principautés et de ses rapports avec les Turcs pour étudier le caractère particulier de la diplomatie ottomane, si utile à lui pour préparer la question qui devait absorber toute sa vie : l'indépendance de la Grèce.

Mais, pendant ce temps, l'armée de Napoléon faisait de nouveaux progrès. Devant ce péril, Alexandre décida de rappeler l'armée du Danube à la défense du sol national et d'abandonner le projet d'après lequel Tchitchagoff devait avancer jusqu'à l'Adriatique pour créer une diversion, pendant que Napoléon avancerait dans l'intérieur de la Russie. « L'armée se remit en mouvement le 26 juillet (7 août), écrit Tchitchagoff². Quelques jours avant mon départ j'eus une conversation avec le comte Capodistrias, homme d'un caractère aimable, d'un jugement droit, d'un esprit éclairé, doué enfin des qualités les plus importantes. Nous regrettions devoir abandonner les plans qui nous avaient parus si vastes et si utiles, et le comte qui ne désespérait point de l'avenir, proposa de m'adresser un mémoire qui contiendrait à peu près le sujet de notre conversation (marcher sur Constantinople pour forcer les Turcs, sinon à une alliance offensive et défensive, du moins à une conduite passive). Je trouvai ce mémoire si sagement raisonné, quoique sans aucun espoir de résultat, que je l'envoyai à l'empereur ».

Capodistrias suivit Tchitchagoff et resta à son poste pendant toute la campagne de 1813. Lorsque Tchitchagoff, après la faute stratégique qu'il commit sur la Bérézina, quitta son poste, Capodistrias voulut le suivre. Mais l'amiral insista pour qu'il continuât à remplir ses fonctions utiles à la chancellerie de son remplaçant, le général Barclay de Tolly, auquel il le recommanda chaleureusement.

Durant toute l'année 1813, Capodistrias partage les fatigues de la guerre et vit dans les camps, assistant tour à tour aux victoires éclatantes de Napoléon et à ses défaites, pour finir par « voir crouler le colosse qui épouvanta le monde ». Les occupations de la chancellerie du général en chef, que dirigeait Capodistrias, avaient pour but d'éclairer l'opinion publique en Europe sur la marche des événements de la guerre, au moyen des voies pratiquées par la légation de Russie à Constantinople et celles que les agents secrets menageaient indirectement dans les provinces limitrophes de l'Au-

¹ Soc. Imp. R., Tome VI, p. 13.

² *Mémoires*, p. 406.

triche et à Vienne. Capodistrias rédigeait des proclamations et envoyait le bulletin des événements à Constantinople et partout ailleurs où il le pouvait.

Un jour de repos, pendant la marche sur Leipzig, Barclay travaillait dans une chaumière avec le chef de sa chancellerie, lorsque l'Empereur vint les surprendre. Capodistrias se retira avec ses papiers ; mais lorsque l'Empereur apprit qui c'était, il lui demanda de rester, en lui disant le plaisir qu'il éprouvait à le connaître plus particulièrement. Il lui demanda d'aller le trouver désormais au grand quartier général et de lui faire des communications verbales au lieu de multiplier les rapports écrits.

III

Capodistrias assista à la grande bataille des nations et suivit les armées victorieuses jusqu'à Francfort s/M.

Le lendemain de leur arrivée, l'Empereur le fit mander auprès de lui. Capodistrias s'empessa de se rendre auprès de son maître, qui lui dit qu'il avait jeté les yeux sur lui pour lui confier une mission d'une haute importance, qu'il le jugeait capable de bien remplir. « Vous aimez les républiques, lui dit-il, je les aime aussi. Il s'agit d'en sauver une que le despotisme français asservit. C'est de la Suisse qu'il est question »¹.

L'empereur lui traça à grands traits le tableau de la Suisse, montra comment et pourquoi la contagion révolutionnaire y avait pénétré et quelles en étaient les funestes conséquences. « L'aristocratie bernoise, dit-il², et par son influence les bourgeoisies des autres cantons, se sont obstinées à ne faire aucune concession volontaire au temps et aux progrès sociaux de la nation suisse. Dès lors, le parti révolutionnaire acquit une grande force, et l'armée française effectua aisément la conquête de l'Helvétie.

» Les puissances alliées, poursuivit l'Empereur, doivent respecter et faire respecter l'ordre de choses actuellement existant dans l'intérieur de la Suisse. C'est en partant de ce principe, qui est irrévocablement arrêté contre mes alliés et moi, que nous désirons éclairer les magistrats de la Suisse sur les vrais intérêts de leur patrie et à les porter graduellement à faire cause commune avec nous. Mais, pour arriver là, il faut commencer par leur demander une véritable neutralité dans la présente guerre. Tel est l'objet de votre mission. Mais, comme nous ignorons ce qui se passe en ce moment en Suisse, de quoi se compose et où réside la direction fédérale, vous partirez en simple voyageur... »

¹ Soc. Imp. R., T. III, p. 178.

Un peu plus tard, le 22 déc. 1813 (4janv. 1814), Alexandre écrit à Laharpe, son ancien précepteur : « Le plénipotentiaire que j'ai envoyé auprès de la Diète est un M. Capo d'Istria, homme très recommandable par sa probité, sa délicatesse, ses lumières et ses vues. Il est de Corfou ; par conséquent républicain ; et c'est la connaissance de ses principes qui me l'a fait choisir. Je vous le recommande particulièrement ».

Correspondance d'Alexandre et Laharpe, p. 44. (Soc. Imp. R., Tome I).

² Soc. Imp. R., T. III, p. 179.

Capodistrias, ayant entendu qu'il aurait un collègue, qui représenterait l'Autriche, demanda au Tzar si les deux gouvernements s'étaient bien concertés pour qu'un complet accord existât entre eux, et que les Suisses ne puissent pas douter de la parfaite conformité d'intentions entre les puissances alliées. L'Empereur lui répondit qu'il s'était entretenu avec M. de Metternich à ce sujet. Mais, si par hasard, l'envoyé autrichien s'écartait de la ligne de conduite tracée par le Tzar, Capodistrias devait continuer à suivre le chemin qui lui avait été indiqué, et en avertir aussitôt l'Empereur qui ne serait pas loin.

« Je sais d'avance, lui dit en terminant l'Empereur, qu'ayant parfaitement bien servi dans les Iles Ioniennes, vous réussirez en Suisse mieux que tout autre négociateur. »

Capodistrias prit alors congé de son maître, en le remerciant profondément de la confiance qu'il voulait bien lui témoigner, et s'occupa aussitôt des préparatifs de son voyage.

CHAPITRE III¹

I. Capodistrias à Zurich. Entretiens avec le Président de la Diète et le parti réactionnaire. Entrée des armées alliées en Suisse. Note du 20 décembre 1813. — II. Le parti de la contre-révolution. La Diète et la convention du 29 décembre. Note du 1^{er} janvier 1814 et projet de Pacte fédéral du 4 février. « Observations » des ministres. — III. Ajournement de la Diète. Capodistrias à Chaumont. Les cantons réactionnaires. Ouverture de la « longue Diète ». Le rôle des ministres alliés à Zurich. Notes du 5 avril et Mémoire du 21 avril. Nouveau projet de Pacte (10 mai) et « observations » des ministres (20 mai). — IV. Capodistrias à Paris. Le Traité du 30 mai. Retour en Suisse. Les constitutions cantonales. — V. Note du 13 août. Dernier projet de Pacte. Départ de Capodistrias pour Vienne.

I

Dans l'ignorance où ils se trouvaient sur les vraies dispositions de la Suisse, à cette époque, en proie à la lutte des partis, et sur les chances de succès des négociations dont ils étaient chargés, afin de ne rien compromettre, Capodistrias et son collègue autrichien, le chevalier de Lebzeltern², partirent déguisés en marchands, sous les noms de Leipold et Conti. Ils comptaient se rendre d'abord à Berne auprès de M. de Schraut, ministre d'Autriche, qui s'y trouvait malade, afin de se renseigner sur les affaires intérieures de la Suisse. Mais, arrivés à Schaffhouse, le 15 novembre, ils apprirent que la Diète allait proclamer la neutralité de la Suisse et le maintien de la constitution et de l'ordre de choses existant.

Afin de retarder cette proclamation, ils notifièrent aussitôt leur arrivée au Landammann Reinhard³, et se mirent en route pour

¹ SOURCES : *Archives fédérales : Relations avec les Puissances étrangères (Russie)*. — *Berner Taschenbuch*, 1906. — Blumer, *Handbuch des schweizerischen Bundesstaatsrechtes*, 1887. — F. von Fischer, *Lebensnachrichten über E. F. von Fischer*, Berne, 1874. — E. Fr. von Fischer, *Erinnerungen an Wattenwyl*, Berne, 1867. — Hiltz, *Les Constitutions fédérales*, 1891. — Id., *Politisches Jahrbuch*, 1886, 1887. — Luginbuhl, *Stapfers Briefwechsel*, Bâle, 1891. — Van Muyden, *Histoire de la nation suisse*, 1899. — Id., *La Suisse sous le Pacte de 1815*, Paris, 1890. — Monnard, *Histoire de la Suisse*, Paris, 1837-1851. — Oechsli, *Capo d'Istria und Lebzeltern in Zurich*. — Id., *Die Verbündeten und die schweizerische Neutralität*, 1898. — Id., *Geschichte der Schweiz*, 1913. — *Recès de la Diète fédérale*, 1813-1814. — Raymond, *Il y a cent ans : Ephémérides de 1813, 1814*. — Rilliet, *Histoire de la Restauration de Genève*, 1849. — Rovéra, *Mémoires*, Paris, 1848. — de Seigneux, *Précis historique sur la Révolution du canton de Vaud*, 1831. — Tillier, *Geschichte der Eidgenossenschaft während der sogenannten Restaurationsepoche*.

² Lebzeltern (Louis, chevalier, puis comte de), diplomate autrichien, né à Lisbonne en 1774, où son père dirigeait la légation impériale. Secrétaire d'ambassade à Rome, il joua un rôle important en Suisse et en Italie, lors de la chute de Napoléon, fut nommé ministre plénipotentiaire à St-Petersbourg et enfin ambassadeur à Naples. En récompense de ses services, il reçut le titre de comte en 1823 ; il mourut le 18 janvier 1854.

³ Sous l'Acte de médiation de 1803, l'autorité fédérale résidait dans la Diète, comprenant les représentants des 19 cantons. Elle siégeait une fois par an, alternativement dans chacune des six villes suivantes : Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, Bâle, qui portait le nom de « Vorort » pour l'année où elle se trouvait être ainsi la capitale de la Confédération. Le président du canton directeur présidait la Diète et portait le titre de « Landammann de la Suisse ».

Zurich. Mais lorsqu'ils arrivèrent dans cette ville, le 21 novembre, la Diète avait déjà voté la proclamation qu'ils avaient voulu éviter¹. Cette proclamation maintenant l'état de choses existant, était toute naturelle. L'Acte de médiation de 1803 avait réussi à mettre fin aux luttes intérieures et à rétablir l'ordre ; d'autre part, les libéraux restaient attachés à Napoléon, qui avait sanctionné l'égalité entre citoyens, et craignaient plus que jamais un retour à l'oligarchie patricienne ; enfin la Suisse, malgré cette mainmise de Napoléon, avait gardé certains privilèges² et était restée à l'abri des ravages dont l'Europe fut le théâtre, pendant les guerres incessantes. Capodistrias et Lebzeltern se rendirent très bien compte qu'il était inutile de tâcher de faire revenir la Diète sur sa décision et leurs efforts eurent provisoirement pour seul but de détacher la Suisse de l'influence française. Aussi, dans leur premier entretien³ avec Reinhard, passèrent-ils sous silence la question de la constitution et de la neutralité, et se contentèrent-ils de discuter sur le titre de médiateur de Napoléon et sur le système continental, auquel la Suisse avait adhéré. Mais Reinhard déclina leurs propositions en alléguant que la tranquillité intérieure du pays ne permettait pas qu'on touchât à ses rapports avec la France. D'ailleurs, aussitôt leur entretien terminé, Reinhard se rendit chez Talleyrand⁴ et lui fit part de la communication que les deux diplomates venaient de lui faire, et, le même soir, il présenta les deux envoyés du quartier général à l'ambassadeur français. Leur mission, du reste, venait d'être rendue publique par des lettres arrivées de Francfort et un article de l'*Allgemeine Zeitung*.⁵

Dans un deuxième entretien avec le Landammann, ils posèrent nettement les conditions suivantes exigées par les Alliés pour respecter la neutralité suisse : Une déclaration que la Suisse ignorerait à l'avenir le titre et l'influence du Médiateur et l'abrogation des capitulations militaires avec la France⁶. Ces conditions étaient tout à fait conformes à la vraie neutralité, et si Reinhard, au lieu de perdre son temps à discuter avec Talleyrand sur telle ou telle modification que l'Empereur aurait acceptée dans les rapports entre les deux pays, avait admis les conditions posées, il aurait peut-être évité la violation de la neutralité de la Suisse. Mais Talleyrand, lui ayant répondu que son maître ne tolérerait aucune modification, Reinhard, dans sa réponse aux deux ministres, passa sous silence les conditions indiquées et insista seulement sur la nécessité de la neutralité. Dans leur rapport du 24 novembre, Capodistrias et Lebzeltern concluaient que, si les opérations militaires exigeaient impérieusement le passage d'une armée par la Suisse, il fallait marcher d'abord et négocier après, les onze ou douze mille hommes

¹ Voir le texte de la proclamation, votée le 19 novembre 1813, dans Reymond, *Ephémérides de 1813*, p. 254.

² « Eux seuls n'ont point de conscription, point de militaires à charge ; qu'ont-ils donc à se plaindre ? » Talleyrand à Reinhard, 14 février 1813 (voir Oechsli, *Die Verbündeten und die schweizerische Neutralität*, p. 19).

³ Oechsli, *Capo d'Istria und Lebzeltern in Zurich*, p. 7.

⁴ Auguste-Louis, comte de Talleyrand (1770-1832), cousin du Prince de Bénévent, chambellan de Napoléon, ministre plénipotentiaire à Bade (1808), puis en Suisse, où il continua à occuper ce poste sous Louis XVIII jusqu'en 1823.

⁵ Voir *Allgemeine Zeitung*, 28 novembre 1813.

⁶ Oechsli, *op. cit.*, p. 8

éparpillés sur la frontière étant incapables d'opposer une résistance sérieuse¹.

On peut s'imaginer facilement l'influence de cette conclusion sur Metternich et Schwarzenberg, qui étaient décidés dès le début à marcher par la Suisse. En effet, si les instructions de Capodistrias visaient seulement à obtenir la neutralité de la Suisse et à mettre un terme à l'influence française, celles de Lebzeltern consistaient à demander à la Suisse une collaboration active ou du moins, à tout prix, l'autorisation par les armées alliées de traverser le pays².

Si les résultats obtenus par les deux diplomates de la Suisse officielle étaient médiocres, il n'en fut pas de même des avantages que leur procurèrent leurs relations avec l'aristocratie suisse, notamment celle de Berne, qui cherchait par tous les moyens à remettre en vigueur l'ordre de choses antérieur à 1798. Dans les derniers jours de décembre, tandis que des envoyés de la Diète partaient pour Francfort, afin de plaider le respect de la neutralité, deux patriciens bernois, Gatschet et Steiger, se rendirent, en qualité de représentants de leur parti, auprès de Capodistrias et de Lebzeltern, afin de leur demander des passeports pour le quartier général. Ils exprimèrent leur vœu de voir les Alliés s'emparer de la Suisse et restaurer l'ancien régime, et se déclarèrent prêts à les appuyer par tous les moyens. Capodistrias et Lebzeltern répondirent que leurs souverains n'aimaient point s'immiscer dans les querelles et les discordes intérieures des autres, et retardèrent la délivrance des passeports, ne sachant pas si cela eût été agréable à leurs cours. Mais ils se gardèrent bien de démentir leurs espérances et les invitèrent à rédiger par écrit leurs idées, et de faire en attendant de la propagande en faveur des Alliés. En même temps, le magistrat Escher de Berg remit aux deux plénipotentiaires un mémoire demandant le retour à l'ancien état de choses, et d'autres « personnes de distinction », comme le général Bachmann, de Glaris, entrèrent en relations avec eux.

Les deux diplomates accueillaient tout ce monde avec bienveillance, mais en rendant compte à leurs gouvernements de leurs entretiens, ils ajoutaient qu'il y avait grand nombre de vrais patriotes, appartenant à la noblesse, qui, bien qu'hostiles à la France, considéraient la neutralité et l'Acte de médiation comme les seuls moyens de préserver le pays des dangers intérieurs et extérieurs³.

Parallèlement à ces négociations, Capodistrias et Lebzeltern continuaient les pourparlers avec la Suisse officielle et les hommes politiques influents qui ne partageaient pas les idées ultra-réactionnaires. Mais les offres d'alliance ayant été nettement refusées, ils revinrent aux conditions premières qu'ils avaient posées à Reinhard, notamment la fin de l'influence française. Ayant enfin reçu la réponse que, si Napoléon portait la moindre atteinte à la neutralité de leur pays, les Suisses seraient prêts à s'unir aussitôt aux Alliés, ils crurent que la première partie de leur mission, consistant à arracher la Suisse des mains de la France, était accomplie, et se mirent à parler de nouveau du passage des troupes alliées à travers la Suisse.

¹ Oechsli, *op. cit.*, p. 9.

² Voir Van Muyden, *La Suisse sous le Pacte de 1815*, p. 11.

³ Oechsli, *op. cit.*, p. 12.

Les Suisses s'efforçaient de leur démontrer les avantages médiocres que, même au point de vue militaire, cela offrirait aux Alliés : Les deux ministres, que ces efforts ne laissèrent pas indifférents, concluaient dans leur rapport du 28 novembre que, si le passage par la Suisse était absolument nécessaire, on devrait le faire précéder d'une déclaration qui tranquilliserait les Suisses sur le maintien de leur constitution. Mais si le passage n'était pas d'une absolue nécessité, on aurait maint avantage à l'éviter et à reconnaître la neutralité helvétique. Les nécessités militaires devraient trancher la question.

Malheureusement, Reinhard ne se décidait à rien sans l'assentiment de la France, que celle-ci refusait. Bien que la neutralité de la Suisse eût été d'une grande importance pour Napoléon, celui-ci ne voulait pas l'acheter au prix d'une renonciation volontaire de sa suprématie sur le pays. « Une concession aujourd'hui, en demanderait une autre demain », écrivait Bassano à Talleyrand le 7 décembre. D'un autre côté, les aristocrates réactionnaires ne trouvaient point satisfaisante une déclaration des Alliés permettant aux Suisses de s'organiser suivant leurs propres vœux et expliquaient à Capodistrias et Lebzeltern qu'avant d'agir, ils devaient être assurés que les Alliés rétabliraient et garantiraient l'ancien ordre de choses ; ils demandaient en outre que des fonds fussent mis à leur disposition. Leurs instructions ne leur permettant pas de répondre à ces questions, les deux diplomates crurent inutile d'empêcher plus longtemps le voyage des envoyés du parti réactionnaire à Francfort et délivrèrent les passeports demandés. « En écoutant les envoyés de la Diète et ces hommes honorables, écrivait Lebzeltern à Metternich, votre Excellence se rendra mieux compte de la situation »¹.

Quelques jours plus tôt, un Suisse, au service de l'Autriche, le comte de Salis-Soglio, arrivait à Fribourg, chargé secrètement par le prince de Metternich de se mettre en rapport avec les aristocrates bernois et de servir de conseiller au général Bubna, aussitôt que celui-ci entrerait en Suisse. Capodistrias et Lebzeltern, ayant appris ce voyage, dépourvus de nouvelles instructions de leurs cabinets, se rendaient bien compte que les idées réactionnaires allaient triompher. Ils virent bientôt le canton de Berne désavouer ses députés à la Diète, qui avaient voté la proclamation de neutralité et le maintien de la constitution. Le passage par le territoire suisse paraissait de plus en plus probable ; les mouvements des troupes indiquaient qu'on n'en était pas loin.

Dans ces circonstances, les efforts de Capodistrias et Lebzeltern tendirent à éviter toute résistance de la part des Suisses. « La capitulation de Bâle², écrit Oechsli, fut déjà signée le 13 décembre dans un entretien de Lebzeltern avec Wattenwyl. Ce dernier demandait seulement que les Alliés se présentassent avec des forces telles que l'abstention de toute résistance de la part des généraux suisses fût justifiée aux yeux de la nation, et fassent une déclaration pour calmer les esprits. Si les Puissances arrivaient à modifier la constitution de manière à réconcilier les partis, sans donner trop d'influence à l'un d'eux, elles auront acquis le titre de libérateurs de la

¹ Oechsli, *op. cit.*, p. 15.

² Elle eut lieu le 19 décembre.

Suisse, ajoutait-il ». « Ils ne demandent plus qu'à capituler, écrivait Lebzeltern à Metternich le 14 décembre ¹, et ne discutent que sur les formes à observer pour couvrir leur responsabilité ».

Telles étaient les nouvelles que trouvait le chancelier autrichien en arrivant à Fribourg-en-Brisgau. Il fut plus décidé que jamais de marcher par la Suisse, malgré les assurances qu'il avait données aux envoyés de la Diète à Francfort ² et à l'Empereur Alexandre ³. Le 16 décembre, l'empereur François II donna à son ministre l'autorisation de « venir en aide au canton de Berne ». Le 20 décembre, Wattenwyl recevait une note du généralissime, prince de Schwartzenberg, datée du 19, qui lui notifiail l'obligation où il se trouvait de faire passer ses troupes par la Suisse et son espoir qu'elles y trouveraient un accueil amical. Wattenwyl, vu l'insuffisance de ses hommes pour résister avec quelque chance de succès, donna l'ordre à l'armée fédérale de se replier. En même temps le général Bubna se présenta devant Bâle, et demanda au colonel Herrenschand la reddition de la place. Après quelques pourparlers, la capitulation de Bâle fut signée ⁴. En même temps, Schwartzember lançait aux Suisses une proclamation ⁵ où il se présentait comme un libérateur, attendu par des vrais patriotes, et qui ne voulait que rendre aux Suisses leur ancienne indépendance ; il promettait de pourvoir, avec le plus grand soin, à l'allègement des charges qu'entraînerait inévitablement le séjour d'une armée considérable. Enfin, Capodistrias et Lebzeltern remettaient au Landammann Reinhard une note, dont le texte fut rédigé par le prince me Metternich lui-même ⁶, en vue de calmer les esprits et de rassurer les Suisses sur les intentions bienveillantes des Alliés.

« Les principes qui animent les souverains alliés dans la guerre actuelle, y était-il dit ⁷, sont connus. Tout peuple qui n'a pas perdu le souvenir de son indépendance doit les avouer. Les Puissances désirent que la Suisse recouvre avec l'Europe entière la jouissance de ce premier droit des nations, qu'elle recouvre avec ses anciennes

¹ Voir Oechsli, *Die Verbündeten und die schweizerische Neutralität*, p. 36.

² « Metternich nous donna sa parole d'honneur que le sol helvétique ne serait pas touché » (Hilty, *Politisches Jahrbuch*, 1897, p. 216).

³ Alexandre, qui avait été élevé par Laharpe, avait une grande sympathie pour les Suisses, et, se fiant à la parole de Metternich, avait écrit à son ancien précepteur que la neutralité de son pays serait sauvegardée. Il avait donné des assurances analogues à la gouvernante de sa sœur, la grande duchesse Marie, une demoiselle Mazelet, de Morges. C'est ce qui faisait écrire Schwartzenberg à Metternich : « S'étant compromis (l'empereur Alexandre) à ce point vis-à-vis des gouvernantes et des bonnes, il ne sait plus comment reculer. Il sent la validité de nos raisonnements mais la bonne se présente à lui comme un spectre dans le lointain, et toute votre éloquence échoue contre l'ancienne habitude d'obéissance d'un bon enfant » (Hilty, *P. J.*, 1887, p. 77).

Ce billet montre combien peu le ministre et le général autrichiens se souciaient du Tzar. cf. Mémoires de Metternich, I. p. 175-6.

⁴ Les troupes fédérales devaient se retirer avec leurs armes et leurs bagages, et les honneurs de la guerre ; les portes de la ville de Bâle devaient s'ouvrir à deux heures du matin aux troupes impériales. (Voir Hilty, *P. J.*, 1886, p. 359).

⁵ *Ibid.*, p. 361.

⁶ Gentz à Caradjà, 26 déc. 1913 (F. von Gentz, *Oesterreiche Theilnahme an der Befreiungskriegen*, Vienne, 1887, p. 151).

⁷ Voir Van Muyden, *La Suisse sous le Pacte de 1815*, T. I., p. 35.

frontières les moyens de la soutenir. Elles ne peuvent admettre une neutralité qui, dans les rapports actuels de l'Europe, n'existe que de nom. Les armées des Puissances alliées, en se présentant sur les frontières de la Suisse comptent n'y trouver que des amis. Leurs Majestés impériales et royales prennent l'engagement solennel de ne pas poser les armes avant d'avoir assuré à la Suisse les parties que la France lui a arrachées. Sans prétention aucune de s'immiscer dans ses rapports intérieurs, elles ne souffriront pas que cet état reste placé sous une influence étrangère. Elles reconnaîtront sa neutralité le jour où il sera libre et indépendant et elles attendent du patriotisme d'une brave nation que, fidèle aux principes qui l'ont illustrée dans les siècles passés, elle secondera les nobles et généreux efforts qui réunissent pour une même cause tous les souverains et tous les peuples de l'Europe ».

On pourrait s'étonner de voir figurer sous cette note, à côté de la signature de Lebzeltern, celle de Capodistrias, dont le maître avait promis de respecter la neutralité helvétique. Mais Capodistrias craignait que s'il ne signait pas, il aurait compromis l'alliance fragile entre les deux Empereurs, et que les Suisses, s'apercevant de cette mésintelligence, se seraient de nouveau jetés dans les mains de Napoléon. Ne pouvant pas consulter le Tzar, à cause de la distance qui les séparait, il se décida à contresigner la note du 20 décembre que lui présentait Lebzeltern. Puis il partit aussitôt pour le quartier général afin de justifier sa conduite auprès d'Alexandre. Ce dernier, loin de le blâmer, l'approuva et le félicita même. « Ce n'est pas en Suisse que vous ferez votre carrière, lui dit-il, je suis bien aise de vous en prévenir ».

Mais le Tzar ne manqua pas de manifester son mécontentement à Metternich, pour la manière dont le ministre autrichien s'était joué de lui : « C'est le succès qui couronne toute entreprise, c'est à lui de justifier ce que vous avez fait. Comme souverain allié, je n'ai pas à vous en dire davantage ; mais comme homme, je vous déclare que vous m'avez fait un mal irréparable. Vous ne savez pas quelle peine vous m'avez faite »¹.

II

Une fois les Alliés entrés en Suisse, les partisans de l'ancien régime, ceux que Metternich appelait « la partie saine du peuple suisse »², n'eurent plus qu'un but : reprendre leurs anciens privilèges. Metternich, qui, en dépit de ses promesses et de ses protestations, était décidé à restaurer l'ancien ordre de choses, avait envoyé en Suisse un agent secret, le comte de Senft, pour se mettre en rapport avec eux. Et tandis que Lebzeltern et Capodistrias négociaient sur la suppression de l'Acte de médiation « qui ne répondait pas aux principes de la grande confédération européenne et à l'indépendance et au bonheur du peuple suisse »³, Metternich travaillait secrètement au retour complet à l'ancien régime et amenait les patriciens

¹ *Mémoires de Metternich*, T. I., p. 180.

² *Mémoires*, I, p. 176.

³ *Recès de la Diète*, 1813-14, p. 34.

de Berne à accomplir le coup d'Etat du 24 décembre, par lequel ils reprenaient le pouvoir et renouvelaient leurs anciennes prétentions à la souveraineté du Pays de Vaud et de l'Argovie, ce qui eut pour résultat une protestation énergique des députés de ces deux cantons auprès de la Diète.

En attendant, Reinhard, aussitôt après qu'il prit connaissance de la note du 20 décembre et de l'entrée des armées alliées en Suisse, convoqua d'urgence une Diète extraordinaire à Zurich. Lorsque douze délégations cantonales furent réunies, il prit leur avis et répondit à la note du 20 décembre par une lettre¹, datée du 22 décembre et dans laquelle, après avoir constaté que les armées alliées avaient été reçues en amies, il se plaignait des agissements du comte de Senft, qui étaient contraires à la promesse des Puissances de ne point s'immiscer dans les affaires intérieures du pays. En même temps, il écrivit au prince de Schwartzenberg pour lui demander que les armées alliées ne fussent pas employées à des opérations aussi dangereuses que celle entreprise par M. de Senft². Lorsqu'Alexandre apprit les agissements de l'Autriche, il ne ménagea pas ses reproches à Metternich, qui, afin de calmer l'irritation du Tzar, devenant presque dangereuse pour la solidité de la grande alliance, se vit obligé de désavouer le comte de Senft, qui quitta Berne le 3 janvier 1814. D'autre part, le Tzar se méfiant un peu de Nesselrode, qu'il ne croyait pas étranger aux intrigues du chancelier autrichien, se chargea personnellement des affaires de la Suisse et donna l'ordre à Capodistrias de correspondre directement avec lui.

Pendant ce temps, la Diète, réunie à Zurich, s'occupait de la question constitutionnelle. Douze cantons seulement (sur dix-neuf) y avaient envoyé des représentants, dont dix étaient parmi les treize anciens cantons³. Ces derniers se constituèrent en assemblée fédérale et décidèrent que la constitution octroyée à la Suisse sous le nom d'Acte de médiation ne pouvait subsister plus longtemps et serait remplacée et que, par conséquent, ils arrêtaient les termes d'une convention qui devait provisoirement tenir lieu de constitution jusqu'à l'élaboration du pacte fédéral. Après avoir rappelé les anciens liens qui devaient toujours unir le peuple suisse, cette convention du 29 décembre invitait tous les cantons à prendre part à l'élaboration du pacte fédéral, et proclamait qu'il ne devait plus y avoir en Suisse de pays sujets, incompatibles avec les droits d'un peuple libre. Sur la demande de Capodistrias et de Lebzeltern, Zurich restait provisoirement le « Vorort » de la Suisse. C'est cette convention qui allait tenir lieu de constitution jusqu'au 7 août 1815. Mais Berne et les trois cantons qui l'avaient suivi dans la contre-révolution : Soleure, Fribourg et les Grisons, refusèrent d'en faire partie.

Tandis que les négociations entre les divers cantons allaient

¹ *Recès de la Diète*, 1813-14, p. 32.

² *Ibid.*, p. 31.

³ Le nombre de dix-neuf ne datait que depuis l'Acte de Médiation; les six nouveaux cantons qui furent ajoutés à cette époque étaient : St-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin et Vaud. En 1815 leur nombre fut porté à vingt-deux (qui est le chiffre actuel) par l'adjonction de Genève, de Neuchâtel et du Valais.

commencer, Capodistrias et Lebzeltern, se conformant aux nouvelles instructions qu'ils venaient de recevoir, remirent, le 1^{er} janvier 1814, une note ¹ au Landammann Reinhard, dans laquelle ils insistaient sur la nécessité pour la Suisse d'être promptement pourvue d'une constitution qui assurât sa stabilité, et la préservât pour toujours de toute influence étrangère, telle que celle que la France avait exercée sur elle. Ils déclaraient que leurs Maîtres seraient prêts à reconnaître un acte délibéré en toute liberté et sanctionné par le suffrage de la nation; et en plus ils s'engageaient à ne pas déposer les armes avant d'avoir établi et garanti l'indépendance absolue de la Suisse, sous la constitution qu'elle se serait donnée, et avant de lui avoir restitué les territoires que lui avait arrachés le gouvernement français. En terminant, ils exprimaient au Landammann leur espoir que « son Excellence, se persuadant que leurs Majestés ne reconnaîtront dans aucun cas une décision isolée quelconque concernant les rapports fédéraux de la Suisse, jugera sans doute utile de prendre les mesures les plus propres à faire ressortir de l'état actuel un ordre de choses, au moyen duquel la nation suisse pourra procéder à la revision ² de son acte constitutionnel et à la sanction d'un code qui doit fonder son bonheur et établir ses liaisons politiques avec toutes les Puissances de l'Europe ».

En remettant cette note à Reinhard, Capodistrias et Lebzeltern ajoutaient que les bases de la nouvelle constitution fédérale, ainsi que des constitutions cantonales, devaient être telles qu'elles puissent réunir l'approbation de tous les partis. Ils demandaient, en outre, la constitution d'un comité central de législation.

Cette note du 1^{er} janvier avait malheureusement le défaut de passer sous silence la question des prétentions bernoises, ce qui donnait des espérances au parti réactionnaire, qui persistait plus que jamais dans son intransigeance.

A la suite de cette note, l'Assemblée fédérale chargea, le 4 janvier, une commission de sept membres de préparer un projet de pacte fédéral, et, le 4 février, celle-ci avait terminé son travail.

Ce projet ³ était plutôt un traité d'alliance en vingt-six articles qu'une véritable constitution. Il interdisait aux cantons de conclure des traités d'alliance séparés entre eux ou avec les puissances étrangères : seuls les traités économiques et les capitulations militaires entre cantons et Etats étrangers étaient permis, à condition d'être soumis à la Diète. La Diète devait se réunir annuellement à Zurich, qui devenait le « Vorort » permanent de la Confédération. Elle était présidée par le bourgmestre en charge du canton de Zurich. Deux rédactions étaient proposées pour la manière de compter les voix à la Diète ; d'après la première, chaque canton n'avait qu'une voix, tandis que, d'après la seconde, les cantons les plus peuplés en avaient deux. Les difficultés territoriales entre cantons étaient soumises, comme anciennement, à l'arbitrage. Une chancellerie fédérale, dont les membres étaient nommés par la Diète, était adjointe au Vorort.

¹ *Relations avec les Etats étrangers. Russie. Correspondance. Archives fédérales, 2174.*

² Les deux ministres admettaient par conséquent comme point de départ l'Acte de médiation.

³ Hilty, *Politisches Jahrbuch*, 1887, p. 142 et s.

Telles étaient les principales dispositions de ce projet qui ne mentionnait plus les droits individuels du citoyen, proclamés dans la constitution de 1798, et dont l'Acte de médiation avait conservé certains vestiges. Il était seulement stipulé que les rapports de sujétion étaient prohibés, comme incompatibles avec les droits d'un peuple libre.

Capodistrias et Lebzeltern, avant même que le projet fût soumis à la Diète, demandèrent à en prendre connaissance. Cette inmixtion continuelle dans les affaires intérieures d'un peuple libre, outre qu'elle était contraire aux promesses données par les Alliés, ne manquait pas d'être blessante pour les Suisses. Néanmoins, elle devait avoir un effet salutaire et, sans elle, les discordes qui divisaient les Suisses à cette époque auraient duré beaucoup plus longtemps qu'elles ne l'ont fait. « Il est bien triste, écrivait un grand patriote, Albrecht Rengger, que nous ne puissions pas nous passer de la diplomatie étrangère ; mais, quand pour guérir un malade, les moyens naturels ne suffisent pas, on y doit remédier par des moyens artificiels »¹. D'ailleurs, il faut aussi reconnaître que les deux diplomates étaient seuls à défendre les intérêts fédéraux, en face de prétentions cantonales.

Après avoir pris communication du projet de pacte fédéral, les deux ministres transmirent à Reinhard leurs observations par une note du 7 février² « Le pacte, disaient-ils, doit, d'un côté, rallier et identifier les intérêts suisses, et, de l'autre, être reconnu et garanti par les souverains alliés. Le projet, qui va être porté à la connaissance et à la discussion des cantons, paraît ne point répondre entièrement à ces deux objets ». A cet effet, ils recommandaient tout d'abord un article additionnel qui stipulât, une fois la paix rétablie en Europe, la convocation d'une assemblée extraordinaire qui s'occuperait des rapports fédéraux entre la Suisse et les pays qui lui seraient rendus par la « munificence des Alliés », ainsi que des rectifications de frontières cantonales en faveur des cantons qui s'étaient vu enlever des territoires depuis la Révolution.

Quant à la manière de compter les votes, « il importe bien moins, disait la note du 7 février, de procurer à chaque canton une égalité d'influence relative, proportionnée à sa population, que de statuer une répartition des votes qui établisse une balance approximative entre les deux religions et qui écarte en même temps tout motif de méfiance chez les cantons les plus anciens de la Suisse ».

Tout en approuvant le retour à l'ancien usage qui faisait de Zurich le « Vorort » permanent de la Suisse, les deux ministres, afin de ne pas mécontenter les autres cantons, conseillaient de faire élire par la Diète un chef de la Confédération ad hoc, ou du moins, si on voulait attribuer ce titre au bourgmestre de Zurich, lui adjoindre un conseil, nommé par la Diète dans son sein³.

¹ Cité par Hilty, *P. J.*, 1887, p. 156.

² *Archives fédérales*.

³ Cette dernière disposition était probablement le résultat d'une conversation entre Monod et Capodistrias dans laquelle le premier conseilla au ministre russe de constituer un Conseil fédéral de cinq ou six membres, députés par chaque catégorie de cantons, et présidé par le premier magistrat du canton directeur (Oechsli, *Geschichte der Schweiz*, T. I., p. 99).

III

Le 9 février la Diète délibéra sur ces observations, rejéta la proposition tendant à faire formuler des réserves au sujet des rectifications de limites en faveur des cantons qui, à l'époque de la révolution, avaient vu se détacher des portions de leur territoire, et s'ajourna jusqu'au 3 mars, afin de faire de nouvelles démarches auprès des cantons dissidents et les persuader à envoyer des députés.

Après l'ajournement de la Diète, Capodistrias et Lebzeltern quittèrent Zurich, afin de se rendre à Chaumont, où le quartier général des Alliés venait d'être établi. En partant, ils recommandèrent instamment au Landammann de travailler à l'œuvre de conciliation¹ et, de Chaumont, ils lui écrivirent de nouveau dans le même sens². A Chaumont, Capodistrias fut chargé de rédiger les instructions communes, qui consistaient à obtenir, cas échéant par la force, l'adhésion des dix-neuf cantons à une constitution basée sur leur intégrité territoriale³. Munis de ces instructions, Capodistrias et Lebzeltern rentrèrent à Zurich, accrédités officiellement cette fois auprès de la Diète, en qualité d'envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires ; à la suite d'une décision prise à Chaumont, le ministre prussien, Chambrier d'Oleyres, reçut l'ordre de se joindre à eux et de collaborer au même but⁴. Bientôt Stratford Canning devait les rejoindre en qualité de représentant de l'Angleterre, qui ne voulait pas voir son influence tout à fait à l'écart des affaires de la Suisse.

En arrivant en Suisse, ils virent se constituer en face de la Diète de Zurich, représentant les tendances modernes, un groupe de huit cantons⁵, qui représentaient le particularisme étroit et les anciennes traditions aristocratiques. Les Grisons se tenaient à l'écart, et prétendaient conserver leur autonomie, n'avoir avec la Suisse que des rapports d'alliance et se placer plus ou moins sous le patronage de l'Autriche. Malgré les efforts des ministres pour l'éviter, une assemblée des députés des huit cantons dissidents s'ouvrit à Lucerne le dix-huit mars. Pendant que Reinhard tâchait de négocier avec eux, les ministres des trois cours leur envoyèrent une note énergique le vingt-quatre mars⁶, les sommant de se dissoudre, et les menaçant de recourir à la force s'ils s'obstinaient dans leur décision. Le résultat souhaité fut obtenu ; seul Berne refusait encore de participer à la Diète de Zurich ; le vingt-huit mars, le baron de Krüdener, secrétaire de la légation russe, arrivait à Berne, porteur d'une note péremptoire signée par les trois ministres⁷.

¹ Voir *Recès de la Diète*, 1813-14. Litt. C.

² Lettre du 24 février (*Archives fédérales*).

³ Oechsli, *Geschichte der Schweiz*, T. I., p. 114.

⁴ Voir les lettres de créances, *Recès de la longue Diète*, I. p. 26, 30 et 32.

⁵ Berné, Soleure, Fribourg, Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald et Zoug.

⁶ *Archives d'état, Berne : Rapport des députations*, 5 avril 1814.

⁷ Van Muyden, *La Suisse sous le pacte de 1815*, T. I., p. 101.

Le 31 mars, le Grand Conseil de Berne décidait, par 118 voix contre 55, l'envoi d'une députation à la Diète fédérale. Le 6 avril, la *longue Diète*¹ commença ses travaux.

Comme les ministres des Puissances restaient souvent très longtemps sans instructions, leurs vues personnelles devaient avoir une grande influence dans la marche des affaires. Lebzeltern, qui était un diplomate habile, cherchait toujours à donner à l'Autriche l'initiative des démarches communes, afin d'établir, suivant les vues de Metternich, une influence durable de la cour de Vienne sur la Suisse. Mais, au mois d'avril, il fut envoyé à Rome et remplacé par M. de Schraut, le « Montblanc » comme se plaisaient à le nommer ses jeunes collègues à cause de sa grande taille et de ses cheveux blancs. Etant très peu aimable et très brusque² il n'était pas fait pour se concilier les sympathies des Suisses et garder l'influence dont jouissait auprès d'eux son prédécesseur. Le ministre prussien étant presque toujours absent, et Stratford Canning, qui venait d'arriver et se proposait de jouer un rôle important, ignorant encore les affaires complexes de la Suisse³, Capodistrias allait jouer un rôle tout à fait prépondérant et la plupart des notes postérieures à cette époque, qui furent envoyées par les quatre ministres à la Diète, sont en réalité son œuvre exclusive.

Aussitôt réunie, la Diète fut saisie d'une série de notes, signées par Capodistrias, Chambrier et Lebzeltern. Dans la première⁴, après avoir félicité la Diète de sa réunion, ils ajoutaient « qu'en attendant que la Diète, entre autres objets, ait réglé la forme du nouveau gouvernement fédéral et le mode constitutionnel des rapports qu'il entretiendra avec les ministres des cours étrangères, les soussignés ont l'honneur de lui proposer d'y pourvoir provisoirement par la nomination d'une commission conférante, tirée de son sein, et autorisée à entretenir avec eux les relations qui dérivent de leur mission ».

La Diète chargea de ce soin la commission du Pacte, composée de sept membres, qui, depuis lors, prit le nom de « commission diplomatique » et joua en quelque sorte le rôle d'un département des affaires étrangères.

Dans la seconde, datée aussi du cinq avril⁵, ils annonçaient que le Tzar avait décidé de renvoyer chez eux les Suisses qu'il avait fait prisonniers dans les rangs des armées napoléoniennes, et demandaient que la Suisse rappelât ses nationaux qui se trouvaient encore au service de la France. La Diète s'empressa d'accéder à ce désir.

C'est le 14 avril que les discussions sur le pacte fédéral commencèrent. Les anciens cantons voulaient revenir au système ancien des alliances, tandis que les nouveaux voulaient accroître les pré-

¹ Elle siégea dix-neuf mois.

² « Il est d'une grossièreté qui ne ressemble à rien ; c'est inconcevable les propos qu'il tient ».

F. v. Fischer, *Lebensnachrichten über E. F. v. Fischer*, p. 72.

³ « M. Canning est dans la virginité de l'innocence sur les affaires suisses. Il n'en a pas la plus légère notion » (Stapfer à Laharpe le 17 mai 1814, *Aus Stapfers Briefwechsel*, p. 140).

⁴ 5 avril 1814. *Recès de la longue Diète*, I., p. 20.

⁵ *Ibid.*, p. 293.

rogatives du pouvoir central. Comme on n'arrivait à aucun résultat positif, Capodistrias rédigea un long mémoire¹, qu'il fit signer par Schraut et Chambrier, et le remit à la Diète le 21 avril, dans le but de lui exposer ses vues sur le pacte futur. C'est là un des actes principaux de l'histoire constitutionnelle de la Suisse, c'est pourquoi nous le reproduisons presque intégralement :

Au moment où la nation suisse est dans l'attente de sa reconstitution, les esprits riches en principes de législation et éclairés des lumières véritables de l'expérience, ont mis en circulation une masse d'idées propres à faire décider toutes les questions politiques, dont la Diète actuelle s'occupe avec tant de succès.

Ces idées, produit de la sagesse et du patriotisme de magistrats respectables, pris dans toutes les classes et tous les états de la Confédération helvétique, ne sont et ne peuvent être considérés que comme l'expression la plus pure et la plus authentique de la volonté nationale.

Les placer dans leur filiation naturelle, les combiner, amener les résultats de chaque combinaison au seul but du bonheur intérieur et de l'indépendance politique de l'état, c'est chercher les principes de la reconstitution dans leur source légitime, c'est les prendre dans le cœur et l'esprit de la nation même.

Tel est l'objet du mémoire qu'on va lire :

Mémoire présenté à la Conférence du 9/21 avril 1814.

Des événements extérieurs ont renversé l'ancien édifice politique de la Suisse, et fondé sur le système qui vient d'être annulé. Celui duquel la Diète actuelle va s'occuper doit être nécessairement en rapport avec les événements politiques qui ont eu lieu jusqu'à présent et avec ceux qui peuvent en dériver.

On peut envisager l'influence de ces événements, quant à la Suisse, sous deux points de vue : l'un moral, l'autre politique.

Le premier regarde l'esprit public, le second les relations intérieures et la politique extérieure de cet Etat.

L'esprit public en Suisse, ainsi que dans presque tous les Etats européens, a dès longtemps pris une nouvelle direction. La chaîne des anciennes habitudes a été brisée. Les peuples qui, jadis, appréciaient leur sort par sentiment ont été amenés à en juger par la raison. Des droits et des privilèges, fruits des vertus et des sacrifices d'une longue suite d'aïeux, ont été soumis à une analyse sévère. Tout prestige a été détruit. De nouvelles lois sont devenues nécessaires. La Suisse a vu disparaître les anciennes, et celles qui les ont remplacées, ayant fait sous plusieurs rapports le bonheur de la nation, ne peuvent être considérées comme des lois contraires à l'état moral, aux vœux, à l'intérêt du peuple.

Ces nouvelles lois ont changé les rapports intérieurs de la Suisse. Néanmoins la politique envers les Etats européens demeura la même en principe, mais point par le fait. Ayant par une nécessité insurmontable reçu sa constitution de la France, cette constitution devait être renversée du moment que la guerre portait les armes des Puissances ennemies de la France sur la frontière de la Suisse.

De ce fait ainsi que de ceux dont on vient de donner un aperçu rapide dérivent les principes sur lesquels la Suisse paraît devoir se reconstituer.

Du lien fédéral.

L'isolement et la séparation des XIX Etats feraient leur perte. Un faible lien fédéral préparerait leur désunion. La Suisse n'aurait point de système politique. Chaque canton suivrait le sien et la Confédération en aurait un, tout au plus intentionnel. Faute de moyens de le mettre en exécution à temps, il manquerait son but. Les Puissances, auxquelles par occasion ce système serait nuisible, paralysaient de longue main ces moyens.

Etablir donc un fort lien fédéral, c'est maintenir l'indépendance de la

¹ *Recès de la Diète*, I. Litt. F.

Suisse. Séparer ces deux idées et les mettre en opposition l'une à l'autre, c'est méconnaître la vérité ou vouloir compromettre le salut de l'Etat.

Vouloir sans motifs est absurde.

Vouloir pour des petits intérêts ou pour des intérêts du moment, ce n'est pas vouloir en nation.

De la force du lien fédéral.

Cette force ne saurait consister dans un pouvoir central et ne peut dans aucun cas résulter de sa création. L'Amérique qui présente un exemple de cette institution, n'a rien de commun avec la Suisse. On n'a qu'à considérer l'origine, les rapports intérieurs, les circonstances extérieures de ces deux Confédérations pour s'en convaincre.

La Suisse est par essence neutre. Sa neutralité doit être fondée sur une inébranlable et imposante inertie. Ainsi la force du lien fédéral ne peut consister et ne doit résulter nécessairement que de la nature et l'étendue des pouvoirs de la Diète qui représente les 19 cantons.

Nature et étendue des pouvoirs de la Diète.

Le système de neutralité mettra l'indépendance de la Suisse à l'abri de tous les événements. L'inertie sur laquelle ce système se fonde sera imposante et inébranlable toutes les fois que nul intérêt personnel, nul égard, nulle qualité, même nul grand talent dans les premiers magistrats de la République, nul défaut de moyens ne pourra changer le principe politique de la neutralité suisse, ni dénaturer les mesures qui peuvent la faire respecter.

Cette considération détermine la nature et l'étendue des pouvoirs de la Diète et indique en même temps la forme d'après laquelle elle ne pourrait, dans tous les cas, qu'en faire un usage salulaire.

Ces pouvoirs ne peuvent regarder que trois objets bien déterminés :

Le premier la tranquillité intérieure de l'Etat ;

Le second sa défense et le maintien rigoureux de la neutralité ;

Le troisième ses relations avec les puissances européennes.

Tranquillité intérieure.

Elle ne peut se fonder que sur la justice et la sagesse des constitutions cantonales et sur la garantie que se donneraient les Etats de maintenir réciproquement celles qu'ils auraient adoptées. Ces constitutions ne sont point achevées. Dans plusieurs cantons les opinions ne se sont point encore accordées sur les principes, il reste encore à les réunir sur une bonne application de ces mêmes principes. Cet objet ne peut être du ressort de la Diète actuelle, mais il paraît urgent d'en consacrer l'importance par le pacte fédéral, de le réserver aux travaux de la première Diète constitutionnelle, et de prendre en attendant des mesures propres à rassurer tous les esprits et à leur inspirer le calme et la confiance nécessaires pour porter à un terme satisfaisant une si belle entreprise.

Défense de l'Etat et maintien rigoureux de la neutralité.

Dans nos temps un Etat désarmé ou armé sans système et sans unité, entouré de voisins puissants, n'est point un Etat. S'il existe c'est à la bienveillance, ou, tout au plus, à la politique qu'il le doit. Cette existence n'est pas la plus honorable. La Suisse présente en ce moment ce spectacle affligeant. Son intérêt, sa gloire, sa sécurité future exigent qu'elle sorte de cette fausse attitude, et qu'elle annonce par ses institutions fédérales à l'Europe que cinquante mille guerriers couvriront au besoin ses frontières et que toute la nation viendra les soutenir pour faire respecter les limites de son territoire et sa neutralité. La Suisse doit d'autant plus mettre en évidence ses moyens militaires, que la force d'opinion qui contribuait naguère à sa défense n'existe malheureusement plus.

Cette organisation militaire dirigée dans cette vue et réglée constamment par un conseil de guerre permanent, des fonds préparés et toujours disponibles pour l'entretien d'une armée, voilà comment la Suisse pourrait se dire je suis neutre et je le serai. Voilà ce qu'elle se doit pour avoir une place honorable parmi les Etats de l'Europe.

La Diète devrait par conséquent être munie de tous les pouvoirs nécessaires à l'organisation de cette force militaire et de tous les moyens propres à la faire agir au premier moment.

Relations extérieures et forme du régime fédéral.

Ces relations sont simples et faciles, elles partent du principe de la neutralité. Elles tendent à faire respecter la neutralité. La manière de les régler est indiquée par l'attitude dans laquelle se trouvent et se trouveront les Etats avec lesquels la Suisse est en rapport.

Du canton directeur.

Si en Europe, et surtout dans les Etats qui avoisinent la Suisse, il n'y a plus de mouvements, si le calme, l'ordre et un système fondé sur le droit des gens et sur les stipulations qui le consacrent, remplacent les armements formidables qui existent actuellement, alors les relations politiques de la Suisse pourront être avantageusement réglées d'après l'ancienne forme d'un canton directeur. Dès que les peuples européens seront désarmés, que les rapports respectifs des Etats seront établis et soutenus par la force d'un véritable équilibre politique, la Suisse fera de son inertie sa principale défense et la sauvegarde de sa liberté. Cette liberté ne saurait mieux se concilier avec les avantages d'une forte centralité fédérale que par l'institution de la Diète, revêtue de pouvoirs très étendus, mais qui n'est assemblée tous les ans qu'une fois, ou dans des circonstances extraordinaires que la loi devrait déterminer cependant.

Les anciennes institutions fournissent assez de lumières pour rétablir, d'après le vœu des Etats, cette forme de régime fédéral.

Du Conseil fédéral.

Mais dans le cas que les puissances européennes prissent une attitude belligérante, lorsque la Suisse pourrait présumer avec fondement la possibilité de se voir impliquée directement ou indirectement dans une guerre étrangère, c'est alors que sa principale force politique, la sauvegarde de son indépendance, ne pourrait consister que dans l'activité soutenue du pouvoir central de la Confédération.

La Diète qui en est constituée dépositaire par le pacte fédéral s'assemblerait, et ayant pris connaissance de l'état des choses, elle jugerait de l'attitude dans laquelle la Confédération devrait se placer.

S'agit-il de sauver la patrie par la force d'inertie, la Diète n'a qu'à se dissoudre et laisser au canton directeur l'exercice de ses fonctions diplomatiques.

S'agit-il d'armer les frontières de la Suisse, d'entamer des négociations de renforcer les rapports politiques de l'Etat avec des puissances étrangères, alors le régime fédéral doit être actif, fort, soutenu, prolongé.

La permanence de la Diète, qui pour ce cas deviendrait nécessaire, ne saurait trop s'allier avec les convenances des cantons, peut-être même avec les succès les plus assurés du régime fédéral.

Ne pouvant donc pas se charger elle-même de ce régime, la Diète le conférerait, pour le cas sus-mentionné et pour un temps bien déterminé, à un conseil auquel elle accorderait, d'après les principes statué par le pacte fédéral, les pouvoirs et les moyens nécessaires à l'exercice salutaire de ces fonctions importantes.

Ce conseil serait composé de cinq membres, deux appartenant à deux des plus forts anciens cantons aristocratiques, deux appartenant à deux des anciens cantons démocratiques, et un appartenant aux nouveaux cantons.

Pour éviter les inconvénients d'un choix confié au hasard par les égards ou par des intérêts subalternes, on désignerait dans le pacte fédéral les cinq cantons, et l'on pourrait statuer que les gouvernements respectifs de ces cantons nommeraient leur député au Conseil fédéral, en le prenant toujours parmi leurs premiers magistrats.

L'organisation de ce Conseil fédéral, les formes de sa correspondance diplomatique, sa chancellerie sont des objets que le pacte fédéral devrait régler d'abord.

Du régime fédéral qu'il faudrait activer maintenant.

Faut-il actuellement mettre en activité le canton directeur ou le Conseil fédéral ?

Cette question est décidée par la nature des choses et par les principes ci-dessus mentionnés.

L'inertie du régime fédéral, c'est-à-dire la question du canton directeur, ne saurait convenir dans une époque où l'Europe est encore sous les armes, où les relations politiques des Etats qui avoisinent la Suisse vont s'établir, où la Suisse elle-même va reprendre ses anciennes frontières et admettre à son association fédérale les Etats que les hautes puissances se proposent de lui accorder, où enfin plusieurs parmi les 19 cantons sont encore dans la crise d'une revision constitutionnelle.

Il paraît donc que le Conseil fédéral devrait être établi de suite. Et pour cette première fois seule, il n'y aurait qu'une exception à la règle que le pacte fédéral sanctionnerait, savoir de faire nommer le Conseil fédéral par la Diète dans son sein ; elle en choisirait les membres parmi les députés des cinq cantons désignés par la loi.

En installant ce conseil, la Diète le munirait des pouvoirs nécessaires à l'exercice des fonctions importantes qu'elle lui confierait ; elle fixerait d'une manière positive le terme et la durée de ses fonctions.

Ce sont les événements extérieurs et l'état intérieur de la Suisse qui pourront assigner avec assez de justesse et de précision le terme de cette durée.

La Diète ordinaire s'assemblera l'année prochaine. Ce serait déjà un point fixe. Du moment qu'elle est assemblée, les fonctions du Conseil fédéral cessent.

Mais si avant cette époque les armées formidables qui sont encore en mouvement sont rentrées dans les Etats respectifs, si le système politique de l'Europe est établi sur des garanties réciproques, consacrées par des traités solennels, si la Suisse s'est mise en possession de ses anciennes frontières, si elle combine ses relations avec les cantons que la paix générale va lui associer, si la concorde et la paix intérieure de cet Etat est également fondée sur une sage conciliation de tous les intérêts légitimes et des opinions les plus saines et les moins exagérées, alors il serait stipulé que le Conseil fédéral procéderait à la convocation d'une Diète extraordinaire, lui rendrait compte de sa gestion, résignerait ses pouvoirs, et le canton directeur entretrait dans l'exercice de ses fonctions.

Manière d'amener le perfectionnement des constitutions cantonales.

Les XIX cantons, comme Etats souverains, ont le droit de statuer librement sur leurs constitutions respectives.

Tous (hormis les anciens cantons démocratiques qui ont été et sont à l'abri de tout changement à cet égard) ont admis le principe de procéder à la revision et modification de la constitution que leur laissa l'Acte de médiation.

Cette œuvre salutaire a été entreprise avec précipitation d'un côté et trop de méfiance de l'autre. Ici elle est déjà portée à son terme définitif ; là elle est à commencer. Partout elle présente encore des objets à régler qui semblent cependant ne pas manquer d'intérêt.

Il est d'abord d'une importance majeure de mettre un certain accord par le fait entre la réforme des actes constitutionnels des anciens et des nouveaux cantons. Il semble aussi que la majorité des suffrages se réunît pour reconnaître l'urgence d'une intervention amicale et neutre auprès des cantons qui sont le moins susceptibles de parvenir à un accord spontané au sujet de la réforme de la constitution.

Dans cette double vue, ne pourrait-on constituer du Conseil fédéral actuel, pour cette seule fois, une commission d'arbitres, du conseil et de la coopération desquels les cantons qui présentent le plus de difficultés dans leur réorganisation prendraient la règle de leur conduite et le mode de procéder à la réforme de leur constitution ?

Ces arbitres, après avoir écouté les parties intéressées et divergentes, émettraient leur opinion. Cette opinion ne deviendrait loi que du consentement de l'autorité respective qui représente le pouvoir législatif dans chaque canton.

Cette institution et cette forme de terminer les différends qui peuvent

avoir une influence sur l'état politique de la nation, trouvent des exemples dans l'histoire de la Confédération, qui recommandent l'une et sanctionnent l'autre ; les reproduire à cette époque serait à la fois utile, honorable et salulaire pour la Suisse.

Ainsi dans la nouvelle Diète, les XIX Etats pourraient espérer de reconnaître et garantir réciproquement leurs codes constitutionnels.

Le 10 mai, la commission diplomatique avait élaboré un nouveau projet de pacte¹, inspiré en grande partie du mémoire de Capodistrias. Il était beaucoup plus long que le projet antérieur, comprenant quarante-trois articles au lieu de vingt-six ; et on avait su leur donner une tournure telle que rien ne rappelât plus l'Acte de médiation. Il s'occupait longuement de l'organisation militaire, posait le principe du service militaire obligatoire pour tous, réorganisait l'état-major et créait une caisse militaire fédérale. La Confédération garantissait aux XIX cantons leur existence et leurs constitutions, qui devaient d'ailleurs obtenir la sanction de la Diète.

Aussitôt les trois ministres présentèrent quelques observations sur certains articles² et, le 20 mai, Capodistrias qui partait justement pour Paris, afin de se rendre auprès de son maître, en notifiant à Reinhard son départ, lui transmittit une note³, signée aussi par ses collègues, dans laquelle il faisait part à la Diète de son appréciation sur le pacte qu'elle venait d'élaborer et insistait sur certaines mesures à prendre afin d'accélérer le « grand résultat », le vote d'une constitution définitive par tous les cantons. Dans ce but « il serait peut-être utile, disait-il, que les députés respectifs se chargeassent de porter eux-mêmes à leurs commettants le pacte fédéral, afin de leur exposer toutes les considérations qui ont déterminé les conseils de la commission et les opinions de la Diète ».

Une nouvelle Diète devrait être convoquée bientôt et c'est à elle qu'incomberait la tâche de mettre en pleine activité la nouvelle constitution fédérale, de reconnaître et garantir les constitutions cantonales, de décider toutes les questions territoriales, de fixer les nouvelles relations de la Suisse avec les pays qui allaient lui être restitués.

En attendant la convocation de cette nouvelle Diète, il serait bon de laisser en activité la commission qui avait été chargée d'élaborer le pacte fédéral, dont la Diète, avant de se séparer, déterminerait les attributions exactes.

En poursuivant, il insistait particulièrement sur cette idée que la Confédération ne saurait être considérée comme réorganisée et son existence reconnue, aussi longtemps que les cantons n'auraient pas voté leurs propres constitutions et que celles-ci n'eussent été approuvées par la Diète. Or, si certains cantons avaient déjà adopté leurs constitutions, d'autres n'avaient pas encore achevé ce travail, et il serait urgent de les amener à accomplir cette tâche au plus tôt. La commission du pacte, restant en fonction, pourrait s'occuper de cette question avec fruit, et préparer le rapport d'après lequel la Diète constitutionnelle émettrait l'acte de garantie fédérale qui protégerait les constitutions des Etats. Ainsi la nouvelle Diète pourrait, aussitôt convoquée, s'approprier cet acte et rendre

¹ *Recès de la longue Diète*, I. Litt. G.

² *Ibid.*, Litt. H.

³ *Ibid.* Litt. I.

ainsi tout à fait définitive l'organisation constitutionnelle de la Suisse.

En passant aux questions territoriales, tout en déclarant nécessaire la conservation et l'intégrité des XIX cantons, comme base de la réforme constitutionnelle, les ministres admettaient que, vu la réunion à la Suisse de ses anciens territoires, arrachés par la France, on pourrait admettre quelques rectifications de frontières cantonales. La commission serait tout indiquée pour s'occuper de cette tâche importante, en travaillant à un projet de rectification de frontières, qu'elle soumettrait aux délibérations de la prochaine Diète. Elle serait conséquemment autorisée à examiner toutes les prétentions manifestées jusque là, en partant toutefois du principe qu'aucun arrangement ne serait proposé que du consentement des parties ou des Etats intéressés à la nouvelle démarcation. Les ministres de Puissances résidant à Zurich ne lui ménageraient d'ailleurs pas leurs conseils.

La commission pourrait aussi s'occuper de la manière d'après laquelle seraient réunis à la Suisse les pays qui lui seraient restitués¹.

« On ne peut, ajoutait Capodistrias, se dissimuler la crise où la revision de la constitution jettera plusieurs cantons pendant l'intervalle qui séparera la Diète actuelle de celle du mois de juillet, et s'empêcher de prévoir l'inquiétude des esprits, provoquée par les prétentions et les craintes auxquelles donne lieu l'attente d'une rectification des frontières intérieures de la Suisse ». En conséquence, il conseillait à la Diète de faire connaître de la manière la plus solennelle à tous les Etats de la Suisse, en général :

1^o Que l'on doit strictement respect et soumission aux autorités établies dans chaque Etat ;

2^o Que tout acte ou décision prise dans un Etat, sans le concours du gouvernement, par une portion détachée de citoyens, sera considérée comme nulle et non avenue, et même comme attentatoire à l'ordre et à la tranquillité publique ;

3^o Que le statu quo dans l'intérieur de la Confédération qu'on veut consacrer jusqu'à ce que le nouvel ordre soit mis en activité, est la situation dans laquelle il faut que la Suisse reste, afin que les magistrats auxquels est livré le travail important de la reconstitution puissent s'acquitter de leurs fonctions.

« Il ne serait peut-être pas déplacé, disait en terminant la note du 20 mai, d'annoncer par cette proclamation l'achèvement du projet de Pacte fédéral, l'ajournement de la Diète, la permanence de la commission et les fonctions dont elle est chargée. »

Conformément aux vues qui y étaient exprimées, la Diète, après avoir adopté le 31 mai le projet de Pacte, le soumit aux gouvernements de tous les Etats confédérés et accompagna son envoi d'une circulaire où elle reproduisait textuellement les recommandations des ministres des Puissances alliées. Elle engageait les cantons à terminer l'élaboration de leurs constitutions jusqu'à fin juin, leur demandait d'envoyer leur ratification du projet de pacte jusqu'à cette même date, déclara ses délibérations closes et s'ajourna au huit juin.

¹ C'étaient notamment Neuchâtel, Genève et le Valais.

IV

Entre temps, le traité de Paris venait d'être signé. Il consacrait l'indépendance de la Confédération et lui assurait une rectification de la frontière du Jura neuchâtelois ainsi que la *jouissance* de la route de Céligny à Genthod, par Versoix, destinée à relier Genève à la Suisse, avec laquelle elle n'eût pu communiquer autrement que par le lac ; Versoix devait demeurer français (art. 3, 7, 4, 6). Afin de mettre fin à l'influence prépondérante que la France avait exercée depuis les temps de Louis XI sur la Suisse, un article secret, convenu entre les Alliés, stipulait que « la France reconnaîtra et garantira, conjointement avec les autres Puissances et comme Elles, l'organisation politique que la Suisse se donnera sous les auspices des dites Puissances alliées et d'après les bases arrêtées par Elles ».

Ainsi le Traité de Paris mettait fin à l'espoir de la Suisse de voir s'adjuger les frontières qu'elle désirait au nord et au sud, afin d'avoir une forte ligne naturelle de défense. La clause relative à Versoix était particulièrement gênante pour Genève, et les plénipotentiaires de ce canton aux congrès de Vienne et de Paris feront tout pour la faire disparaître. Capodistrias, qui aurait pu défendre les intérêts de la Suisse n'arriva à Paris que le 25 mai lorsque toutes les stipulations avaient déjà été définitivement arrêtées¹.

En quittant Paris, Capodistrias s'arrêta à Genève, d'où il écrivit, le 13 juin, à Reinhard², pour lui communiquer l'article secret du traité de Paris et insister sur la nécessité que le Pacte fédéral fût ratifié et mis en exécution le plus tôt possible, afin que les trois souverains médiateurs, qui devaient se réunir à Vienne le mois prochain, pussent prendre connaissance de la reconstitution de la Suisse, la garantir et la faire garantir par la France. Il y annonçait en même temps son intention de passer par Lausanne, Berne et Fribourg.

Capodistrias avait en effet décidé de faire une tournée à travers la Suisse afin de conférer avec les gouvernements et les partis politiques des divers cantons, concilier leurs prétentions, et leur montrer la nécessité de se mettre d'accord le plus tôt possible sur leurs constitutions respectives.

Depuis longtemps déjà, pendant qu'ils employaient leur temps à la revision de la constitution fédérale, Capodistrias et ses collègues s'occupaient non moins des constitutions cantonales. La pression qu'exerçaient les ministres dans la revision de ces constitutions était encore plus grande que celle exercée dans la revision du Pacte fédéral. Leur intervention se produisait soit par des pour-

¹ Pictet de Rochemont, le futur plénipotentiaire de Genève au congrès de Vienne, et de la Confédération au second congrès de Paris, écrivait à ce sujet : « Le 1er juin je parvins à joindre Capo d'Istria. Il regrettait de ne pas s'être trouvé à Paris à temps pour plaider une cause qu'il croyait avoir été mal défendue... Il m'engagea à remettre une note aux ministres avant leur départ pour Vienne. Le comte de Capo d'Istria paraît porté de très bonne volonté pour nous et nous soutiendra à Vienne... Il est très bienveillant, très éclairé ».

E. Pictet, *Biographie de Pictet de Rochemont*, p. 141 et 145.

² *Archives fédérales*.

parlers avec les envoyés des conseils locaux ou les chefs des partis, soit par des notes officielles, soit enfin par des lettres confidentielles à des personnages influents. Ce qu'ils demandaient, c'est qu'on leur présentât les projets de constitution, qu'ils discutaient article par article entre eux ou avec des personnes du pays qui leur servaient de conseillers officieux ; puis ils envoyaient leurs « observations » écrites aux cantons respectifs. Ce fut surtout Capodistrias et, plus tard aussi, Canning qui s'en occupèrent, ayant auprès d'eux Mousson et Reinhard qui les assistaient de leurs conseils dans la solution des difficultés énormes que présentait ce travail. Bien entendu, dans la forme, ces constitutions avaient l'air d'être l'œuvre spontanée des magistrats des cantons ; mais, en réalité, les conseils des ministres étaient presque toujours suivis, et lorsque parfois les magistrats suisses se montraient récalcitrants, on leur faisait bien comprendre que leur résistance ne servirait de rien. C'est ainsi, par exemple, qu'un jour Capodistrias disait à l'envoyé du Tessin, qui ne voulait pas suivre ses conseils : « Je croyais qu'une simple allusion suffisait pour se faire comprendre par un homme d'Etat ; si vous n'êtes pas en état de remplir votre fonction, nous demanderons à votre gouvernement de vous rappeler et de nous envoyer des hommes qui comprennent mieux notre langage ».

Seuls les cantons de Berne et de Fribourg eurent le courage de soumettre plusieurs fois leurs propres projets à l'approbation des ministres. Berne alla même jusqu'à leur déclarer qu'il repousserait, par tous les moyens à sa disposition, toute immixtion étrangère dans ses affaires intérieures. Fribourg et Soleure, qui avaient suivi Berne dès le début dans sa contre-révolution résistèrent aussi mais moins longtemps. A Soleure le peuple se révolta contre l'aristocratie qui s'était emparée du pouvoir, mais, avec l'aide de Berne, celle-ci réussit à triompher de ses adversaires et proclama une constitution, en août 1814, imitant celle de Berne. Ce ne fut que grâce à l'intervention de Capodistrias, à qui s'adressaient les mécontents dans ces cantons réactionnaires, sûrs de trouver auprès de lui un accueil favorable¹, que quelques modifications eurent lieu et qu'une amnistie générale fut proclamée.

Un des nouveaux cantons où l'intervention étrangère se fit peut-être le plus sentir fut l'Argovie. Derrière les gouvernants, il y avait dans ce pays deux grands patriotes, Stapfer et Rengger, qui pendant que la revision de commission présentait « une constitution monstrueuse », élaborèrent de leur côté, de concert avec les ministres alliés, un projet, qui fut imposé à leur canton.

Dans le canton de Vaud², lors de l'entrée des Autrichiens en Suisse, les grands propriétaires se constituèrent en comité, dans le but de doter leur canton d'une constitution aristocratique. Mais Capodistrias s'était rendu compte que leur parti était resté trop étranger à la politique depuis 1798, pour reprendre la direction des

¹ Pour montrer son aversion pour les aristocrates de Berne, Capodistrias dit un jour : « J'étais sujet de l'aristocratie de Venise, jugez comme j'aime les aristocrates ! » (F. v. Fischer, *Lebensnachrichten über E. F. von Fischer*, p. 71).

² Voir de Seigneux, *Précis historique sur la révolution du canton de Vaud*, T. II, p. 338 et s.

affaires. D'autre part, il répugnait à lui, ministre du Tzar Alexandre, d'enlever le pouvoir aux amis de Laharpe. Lors de son retour de France, en juin 1814, après le premier traité de Paris, il s'arrêta à Lausanne, afin de conférer avec les magistrats du canton sur la question constitutionnelle. Il fut reçu avec beaucoup d'honneurs, eut plusieurs conférences avec les délégués des divers partis et du gouvernement, demanda plusieurs modifications au projet de constitution qu'on lui présenta et, à Zurich, poursuivit ces pourparlers avec Muret, député de Vaud, à la Diète¹. La constitution vaudoise fut définitivement votée le quatre août.

Deux cantons, dont l'organisation fut rendue particulièrement laborieuse, furent ceux du Tessin et de St-Gall, à cause des prétentions que certains états voisins avaient cherché à faire valoir sur certaines parties de leur territoire.

¹ Nous reproduisons ici quelques passages des gazettes du temps, relatifs au séjour de Capodistrias à Lausanne, que nous avons extraits de l'ouvrage de M. Maxime Reymond, archiviste cantonal vaudois : *Ephémérides de 1814*, et qui donnent quelques détails intéressants :

15 juin 1814. Le gouvernement vaudois avait appris l'arrivée imminente du ministre russe, le comte Capo d'Istria, de la décision duquel dépend en définitive le sort de la constitution vaudoise. Il avait été avisé que le ministre était parti le 9 de Paris, devait passer par Genève pour se rendre à Lausanne, et, à la recommandation de Monod, il avait pris différentes mesures pour le bien recevoir. Il en délibérait ce matin lorsqu'il a appris que, devant le jour de son arrivée, le comte Capo d'Istria était à Lausanne depuis hier soir déjà, et qu'il était descendu au Lion d'Or. Il délègue aussitôt les conseillers Pidou et Bergier, chargés de lui présenter ses compliments, et de lui offrir une garde d'honneur, ainsi qu'un dîner de quarante couverts, qui aurait lieu au Château dans la salle du Grand Conseil...

Pidou et Bergier se sont parfaitement acquittés de leur mission. Le comte Capo d'Istria les a parfaitement bien accueillis, mais n'a rien dit de positif sur l'organisation suisse se réservant de le faire dans une conférence spéciale, qu'il a demandé aux délégués d'avoir avec eux. Cette conférence aura lieu demain matin, avant le dîner officiel que le ministre a accepté, en même temps que la garde d'honneur.

Le comte Capo d'Istria a fait cet après-midi une promenade sur le lac. Le gouvernement a fourni bateau et musique. Il a visité également les établissements publics.

Ce soir le ministre a reçu les chefs de l'opposition, entre autres Seigneux et Polier, et s'est entretenu longuement avec eux de la situation politique.

16 juin. Le comte Capo d'Istria a conféré aujourd'hui, de onze heures à deux heures, avec les délégués du gouvernement, Pidou et Bergier. Il leur a tout d'abord proposé une entrevue avec les chefs de l'opposition, entrevue qu'il avait promise hier soir à ces derniers. Mais Pidou a refusé, répétant comme toujours qu'il n'avait aucune vocation pour discuter des affaires politiques avec des particuliers. Capo d'Istria n'a pas insisté, mais il a demandé que le projet de constitution du 5 mars soit modifié sous plusieurs points. Il faut que tous les membres du gouvernement et du petit conseil soient propriétaires, que le Conseil d'Etat soit composé de seize membres et que les riches propriétaires y aient une représentation assurée. Les tribunaux sont trop nombreux, faibles, incapables et partiels : il faudra les diminuer et les renforcer. On ne devrait passer au Conseil d'Etat qu'après avoir passé par d'autres emplois et acquis l'expérience des affaires publiques. M. Capo d'Istria a demandé en outre des explications sur notre devise : « Liberté et Patrie », qui lui paraît trop rappeler la phraséologie révolutionnaire. Pidou a donné à ce sujet des explications qui l'ont satisfait.

Un peu plus tard, le 26 juin, Muret fait d'ailleurs observer « que le comte Capo d'Istria varie beaucoup dans ses idées sur la constitution vaudoise. Il ne tient au fond qu'à une représentation de l'opposition dans le gouvernement et à la réduction du nombre des tribunaux ».

Le canton de St-Gall avait été formé artificiellement par la réunion de plusieurs régions. Peu après l'entrée des Alliés en Suisse, les pays d'Uznach et de Sargans manifestèrent des tendances séparatistes et des troubles éclatèrent. Par deux notes du 30 juin 1814¹, dont l'une était adressée à St-Gall, l'autre aux cantons de Schwytz et de Glaris (auxquels les contrées insurgées voulaient se réunir), Capodistrias et Schraut déclarèrent qu'ils ne toléreraient plus les intrigues tendant à arracher au canton de St-Gall des territoires qui lui appartenaient. Par une note du 8 août² ils insistaient auprès de la Diète pour que des mesures énergiques fussent prises contre les récalcitrants. Mais après un apaisement momentané, les troubles recommencèrent et ce ne fut qu'en février 1815 qu'ils cessèrent définitivement.

Une situation plus ou moins analogue se produisait dans le canton du Tessin. La vallée de la Léventine, qui en faisait partie, déclara vouloir se réunir au canton d'Uri. Le 1^{er} mai, les ministres alliés envoyèrent une note³ dans le but d'interdire une assemblée que les habitants de cette vallée voulaient tenir afin de manifester leurs tendances séparatistes. A ces questions territoriales s'ajoutait la question de la constitution⁴. Le projet élaboré par le Grand Conseil du Tessin parut trop démocratique aux deux ministres. Un deuxième projet allait être transformé en constitution définitive lorsque des troubles éclatèrent, et ce ne fut que le 14 décembre que le Tessin eut enfin sa constitution, dictée par M. de Schraut.

Les Grisons avaient manifesté plus ou moins clairement leur désir de rompre leurs liens avec la Suisse, mais finirent par se soumettre aux injonctions des ministres alliés, qui, par une note du 30 juin⁵, déclarèrent que la réunion des Grisons à la Suisse était un fait accompli.

C'est Capodistrias qui prit une part tout à fait prépondérante à ces négociations, et c'est à lui qu'incomba le rôle si difficile de conciliateur entre les divers partis, à une époque où toutes les passions politiques avaient atteint leur plus haut degré ; dans les divers pourparlers qu'il eut à Lausanne, Fribourg, Berne, il prêcha la modération, prouva aux aristocrates la nécessité de faire des concessions à l'esprit de liberté et aux républicains ardents le besoin de mitiger la démocratie. Ce rôle le rendit d'abord suspect aux partis⁶, mais la manière dont il s'en acquitta finit par lui faire gagner l'estime et la reconnaissance de tous les Suisses.

¹ *Recès de la longue Diète*, I, p. 210.

² *Ibid.*, I, p. 215.

³ *Ibid.*, I, p. 225.

⁴ Voir *Bulletino ufficiale del cantone Ticino*, 1813-1814.

⁵ *Recès de la longue Diète*, I, p. 221.

⁶ Un témoin oculaire, Rovérea, écrit dans ses Mémoires (Tome IV, p. 253) : « Ce ministre (Capodistrias) possédant l'intime confiance de son maître, jouissait d'un grand crédit qu'il soutenait non moins par ses moyens et ses vertus privées, que par la douceur de ses formes. Son esprit conciliateur échoua pourtant dans sa louable tentative de réunir franchement Berne, Fribourg et Soleure au système fédéral, qui néanmoins a été généralement adopté depuis ; elle lui suscita même d'ardents détracteurs parmi les patriotes exaltés, qui l'accusèrent sourdement de vénalité, et hautement de prédilection outrée en faveur des libéraux, leurs antagonistes ; imputation à laquelle il donna peut-être lieu par quelques fines allusions qui les blessèrent ou par des paroles mal interprétées, mais dont les événements le justifiaient bientôt, en attestant sa droiture et sa perspicacité ».

V

De retour à Zurich, en juillet 1814, Capodistrias trouva encore les représentants des cantons à la Diète en train de discuter. Les uns persistaient dans leurs revendications territoriales, les autres refusaient d'admettre qu'on pût les contraindre à soumettre leurs constitutions à l'approbation de la Diète, ce qu'ils considéraient contraire à leur souveraineté. Les Bernois, notamment, maintenaient leurs prétentions territoriales, pas tellement sur le canton de Vaud¹ que sur celui d'Argovie, malgré le langage que Capodistrias leur tint, lors de son passage dans leur canton et qui ne manquait pas d'énergie : « Que voulez-vous leur dit-il. L'Argovie ? Vous ne l'aurez pas. Le canton de Vaud ? Vous ne l'aurez pas. On saura se passer de vous. On vous laissera en dehors de la Confédération. Qu'y gagnerez-vous ? »²

Voyant qu'on n'aboutissait à aucun résultat dans ces discussions au sein de la Diète, Capodistrias se décida à lui envoyer le 13 août 1814 une note³, signée par lui, Schraut et Canning, et dans laquelle il ne ménageait ni ses reproches ni ses menaces :

« De tous les points du pacte fédéral, qui encore aujourd'hui divisent la Diète, y était-il dit, il n'en est pas un qui n'eût été décidé il y a longtemps, par la grande majorité des voix, si de tous les côtés l'on s'était occupé avec un égal dévouement. Au lieu de conserver à ces questions leur pureté et leur simplicité, une malheureuse complication avec les prétentions territoriales formées par quelques cantons, est venue distraire les esprits et confondre les objets.

» Aucun canton quel qu'il soit, ne saurait par lui-même fixer l'attention des grands Etats de l'Europe ; ce n'est, et ce ne peut être, que sous la figure d'un corps fédératif que la Suisse entière les intéresse. C'est pour affranchir ce corps du joug qui l'opprimait, c'est pour lui rendre son libre arbitre et la parole, que les Puissances alliées portèrent leurs armes sur les frontières de la Suisse, combattirent pour elle, stipulèrent pour elle. Et le premier, le seul usage qu'elle ferait de son indépendance reconquise et à elle restituée par les Magnanimes Souverains, n'aboutirait qu'à faire scission et à réduire ainsi tout le corps fédéral à l'inaction et à la nullité la plus absolue.

» Non, la Suisse ne peut être déçue à ce point. La Diète, à laquelle est confiée la direction de ses premiers pas vers l'Europe assemblée, ne voudra point que les ministres ici soussignés n'aient à offrir à leurs très Augustes Maîtres pour tout résultat qu'un tel retour. Ils ne doutent pas que, faisant trêve à toute question qui n'est pas commune à tous, les membres jusqu'ici les plus dissidents, retournant au sentiment de leurs devoirs envers leurs co-états et d'une juste gratitude envers leurs généreux libérateurs, rachètent, par un redoublement de zèle et de loyauté dans l'achèvement du pacte fédéral, le temps perdu.

» C'est à cette condition que les soussignés prennent ici l'engagement, non seulement de faire tout ce qui dépend d'eux pour trouver et faire agréer des modes de compensation équitables et suffisants aux demandes du second et du troisième ordre, mais encore de solliciter, sur celles du canton de Berne, qui sont au premier rang, les pouvoirs et instructions tels qu'il en faudra pour rétablir en Suisse la concorde et concilier les intérêts de tous les cantons.

» Si cette proposition ne conduit pas à un résultat satisfaisant, les soussignés se trouveront hors d'état de continuer leurs relations avec la Diète et attendront les ordres ultérieurs de Leurs Majestés ».

¹ Ils lui demandaient seulement une indemnité de 4,672,000 fr., en compensation des dépenses faites pendant trois siècles en sa faveur.

Gaullieur. Histoire du canton de Vaud, p. 265.

Recès de la longue Diète, I, p. 157.

Cette remontrance produisit son effet. Dans des conférences particulières, les députés à la Diète parvinrent à se mettre d'accord sur un nouveau projet de pacte en quinze articles, qui se ralliait, plus fortement que le projet antérieur, à la souveraineté cantonale, et s'éloignait des tendances centralisatrices de l'Acte de médiation ; on se mit aussi d'accord sur la procédure à suivre pour trancher les questions territoriales. Les cantons qui avaient des prétentions à faire valoir sur des parties de territoires d'autres cantons en donneraient une note détaillée le 24 août, nommeraient des conciliateurs, pris dans les cantons désintéressés et si ceux-ci n'arrivaient pas à un accord, on recourerait à des arbitres.

Tel fut le résultat auquel aboutirent les longues négociations et les efforts de Capodistrias. S'il eut la satisfaction de voir tous les cantons adhérer à ce troisième projet de pacte, il ne pouvait pas, en véritable ami des Suisses, n'en pas reconnaître les défauts. Celui-ci favorisait en effet trop les tendances particularistes et devait étouffer toutes les aspirations généreuses du peuple suisse. On avait tenu compte de toutes les passions, de tous les petits abus. « On eut vingt-deux souverainetés et à peine une Suisse ». La Confédération se replaçait entièrement sur le terrain d'une alliance d'Etats souverains, sans aucun pouvoir central. On fit disparaître la magistrature du Landamman, et il ne resta plus à la Confédération que la représentation la plus élémentaire des cantons directeurs de Zurich, Berne et Lucerne, entre lesquels le siège de la Diète changeait tous les deux ans, et deux fonctionnaires fédéraux, un chancelier et un secrétaire d'Etat. On alla jusqu'à rendre aux cantons le droit de conclure des capitulations militaires avec l'étranger et de former entre eux des alliances qui ne seraient pas préjudiciables au pacte fédéral ; enfin les droits individuels des citoyens cessèrent d'être garantis par la Confédération, à une seule exception près en faveur des couvents et des chapitres. Une médiation sous la direction de la Russie, comme l'avaient souhaitée Laharpe, Rengger et d'autres, aurait donné à la Suisse une meilleure constitution, mais il est vrai qu'elle aurait aussi probablement rétabli sa dépendance vis-à-vis de l'étranger. D'un autre côté, une bonne constitution a besoin d'être modelée sur les conditions dans lesquelles se trouve un pays et qui peuvent changer. Or, on avait exclu toute possibilité de revision : Les libéraux y ont cru trouver une arme contre le retour des principes aristocratiques. En tout cas la Suisse eut beaucoup à souffrir de 1815 à 1848 de l'impuissance du pouvoir central.

Capodistrias, qu'Alexandre avait appelé auprès de lui à Vienne, quitta la Suisse à la fin du mois de septembre 1814. En notifiant à Reinhard son départ et son remplacement par le baron de Krüden, en qualité de chargé d'affaires auprès de la Confédération, il lui fit part de ses regrets de quitter la Suisse, qu'il avait tellement aimée et au bonheur de laquelle avaient tendu tous ses efforts pendant une période de presque une année :

« Le soussigné ne saurait quitter sans regret, disait-il, un pays où l'a reçu des témoignages de sentiments les plus propres à le flatter, et qu'il roit

¹ *Recès de la longue Diète*, II, p. 26. Lettre de Capodistrias du 12/2^e septembre.

avoir mérités, surtout par le zèle inaltérable avec lequel il a travaillé sans relâche à ce qu'il a jugé être du véritable bien de ce pays. L'espérance de le revoir encore, surtout celle d'être témoin alors de l'état de calme et de bonheur auquel tendent ses vœux, est le plus grand adoucissement à ce regret ».

A cette lettre, Reinhard répondit aussitôt, au nom de la Diète, dans les termes suivants¹ :

« A S. E. Monsieur le comte de Capodistrias, Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

» Monsieur le comte,

» Les députés des cantons à la Diète ont reçu avec une vive sensibilité l'information que Votre Excellence a bien voulu leur adresser par sa lettre de ce jour. Appelée à Vienne auprès de l'auguste personne de Sa Majesté Impériale, Votre Excellence (la Diète l'espère) ne s'éloigne que momentanément, et cette absence même Lui donnera les moyens de s'occuper avec autant d'activité que de succès des affaires de la Suisse, auxquelles Elle a voué depuis neuf mois ses travaux et sa sollicitude.

» Ces temps difficiles ont été marqués par des preuves non interrompues du vif intérêt que Votre Excellence prend au bonheur de ce pays, et d'une constante bienveillance envers ses magistrats. Croyez, Monsieur le comte, que nous en garderons religieusement le souvenir. Il est pour nous inséparable de celui de l'époque actuelle, et la Suisse rétablie dans ses droits, rendue à la confiance d'un heureux avenir, n'oubliera jamais combien vous y avez contribué.

» En témoignant ici la haute considération et la reconnaissance qu'ils ont vouées à Votre Excellence, les députés des cantons lui recommandent avec instance les intérêts de la Suisse. Les sentiments affectueux de S. M. l'Empereur, ainsi que les nobles principes de sa politique, sont pour la Diète un gage de félicité. Les sentiments personnels de Votre Excellence y contribueront éminemment. Nous La prions de vouloir bien porter à Sa Majesté l'assurance du soin constant avec lequel la Confédération s'attachera à cultiver des relations aussi honorables.

» Les Députés de la Diète se recommandent en particulier au souvenir de Votre Excellence ; ils font des vœux pour son heureux voyage et pour son prompt retour et ont l'honneur de lui réitérer les assurances de leur très haute considération.

» Zurich, le 24 septembre 1814.

Le Bourgmestre du canton de Zurich,
Président de la Diète ».

(Suivent les signatures).

Enfin, au moment de quitter Zurich, Capodistrias réunit chez lui la commission diplomatique et là, en prenant congé, il fit un discours remarquable, dont l'un des assistants, Monod, nous a conservé la substance² :

« Je désirais, dit-il, vous laisser calmes et tranquilles, il n'a pas tenu à moi que cela fût. S'il en est autrement, c'est peut-être pour avoir trop respecté votre indépendance et l'honneur national. Vous savez que, lorsque nous revînmes de Chaumont, nous étions porteurs d'une instruction signée de mon Maître, de l'Empereur d'Autriche et du roi de Prusse, par laquelle, dans le cas où vous ne tomberiez pas d'accord promptement sur votre organisation, nous étions autorisés à nous environner d'hommes probes, connaissant les intérêts de votre pays et à vous en donner une. M. Heer, ici présent, connaît si bien cette pièce, qu'il a eu la complaisance de la traduire en alle-

¹ *Recès de la longue Diète*, II, p. 26.

² Dans ses mémoires manuscrites, voir van Muyden, *La Suisse sous le Pacte de 1815*, T. I, p. 141.

mand. Mais nous avons cru que vous vous entendriez. Pourquoi cela n'a-t-il pas eu lieu ? C'est à cette époque, comme à toutes celles de votre histoire, les événements du dehors ont trop influé sur ceux de l'intérieur.

» Lorsque en février ou mars les Alliés s'avançaient en France, le système des XIII cantons prévalait parmi vous. Bientôt après, Napoléon paraissant reprendre quelque ascendant, y ayant quelque apparence qu'il pourrait encore régner en France, vous consentîtes enfin à revenir au système des XIX cantons, qui, par l'assentiment à peu près général de décembre passé (1813) et notre déclaration de janvier, avait été pris pour base de l'organisation de la Suisse. Vous pensâtes qu'en y adhérant, celui qui avait dominé l'Europe pourrait être satisfait. La paix de Paris étant survenue, vous avez cru pouvoir vous raidir de nouveau. Vous aviez fait un Pacte fédéral fondé sur des principes, que nous avons développés ensuite de ce que chacun de vous nous avait dit. Cependant vous le rejetâtes la plupart, quoique vous eussiez paru l'approuver et qu'il fut le résultat de vos idées.

» Vous êtes revenus à un nouveau Pacte ; je doute qu'aucun de vous le trouve bon et propre à assurer le bonheur et la tranquillité de votre patrie. Quant à moi, *je le crois mauvais*, mais je pense que, tout mauvais qu'il est, si vous le voulez de bonne foi, et qu'il ne soit pas simplement un papier écrit, encore marchera-t-il de manière à vous sauver, car ce sont *les hommes plus que les constitutions qui sont l'affaire importante dans le gouvernement*. Seulement ici je vous fais observer qu'au moment où vous l'avez contracté vous commencez à le mettre de côté. Croyez-vous que ce soit le moyen de le consolider ?

» Pour ce qui me regarde personnellement, je ne vous cacherai pas que j'ai dû être vivement affecté de la manière dont mes efforts ont été méconnus ; je n'en porte pas moins le plus sincère intérêt à la Suisse et, dans le compte fidèle que je dois rendre à l'Empereur de ce qui s'est passé, il ne tiendra pas à moi que, dans ce moment, qu'on peut regarder comme une des crises les plus importantes qu'elle ait traversées, le résultat n'en soit heureux pour elle et ne satisfasse, autant que possible, les partis qui la divisent ».

CHAPITRE IV¹

I. Capodistrias à Vienne. La Pologne, la Grèce, les Iles Ioniennes. — II. Négociations relatives aux Sept-Iles. — III. Les affaires de Suisse. — IV. Les Alliés à Paris. Mémorandum de Capodistrias du 28 juillet. — Les exigences allemandes. Le duc de Richelieu. — V. L'Angleterre et les Iles Ioniennes. Le traité du 5 novembre. — VI. Règlement définitif des affaires de Suisse. — VII. La Sainte-Alliance, Capodistrias secrétaire d'Etat de l'empire des Tzars. Citoyen honoraire du canton de Genève et du canton de Vaud.

I

Capodistrias arriva à Vienne en octobre. Depuis quelque temps déjà, Alexandre, qui avait hautement apprécié la manière dont son ministre s'acquittait de sa mission en Suisse, avait pensé l'appeler auprès de lui dans le futur congrès qui devait réorganiser l'Europe. Dans une conversation qu'il avait eue avec Mademoiselle Stourdza, demoiselle d'honneur de l'Impératrice, au château de Bruchsal (Bavière), le Tzar s'était exprimé dans les termes les plus flatteurs sur le compte du diplomate corfiote.

— « C'est Votre Majesté, lui dit Mademoiselle Stourdza, qui en a fait la découverte. »

— « Et si vous saviez, lui répondit le monarque, avec quel plaisir ! Le hasard voulut qu'il me fut envoyé pour affaires et je fus tout de suite frappé de ce que je trouvai en lui. J'avais besoin d'envoyer en Suisse un homme habile, avec des intentions pures et des vues saines ; il a surpassé mon attente et je compte mettre ses talents à profit pour l'avenir. Il ne restera d'ailleurs pas en Suisse ; nous allons avoir bien de l'ouvrage à Vienne ; je n'ai personne qui soit de force à lutter avec Metternich et je compte le rapprocher de ma personne »².

C'était le prince de Razoumowsky qui était le premier plénipotentiaire russe au congrès ; Capodistrias fut placé auprès de lui « comme conseil ou plutôt comme tuteur »³ ; bientôt Capodistrias

¹ SOURCES : Angeberg, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815*, Paris, 1864. — Bernhardt, *Geschichte Russlands und der europäischen Politik*, Leipzig, 1863. — Chiotti, *Histoire des Sept-Iles*, 1864. — de Crousaz-Crétet, *Le Duc de Richelieu en Russie et en France*, Paris, 1897. — Comtesse Edling, née Stourdza, *Mémoires*, Moscou, 1888. — Eynard, *Journal au congrès de Vienne* (publié par E. Chapuisat), 1914. — Gager, *Der Zweite Pariserfrieden*, 1845. — Gentz, *Oesterreichs Theilnahme an den Befreiungskriegen* (publié par le prince de Metternich-Winneburg), Vienne, 1887. — Pertz, *Aus Stein's Leben*, 1856. — E. Pictet, *Biographie de Pictet de Rochemont*. — P. de Rochemont et F. d'Ivernois, *Correspondance diplomatique* (publiée par E. Chapuisat). — *Recès de la Diète fédérale* (1815). — Reinhard, *Journal manuscrit au congrès de Vienne* (Archives fédérales). — *Répertoire chronologique du Grand Conseil du canton de Vaud*. — Richelieu, *Documents et correspondance* (Soc. Imp. R., T. 54). — Rodocanachi, *Bonaparte et les Iles Ioniennes*, Paris 1899. — Sorel, *Le Traité de Paris*, Paris, 1872.

² Mémoires de la comtesse Edling, née Stourdza, p. 146.

³ *Ibid.*, p. 175.

sut gagner l'affection du prince et une entière confiance s'établit entre eux. Il était d'autant plus facile au diplomate hellène de mettre le comte de Nesselrode dans l'ombre, que ce dernier, à cause de ses sympathies pour Metternich, allait perdre la confiance du Tzar, dont l'antipathie pour le chancelier autrichien, qui entravait toujours les plans russes, était plus grande que jamais. « Le comte Nesselrode et le comte Stackelberg, écrit Mademoiselle Stourdza, n'étaient là que pour la représentation »¹. La comtesse de Nesselrode, jalouse de voir Capodistrias supplanter son mari, chercha à gagner ses sympathies en lui proposant un beau mariage. Mais Capodistrias refusa poliment, tout en lui faisant comprendre qu'il n'était pas un homme à gagner par de tels moyens : « Madame, lui dit-il, je ne demande pas à être Russe par un mariage, mais seulement par l'accomplissement scrupuleux de mes devoirs envers ce pays. Tôt ou tard, je rentrerai dans cette île où se trouvent les tombeaux de mes ancêtres »².

Razoumowsky, ayant été chargé spécialement par Alexandre des négociations relatives à la Pologne et à la Saxe, Capodistrias, qui lui fut adjoint, joua un rôle très important, bien qu'occulte en grande partie, dans cette négociation, qui a failli ensanglanter de nouveau l'Europe. La perspicacité de Capodistrias ne manqua pas de lui faire apercevoir, dans ses entretiens quotidiens avec Wessenberg, qu'un changement s'était opéré vers la fin de l'année 1814, dans l'attitude de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre vis-à-vis de la Russie. Cela lui fit soupçonner l'existence de quelque intrigue secrète dirigée contre le Tzar. Il fit part de ses soupçons à son Maître, qui se moqua un peu de ses défiances. Plus tard, lorsque Napoléon lui fit part du traité secret du 3 janvier, Alexandre s'aperçut combien Capodistrias avait vu juste, et combien il a été naïf lui-même de croire à la complète bonne foi de ses alliés.

Malgré ses idées libérales, Capodistrias n'était pas partisan d'une Pologne plus ou moins indépendante, formant un royaume constitutionnel séparé de la Russie, sous le sceptre d'Alexandre I^{er}, tel que le rêvait le Tzar. Il se rendait compte de l'impossibilité qu'il y avait à faire vivre côte à côte la Russie autocratique et la Pologne constitutionnelle et partageait l'opinion de Stein qui pensait que, dans ce désaccord, la Russie trouverait une cause de jalousie et serait toujours prête à transformer cette union en une incorporation, tandis que de son côté la Pologne, inquiète de la conservation de ses droits, imprimerait à son inquiétude le caractère insoumis de son peuple³.

Dans sa nouvelle fortune, Capodistrias n'oubliait pas sa patrie, et si, en qualité de ministre du Tzar, il servit à Vienne les intérêts de la Russie, il ne fut pas moins, au congrès, le représentant officieux de ses compatriotes opprimés. C'était un double but que Capodistrias poursuivait à Vienne :

1^o Améliorer la situation des Grecs soumis au joug ottoman ;

2^o Rendre les Iles Ioniennes indépendantes, en en faisant une république libre.

¹ Mémoires de la comtesse Edling, née Stourdza, p. 176.

² Pertz, *Aus Stein's Leben*, T. II, p. 142.

³ Stern, *Geschichte Europas*, T. III, p. 42.

Il savait très bien que l'Europe ne prendrait pas les armes, au lendemain des guerres napoléoniennes, pour délivrer les Grecs du joug ottoman. Mais il voulait attirer l'attention sur le sort de ses compatriotes et sur leurs malheurs, et mettre ainsi indirectement sur le tapis, la question hellénique. Au milieu des débats concernant la Pologne et la Saxe, le germe fut jeté qui devait donner naissance plus tard au démembrement de l'Empire ottoman¹. Alexandre, que ses derniers succès avaient rendu encore plus orgueilleux, ne voyait pas avec déplaisir la manière d'agir de son ministre. Une croisade chrétienne contre la Turquie, entreprise sous sa direction dans un avenir plus ou moins proche entraînait assez dans ses projets ambitieux. Aussi peut-on se demander si c'est le Tzar qui attira Capodistrias à lui, parcequ'il crut trouver un instrument pour la réalisation de ses projets, ou si c'est Capodistrias, qui, ayant gagné la confiance de l'Empereur, lui rappela les projets et les espérances de ses prédécesseurs. Peut-être les deux suppositions sont-elles vraies².

Capodistrias, qui avait toujours eu pour objectif de répandre l'instruction parmi les Grecs, songea d'ouvrir une souscription à Vienne « dans le but d'offrir quelques secours aux Grecs avides d'instruction ». C'était un moyen de rappeler à l'Europe que, non loin de la capitale autrichienne, il y avait des chrétiens qui gémissaient sous la domination tyrannique des Musulmans. L'Empereur approuva l'idée de cette souscription, et ce fut là l'origine de la « Société des Amis des Muses » (*Φιλόμουσος Εταιρία*) qu'on a souvent confondu plus tard avec la *Φιλική Εταιρία*, la célèbre *Hétairie* qui, à la même époque, fut fondée en Russie par trois patriotes grecs et dont le but était l'émancipation de la Grèce.

Tous les souverains, tous les hommes d'Etat, voulant flatter le Tzar et le ministre, dont ils avaient besoin, souscrivirent des sommes importantes. Le résultat de la souscription fut envoyé moitié aux éphores des écoles d'Athènes, moitié à ceux qui se proposaient à fonder une école au mont Pélion³.

II

La question des Iles Ioniennes allait faire l'objet de longues négociations. La position de ces îles et surtout celle de Corfou, d'où l'on pouvait dominer l'Adriatique, et qui était pour ainsi dire le point qui reliait l'Orient à l'Occident, ne manquait pas d'exciter les convoitises des grandes Puissances. Napoléon y avait attaché une importance capitale ; il considérait que la possession de ces îles « avait plus de valeur, pour lui, que l'Italie tout entière ». Les Anglais, étant la puissance maritime la plus importante de l'Europe et ayant des vues sur l'Egypte et sur l'Extrême-Orient, considéraient la possession de ces îles comme étant d'une grande importance. Enfin l'Autriche aurait vu avec plaisir s'attribuer Corfou, d'où elle pouvait dominer l'Adriatique et, en possédant ainsi Trieste

¹ Pertz, *Aus Stein's Leben*, T. II, p. 156.

² Bernhardi, *Geschichte Russlands*, T. I, p. 8.

³ Voir Soc. Imp. R. Tome III, p. 195, et comtesse Edling, *Mémoires*, p. 211 et suivantes.

et la capitale des Iles Ioniennes, en faire presque une mer fermée. C'est ce qui explique pourquoi on mit si longtemps à tomber d'accord sur le sort des Iles et pourquoi tous les efforts de Capodistrias pour les rendre libres et indépendantes, sous la protection d'une puissance forte et plus ou moins désintéressée, telle que la Russie, furent presque entièrement stériles.

Les Iles que le Traité de Tilsit avait placées sous la domination de Napoléon n'étaient pas destinées à avoir pour longtemps les Français comme maîtres. En effet, dès 1809 les Anglais avaient occupé, presque sans résistance, toutes les îles, sauf Corfou, où les Français avaient concentré leurs forces. Napoléon avait tracé lui-même les plans des nouvelles fortifications qu'ils voulut qu'on y élevât¹. Mais, la convention d'armistice du 23 avril 1814 stipulant la remise aux Alliés des places non comprises dans les limites de la France au 1^{er} janvier 1792, le général Donzelot, commandant la place de Corfou, fut obligé de la remettre à l'amiral anglais, qui venait en prendre possession au nom des Alliés.

Le rêve des Ioniens avait toujours été de former un Etat indépendant, et Capodistrias, qui avait fondé de si grands espoirs sur la République Settinsulaire, crut qu'avec la chute de Napoléon le moment était venu pour rendre aux Ioniens l'indépendance si vivement désirée.

Aussi, dans les entretiens qu'il eut avec le Tzar à Chaumont, en mars 1814, prit-il la liberté de lui demander de ne rien décider sur le sort de sa patrie, avant de lui permettre de lui exprimer ses idées. Lorsque les Alliés entrèrent à Paris, il demanda l'autorisation de se rendre auprès de lui. Cette autorisation lui fut immédiatement accordée, mais les ordres n'arrivèrent à Zurich que quinze jours plus tard, et, lorsque Capodistrias arriva à Paris, la question des Iles Ioniennes avait déjà été tranchée en fait, puisqu'on avait chargé l'Angleterre de leur occupation militaire. Malgré les assurances d'Alexandre que rien n'était définitivement arrêté et qu'on en reparlerait à Vienne, Capodistrias comprit bien que les Anglais, installés à Malte et à Corfou, ne s'en iraient pas aussi facilement, et qu'on ne ferait certainement pas la guerre pour les en faire sortir.

Le Sénat ionien qui avait été réduit à un silence presque complet pendant la domination française, se redressa de nouveau et vota le 9/21 mai une résolution² demandant que les Puissances reconnussent une république des Sept-Iles indépendante et libre de tout vasselage, comprenant, outre les îles, les possessions continentales ci-devant vénitiennes. Il demandait en outre le maintien de la constitution de 1803³.

Cette résolution fut envoyée à l'Empereur Alexandre, accompagnée d'une lettre ainsi conçue⁴:

¹ Rodocanachi, *Bonaparte et les Iles Ioniennes*, p. 214.

² Chiotti, *Histoire des Sept-Iles*, T. I. p. 935 et s.

³ « Aux yeux des Ioniens, écrit Engelhardt (*Les protectorats internationaux*, p. 119), l'occupation britannique était un incident militaire qui n'avait plus de raison d'être... Ils ne se doutaient guère à la veille du congrès de Vienne, qu'à l'exemple des Génois au XVe siècle, ils passeraient « comme une balle » d'une main dans une autre ».

⁴ Rodocanachi, *op. cit.*, p. 250.

« Sire, le Sénat de la nation settinsulaire rappelle à V. M. I. la République des Sept-Iles-Unies, créée par votre auguste Père, restaurée et reconstituée par Vous. Il dépose entre vos mains les destinées de sa nation et s'en remet à votre magnanimité pour la fixation de son existence politique.

Nous sommes avec un profond respect, etc.

(Suivent les signatures).

En même temps, le vice-président du Sénat, comte Sordina, envoyant la résolution ci-dessus mentionnée à Capodistrias, l'accompagna d'une lettre¹, dans laquelle il faisait appel à ses sentiments patriotiques. Il le priait de vouloir bien se charger de soumettre cette résolution aux pieds du trône de S. M. Impériale, et la défendre de toutes ses forces auprès de son maître et auprès des ministres des autres souverains, avec lesquels il devait probablement se recontrer bientôt. Il insistait sur la nécessité de la réunion à l'Etat ionien des possessions continentales de Parga, Preveza, Vonitza et Butrinto, considérées toujours comme une ligne de défense nécessaire pour les Iles, et d'une grande importance pour leur commerce, ainsi que sur les privilèges dont jouissait le pavillon settinsulaire.

Capodistrias y répondit de Zurich le 3/15 juillet² : « Si quelque chose, disait-il, peut adoucir le sort de celui qui est loin de sa patrie c'est certainement le bonheur de travailler pour elle et l'espoir d'obtenir son approbation. Ce sont ces sentiments, Messieurs, identifiés à mon existence, que j'ai nourris depuis que je me suis éloigné de vous. Vous avez jugé opportun de les honorer en me confiant les intérêts de la Patrie. Ma reconnaissance égale mon zèle et mon dévouement à notre pays natal, auquel sont liés mes souvenirs les plus chers, mes plus doux espoirs et mes devoirs les plus sacrés. Le magnanime souverain, qui a daigné me témoigner sa faveur, a bien voulu me permettre d'accomplir vos ordres et de devenir en même temps l'instrument de la bienveillance que S. M. I. a témoignée à notre patrie. »

Le Sénat ionien communiqua la lettre qu'il avait envoyée à Capodistrias et la réponse au général Campbell, qui commandait les troupes d'occupation, et lui demanda, en sa qualité de commissaire des Puissances alliées, l'autorisation d'envoyer à Vienne une députation qui soumettrait au congrès les vœux des Ioniens. Mais Campbell répondit que, le Traité de Tilsit ayant cédé les Iles en pleine propriété aux Français, la République Settinsulaire avait disparu ; le Sénat n'avait par conséquent plus le pouvoir de représenter un Etat, qui n'existait plus, étant devenu une simple province de l'empire français³. Une longue discussion s'ensuivit entre le général anglais et le Sénat sur les pouvoirs de ce dernier d'envoyer un représentant au congrès. Finalement, le Sénat se contenta de demander à Campbell la permission de répondre au moins à Capodistrias, et lui envoya même le projet de réponse qu'il avait

¹ Chiotti, *op. cit.*, I, p. 937.

² *Idem*, I, p. 938.

³ *Idem*, I, p. 939.

rédigé. Le général ayant répondu qu'il n'avait point à s'immiscer dans de telles négociations, le Sénat en conclut qu'il pouvait écrire à Capodistrias, la réponse du général anglais ne le lui interdisant pas expressément.

Etant donné sa qualité de ministre du Tzar au congrès, Capodistrias, afin de ne pas trop se compromettre, conseilla d'abord à un Ionien, qui se trouvait à Vienne, le comte Valsamachi¹ de défendre officiellement les intérêts des Sept-Iles. Mais, en réalité, tous les actes que Valsamachi soumit au congrès furent l'œuvre de Capodistrias, et ce dernier ne manquait pas non plus de soutenir les intérêts de sa patrie auprès des Alliés, soit dans des conversations particulières avec les ministres des Puissances, soit dans des notes qu'il leur remit. Le rêve de Capodistrias était de faire des Sept-Iles un Etat indépendant, sous la protection d'une Puissance, dont les pouvoirs auraient pour seul but de défendre l'état trop faible et de protéger ses intérêts commerciaux. Aussi, dans un mémoire que Valsamachi soumit aux plénipotentiaires des cinq cours, demandait-il :

1° Qu'on établisse d'une manière permanente l'existence politique de la république en lui accordant une forme de gouvernement indépendante ;

2° Qu'on lui laissât la faculté de se donner une constitution ou de réformer celle qui existait ;

3° Une garantie stable qui puisse assurer la liberté de son commerce et de ses relations politiques ;

4° Que la puissance garante n'ait en aucune manière et sous aucun prétexte le droit de s'immiscer dans le gouvernement².

Les projets les plus fantaisistes se donnaient d'ailleurs cours à Vienne. Les uns voulaient remettre les Iles à titre d'indemnité à une puissance de second ordre, d'autres, en donner la souveraineté à l'ordre des chevaliers de Malte. Enfin, on avait pensé en faire un Etat au profit d'Eugène de Beauharnais³, pour lequel on cherchait quelque chose qui pût le consoler de la perte de sa vice-royauté, ou même de l'Impératrice Marie-Louise⁴.

Capodistrias, dans un long rapport⁵ qu'il soumit au Tzar, examinait tous ces projets, pour conclure aux avantages qu'offrait la reconstitution de la République ionienne.

Faisant abstraction des droits que les Ioniens avaient de former un Etat libre et indépendant, Capodistrias se propose, dans son mémoire, de considérer la question ionienne « d'après les principes de l'intérêt général et sous le rapport des convenances, en vue de faciliter les moyens d'un arrangement favorable aux intérêts légitimes de sa patrie, et en même temps conforme à ceux des Puissances qui daignent lui accorder leur protection ».

En examinant la possibilité de donner les Iles comme indemnité à une puissance de second ordre, il faisait remarquer que

¹ Mendelssohn-Bartholdy, *Graf Kapodistrias*, p. 28.

² *IDEM, ibid.*, p. 29.

³ Voir des détails assez intéressants dans les *Mémoires de la comtesse Edling*, p. 215 et s.

⁴ *Mémoires de Metternich*, T. II, p. 498.

⁵ Rodocanachi, *Bonaparte et les Iles Ioniennes*, p. 251 et s.

l'Etat auquel on les remettrait serait obligé de faire des sacrifices énormes pour s'y maintenir, les ressources du pays étant très pauvres¹ eu égard aux grands frais qu'exigeait l'entretien des garnisons et des forteresses de Corfou, Ste-Maure, Zante et Cérigo. C'est la même raison qui ne permettait pas de les donner à un prince, lequel en ferait un Etat indépendant à son profit, sauf s'il avait une fortune personnelle « lui permettant de tirer parti, avec le temps, des ressources naturelles du pays et de profiter de tous les avantages relatifs qu'il présentait »².

Quant à l'ordre de Malte, « il ne peut devenir en aucune sorte, disait Capodistrias, le souverain des Sept-Iles ». Et cela pour deux raisons :

1^o L'hostilité que les Ioniens ont toujours manifesté pour la religion catholique ; le premier acte de la République Settinsulaire avait été de déclarer la religion orthodoxe, religion d'Etat, et de faire de Corfou le siège d'un métropolitain orthodoxe. « Comment donc soumettre ce peuple à un gouvernement qui dépend de la cour de Rome sans provoquer une suite interminable d'insurrections ? »

2^o La nécessité absolue pour les Iles d'entretenir les relations les plus amicales avec leurs voisins les Turcs. L'ordre de Malte, en tant qu'institution religieuse et politique, ne saurait entrer en relation avec les Turcs.

Etant donné les désavantages que présentaient ces diverses combinaisons, « la solution la plus simple, la plus facile et la plus conséquente, d'après Capodistrias, serait certainement la reconstruction et la reconnaissance de la République ionienne ». Et, afin d'éviter de donner un trop grand avantage à celle des Puissances qui aurait la domination exclusive des Iles, il conseillait de proclamer l'indépendance de la République des Sept-Iles, sous la protection de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse et de la France. Et, pour surcroît de garantie, il en demandait la neutralisation. C'est la première fois que l'idée de neutraliser les Iles Ioniennes apparaît dans l'histoire³.

C'est alors que l'Autriche émit ses prétentions sur les Iles, sous le prétexte qu'elles appartenaient autrefois à la République de Venise, qui allait faire partie aujourd'hui de ses Etats⁴. Et, chose curieuse au premier abord, elle fut soutenue dans cette prétention par l'Angleterre ; voici le projet d'article que les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne proposèrent au congrès⁵ :

« Lorsque S. M. Ferdinand IV sera rentré en possession du royaume de Naples, les Sept-Iles ou Iles Ioniennes seront possédées

¹ Capodistrias les évalue à 2 millions 500,000 livres.

² La comtesse Edling (*Mémoires*, p. 216) raconte que le prince de Beaucharnais, lorsqu'on lui parla des Iles Ioniennes, demanda tout d'abord ce que coûterait l'entretien de la forteresse de Corfou. Ayant trouvé le chiffre trop gros, il abandonna l'idée d'en devenir le maître, considérant l'aventure comme trop hasardeuse.

³ On sait que le Traité de 1863, en cédant à la Grèce les Iles Ioniennes, a proclamé leur neutralité. Cette neutralité fut restreinte en 1864 aux seules îles de Corfou et Paxos.

⁴ Mais depuis le Traité de Campoformio le sort des Iles avait été complètement séparé de celui de Venise !

⁵ Rodocanachi, *op. cit.*, p. 256.

par S. M. l'Empereur d'Autriche, sous les conditions où il sera convenu entre sa dite Majesté et la Grande-Bretagne, et qui remplissent les engagements vis-à-vis des habitants des dites îles, lorsqu'elles ont été occupées par les forces anglaises ».

Si l'Angleterre avait fait semblant d'appuyer l'Autriche dans cette proposition, c'est qu'elle savait très bien que, jamais, ni la Russie ne consentirait à donner les Îles à son plus grand rival dans les Balkans, ni les Ioniens à se placer sous le joug autoritaire de Metternich. Ils entendaient trop parler de la façon dont les Autrichiens traitaient les Italiens ! Enfin, n'étant point une puissance maritime, l'Autriche était incapable de protéger le commerce et la marine marchande ionienne.

En effet, l'Angleterre ne s'était pas trompée dans ses prévisions. Dans une lettre de Capodistrias à Clancarty¹, le ministre russe développait ces arguments et terminait en déclarant que « l'Angleterre est la suzeraine naturelle de cette République et que s'il était irrévocablement décidé que les dernières traces de petites républiques indépendantes disparaissent, si l'on ne pouvait trouver de salut pour les Îles que dans une soumission à une grande puissance, c'est à l'Angleterre qu'elles se soumettraient de préférence, dans l'espoir de placer leur nationalité sous la sauvegarde des formes constitutionnelles de cette grande nation et de pouvoir faire jouir leurs habitants du bienfait d'une existence honorable exempte du danger d'être dénaturée ».

L'Angleterre, en posant la question de mettre les Îles sous la protection autrichienne, avait écarté l'idée première de Capodistrias d'une protection collective de cinq Puissances, et se voyait proposer, par la Russie même, leur protectorat exclusif. Elle savait d'ailleurs d'avance les préférences que Capodistrias avait de voir les Anglais, plutôt qu'une autre puissance, s'installer à Corfou², du moment que le Tzar lui avait formellement déclaré qu'il lui était impossible de reprendre la protection des Îles, afin de ne pas réveiller les anciennes jalousies.

Mais voilà que le retour de Napoléon de l'île d'Elbe bouleversa toutes les négociations du congrès. La Russie avait fini par accepter que les Sept-Îles formassent une république, libre et indépendante, sous la seule protection de la Grande-Bretagne et la garantie des quatre autres Puissances³. Mais on n'était pas encore arrivé à se mettre complètement d'accord, et, avant de se dissoudre, le congrès décida de reprendre ces négociations après la fin des hostilités.

¹ 25 mars/9 avril 1815 (Rodocanachi p. 256).

² Le 24 décembre 1814, Castlereagh écrivait déjà à Liverpool : « In speaking of the islands one day to Mr Cooke, he (Capodistrias) said that as a russian minister he must promote whatever objects his court might give him in charge, but that, as a native, his opinion was that these islands, for their own happiness and prosperity, should remain under the protection of Great Britain, as the greatest maritime power, the best able to secure to them the advantages of their flag and the freedom of their commerce. » (Castlereagh, *Despatches*, III^e série, vol. II, p. 225).

³ Capodistrias à Lieven, le 8/20 juin 1815 (voir Rodocanachi, p. 262).

III

Nous avons vu qu'après de longues délibérations, la Diète fédérale de la Suisse s'était enfin décidée, sous la pression des ministres alliés, à voter une constitution. Ce pacte devait être reconnu et sanctionné par les Puissances réunies à Vienne, qui avaient pris, par l'intermédiaire de leurs représentants à Zurich, une part active à son élaboration, et qui, en faisant passer leurs armées par la Suisse, avaient promis de restaurer son intégrité territoriale et de reconnaître et garantir son indépendance. C'est pour ce but que la Diète envoya à Vienne une députation composée du landamman Reinhard¹, du conseiller Montenach de Fribourg, et du bourgmestre de Bâle, Wieland. Ils étaient chargés de présenter le pacte qu'on venait d'adopter, et de demander la reconnaissance formelle de l'Etat politique qu'il avait établi en Suisse ; de réclamer la reconnaissance solennelle de la neutralité helvétique et l'acquisition d'une frontière stratégique qui lui en facilitât, cas échéant, la défense ; à ce titre, ils devaient s'efforcer de faire rentrer la Confédération dans la possession de la Valteline, d'obtenir une communication directe entre Genève et la Suisse, enfin de solliciter la cession de la ville de Constance.

Indépendamment de la députation fédérale, certains cantons s'étaient fait représenter à Vienne, et même des partis politiques avaient envoyé des délégués. Parmi les députations cantonales, celle de Genève, composée de Pictet de Rochemont et François d'Ivernois, auxquels Eynard fut adjoint en qualité de secrétaire, joua un rôle tout à fait prépondérant. Elle était d'ailleurs chargée d'une revendication présentant un intérêt capital pour toute la Suisse : c'était d'obtenir le désenclavement du canton de Genève qui se trouvait séparé du reste de la Suisse, le traité de Paris n'ayant permis que la jouissance du chemin qui passe par Versoix et qui relie le canton de Genève avec le canton de Vaud. Ils devaient à cet effet obtenir la cession du pays de Gex. La supériorité des envoyés de Genève, notamment de Pictet de Rochemont, et la médiocrité de Reinhard², amena les ministres alliés à Vienne à avoir beaucoup plus de rapports avec les premiers qu'avec le second. Le rôle notamment que joua Pictet lui valut la nomination de plénipotentiaire de la Confédération au deuxième traité de Paris³. Il avait eu déjà l'occasion de connaître Capodistrias à Paris, en mai 1814, mais son séjour à Vienne en fit un véritable ami. Il le voyait presque chaque jour et c'est à lui qu'il confiait tous ses

¹ Voir les instructions dans les *Recès de la longue Diète*, II. Litt. A.

² En parlant de Reinhard, Capodistrias aurait dit un jour qu'il le trouvait incapable pour le travail dont il était chargé. « Il le trouve borné, hésitant et mû par des petites vues toutes relatives à Zurich », écrivait le 30 octobre P. de Rochemont à Turretini.

³ La députation genevoise ne joua pas seulement un rôle brillant dans les sessions du congrès, mais aussi dans les salons. Capodistrias, Pozzo di Borgo, Castlereagh, M. de Noailles, le duc de Richelieu étaient les habitués du salon de Mme Eynard, dont la beauté faisait l'admiration de tous les souverains et notamment du Tzar. (Voir *Journal d'Eynard au congrès de Vienne*).

embarras et demandait des conseils toutes les fois qu'il se trouvait dans une situation difficile. L'amabilité d'ailleurs et la bienveillance que lui témoigna toujours « son guide »¹ l'encouragèrent et créèrent une grande intimité entre les deux hommes.

Le séjour que Capodistrias avait fait en Suisse, lui avait inspiré un vrai amour pour ce pays et ses habitants, et ce fut avec un sincère dévouement qu'il s'appliqua à défendre les intérêts de cette nation. Les Suisses, de leur côté, ne lui ont pas ménagé leur reconnaissance. « De tous ceux qui se sont intéressés à nos succès, écrit P. de Rochemont², personne ne l'a fait avec plus de suite, de bienveillance, d'intelligence et d'effet que le comte Capo d'Istria. Dans quatre-vingt-douze conférences que j'ai eues avec lui, je l'ai toujours trouvé semblable à lui-même, le meilleur guide, le meilleur conseil et d'une patience que rien n'a pu lasser, quoique les affaires de la Suisse lui aient souvent donné de justes sujets de dégoût, et que la grande négociation de la Pologne et de la Saxe lui fut principalement confiée, ce qui aurait pu excuser son indifférence pour les intérêts de la petite Genève ».

Et d'Ivernois écrit que Capodistrias a mis « un véritable intérêt de cœur » à défendre les intérêts de la Suisse³.

Au moment où les députés suisses arrivaient à Vienne, la ville était en fête. Dans le courant d'octobre, une *commission pour les affaires de Suisse* fut instituée, sur la proposition de Capodistrias pour « garantir, conformément au traité de Paris, l'organisation politique que la Suisse se donnerait sous les auspices des grandes Puissances ». Elle était composée de Stein (Russie), Humboldt (Prusse), Stewart (Angleterre) et Wessenberg (Autriche). La France finit par y être aussi représentée par le duc de Dalberg, à partir du 30 novembre. Les préavis de ce comité devaient être soumis à la conférence générale des huit Puissances signataires du traité de Paris, qui constituaient le congrès proprement dit. Capodistrias avait refusé de faire partie du comité, estimant qu'il pouvait être plus utile à la Suisse en agissant dans les coulisses⁴. Il assista néanmoins à la plupart des séances, et ce fut parmi les hommes d'Etat réunis à Vienne celui qui joua le rôle le plus important dans les affaires de la Suisse.

Le comité commença ses travaux le 12 novembre. En vue de donner une direction à ses délibérations, Capodistrias avait préparé un exposé de la situation, en indiquant en même temps le but qu'on devait se proposer.

Dans la première séance, on s'occupa des réclamations territoriales du canton de Berne⁵. Tandis que Stewart et son collègue autrichien se montraient plutôt favorables aux réclamations terri-

¹ C'est ainsi que P. de Rochemont appelle fréquemment Capodistrias dans sa correspondance. Parfois il l'appelle aussi : « ma boussole ».

² *Correspondance*, T. I, p. 441.

³ *Correspondance*, p. 773.

⁴ *Journal manuscrit de Reinhard*. (Archives fédérales).

⁵ Elles portaient contre les cantons de Vaud et d'Argovie. Les Bernois réclamaient la partie du canton d'Argovie qui, jusqu'en 1798, se trouvait sous leur domination immédiate ; quant à Vaud, ils avaient renoncé à toute prétention sur leurs droits de souveraineté sur ce canton et leurs réclamations ne portaient plus que sur des objets économiques et des dédommagements. (Voir p. 57).

toriales bernoises, les plénipotentiaires russes se prononcèrent pour l'intégrité des XIX cantons, en invoquant la convention du 29 décembre 1813 et les déclarations antérieures des Puissances. Capodistrias, notamment, fit sentir que l'esprit qui avait amené la révolution en Suisse s'était manifesté bien avant qu'elle n'éclatât en France, et tenait au mécontentement du peuple causé par les institutions aristocratiques de monopole et de sujétion, dont les actes avaient blessé les intérêts généraux et l'amour-propre. La révolution française n'avait été que l'occasion de celle de la Suisse, occasion qu'on avait saisie avec empressement. Et il concluait en disant que les Puissances alliées, entrées en Suisse en amies et ayant énoncé leur volonté de consacrer l'intégrité absolue des cantons, ne sauraient admettre la validité des titres sur lesquels se fondaient les partisans du régime aristocratique pour réduire leurs compatriotes à l'état de sujétion.

Le 15 novembre, sur l'invitation de Capodistrias exprimant le désir des ministres de s'entretenir avec la légation suisse, Reinhard et ses collègues furent entendus par la commission. Ils remirent aux ministres des exemplaires imprimés de la nouvelle constitution, et demandèrent la reconnaissance de l'indépendance et de la neutralité helvétique et le retour aux anciennes frontières avec quelques rectifications. Les jours suivants, la commission entendit Zeelrleder, député de Berne, et Laharpe, député de Vaud.

Ce fut dans la cinquième séance, le 10 décembre, que le comité s'occupa pour la première fois officiellement de la question des frontières. Voici les points sur lesquels portaient les réclamations territoriales des Suisses, telles qu'elles furent déterminées dans le mémoire remis le 5 décembre par les délégués de la Confédération¹, « afin que la Suisse puisse avoir des limites contiguës, non interrompues, et susceptibles d'une défense simple et facile ».

A. Du côté de la France :

1^o Tout le pays connu sous la dénomination d'évêché de Bâle.

2^o La vallée des Dappes que le canton de Vaud avait été obligé de céder en 1802 à la France, et pour laquelle il devait recevoir une indemnité qui ne fut jamais réglée.

3^o Le pays de Gex, ou tout au moins les communes situées entre Coppet et Genève, et entre cette ville et les enclaves qu'elle possédait en France, afin de pouvoir établir une communication directe par terre entre Genève et la Suisse. La France, occupant Versoix, pouvait entraver à sa guise, par ses douanes, le trafic sur la route commune de Versoix ; et puis, au point de vue militaire, cette situation était plus que gênante. Un autre moyen proposé pour relier Genève à la Suisse était la cession de la rive gauche du Léman.

B. Du côté de l'Italie :

1^o La Valteline et les comtés de Bormio et Chiavenna, convoités par l'Autriche, à cause de leur importance militaire ;

2^o L'emplacement où était situé jadis le fort Fuentes, au pied duquel se trouve aujourd'hui le petit village de Sainte-Agathe ;

¹ *Journal manuscrit de Reinhard.*

3^o Le village de Campione (sur la rive gauche du lac de Lugano);

C. Du côté de l'Allemagne :

1^o La ville de Constance ;

2^o Certaines localités à proximité de Schaffhouse.

L'Autriche parut tout d'abord plutôt disposée à donner à la Suisse la satisfaction qu'elle demandait, mais les négociateurs suisses furent assez maladroits pour laisser échapper l'occasion et ne pas conclure immédiatement un arrangement favorable à leur pays ¹.

De même, le duc de Dalberg offrit le 8 décembre ² de céder Versoix et un petit territoire autour de Genève qui rendrait contigu tous les territoires de ce canton contre l'échange d'une partie de l'évêché de Bâle, mais sous les conditions suivantes :

1^o Qu'il ne soit rien demandé de plus au roi de Sardaigne ;

2^o Que le libre exercice de la religion catholique soit accordé dans la portion cédée du pays de Gex ;

3^o Que la France et ses sujets conservent la liberté entière de naviguer, comme par le passé, sur le lac de Genève, sans que les communications soient entravées par aucune gêne et par aucun impôt ;

4^o Que le canton de Berne recouvre la partie de l'Argovie qu'il possédait jadis.

Mais, à cette dernière condition, on se récria contre Dalberg, et Capodistrias, entre autres, fit observer que, si la France voulait exiger cette condition, les affaires de la Suisse seraient de nouveau entravées et « que pour faire plaisir à vingt ou trente familles bernoises on mécontenterait tout le pays » ³. D'ailleurs, quelques jours plus tard, Dalberg retira son offre d'échange comme « singulièrement contraire à l'opinion en France, d'après les informations qu'on a reçues » ⁴.

Les sessions suivantes furent remplies de discussions territoriales, notamment sur la Valteline, qui finit par être réunie aux Etats autrichiens (18 mars), malgré les efforts de Capodistrias.

Ce fut dans la dixième séance, du 16 janvier 1815, que la commission entendit le rapport de Capodistrias, qui résumait la situation des affaires suisses et indiquait les moyens les plus propres à terminer les questions en suspens. Capodistrias travaillait depuis longtemps à cet acte. Le 19 décembre, ayant été chargé de rédiger le rapport du comité, il se mit aussitôt au travail, après avoir obtenu l'assentiment du Tzar sur les points principaux. On discuta longuement dans les conférences des ministres sur les diverses parties de ce rapport, mais finalement les opinions de Capodistrias triomphèrent.

Dans ce long rapport ⁵, après avoir rappelé la résolution de la Diète du 29 décembre 1813, proclamant l'intégrité territoriale des XIX cantons, et les promesses que les ministres alliés à Zurich

¹ *Recès de la longue Diète*, II. Litt. F.

² *Ibid.*

³ *Journal d'Eynard*, p. 177.

⁴ *Recès de la longue Diète*, II. Litt. F.

⁵ *Ibid.*, II. Litt. J.

firent à ce sujet au président de la Diète, Capodistrias se demandait si, eu égard à sa situation intérieure, la Suisse était en état de se passer de toute intervention étrangère pour maintenir sa tranquillité intérieure et donner ainsi à l'Europe des garanties de stabilité et de force, qui sont la condition de la reconnaissance et de la garantie de l'indépendance et de la neutralité helvétique. Le ministre du Tzar estimait que, vu les prétentions souvent exorbitantes de certains cantons, si on laissait librement les Suisses s'arranger entre eux, une guerre civile serait inévitable, et ce serait là un événement funeste pour la Suisse et très dangereux pour le repos des Etats voisins. C'est ce qui a décidé le Comité à se rendre compte que l'unique moyen de pacifier la Suisse était de se prononcer lui-même et irrévocablement sur les questions territoriales et pécuniaires qui la divisent. « C'est dans ces conditions, disait le rapport, que le comité a puisé les motifs du droit des Puissances intervenantes, de proposer à la Suisse, comme condition expresse des avantages qu'elles sont disposées à lui accorder, l'acceptation d'une transaction finale, au moyen de laquelle on espère terminer irrévocablement tous les différends qui se sont élevés entre les Etats ».

Une fois le principe d'intervention ainsi justifié, Capodistrias se prononçait pour l'intégrité des nouveaux cantons pour les motifs suivants : « Si les anciens cantons, disait-il, invoquent à l'appui de leurs prétentions territoriales le principe de l'ancienne possession acquise à juste titre, les nouveaux cantons existent pourtant et sont en possession du territoire réclamé depuis plusieurs années ; les restitutions proposées les mettraient au pouvoir des anciens cantons ». A l'appui de ce raisonnement logique et équitable existe la déclaration du 29 décembre 1813, à laquelle sont d'ailleurs conformes les assurances données par les ministres alliés à Zurich.

Mais une fois le principe de l'existence et de l'intégrité des XIX cantons posé, tels qu'ils étaient territorialement constitués au moment de l'entrée des Alliés en Suisse, « le comité, disait Capodistrias, n'a pu se dissimuler que, par cette décision, les nouveaux cantons se trouveraient exclusivement favorisés et que de là résulterait l'impossibilité de rétablir des rapports sincères et solides entre eux et les anciens Etats, leurs confédérés ». C'est pourquoi il proposait de donner à Berne l'évêché de Bâle, moins les districts destinés à servir de moyen d'échange contre le pays de Gex¹, et des parcelles destinées à arrondir Bâle et Neuchâtel. De même il accordait aux cantons de Berne et de Zurich la jouissance pleine et entière du capital qu'ils avaient placé à la Banque d'Angleterre et excluait toute prétention partielle sur ces fonds de la part des cantons de Vaud et d'Argovie. Il posait le principe d'une indemnité pécuniaire à payer par les nouveaux cantons, « qui étaient redevables à la négociation actuelle de l'affermissement de leur existence politique et de leur intégrité territoriale », aux petits cantons de Schwytz, Uri, Unterwald, Glaris et Zoug, « qui ont essuyé des pertes, qui tendent à les indisposer contre le nouveau système fédératif de la Suisse ».

¹ En vue d'obtenir de la France le pays de Gex pour le canton de Genève on lui avait offert le Porrentruy. C'est un point sur lequel nous reviendrons.

A ce rapport était annexé un projet de déclaration, par laquelle le congrès communiquait officiellement à la Suisse ses décisions et demandait l'adhésion de cet Etat aux décisions prises par lui, comme condition de la reconnaissance de sa neutralité et d'une rectification de ses frontières. Une note de Metternich devait accompagner la déclaration et exprimer le désir du congrès que Neuchâtel, Genève et le Valais fussent reconnus comme cantons, et qu'on accordât une pension à l'abbé de St-Gall et une amnistie générale dans toute la Suisse pour délits politiques.

Les députés de la Diète croyaient le moment de la pacification proche et s'en réjouissaient ; mais ils se trompaient ! Les vues particulières de la France et de l'Autriche devaient retarder la décision définitive et donner à la Suisse bien des désillusions. Lorsqu'enfin, le 9 février, les autres ministres exigèrent de Metternich qu'on s'occupât de la Suisse, le chancelier autrichien présenta un nouveau rapport à la place de celui de Capodistrias, qui, entre autre, donnait beaucoup plus de satisfactions à Berne. « L'Autriche jalouse de la Russie, écrivait Pictet ¹, a repris des points importants du travail de Capo d'Istria. Tout cela va prolonger déplorablement cette affaire ».

La lenteur avec laquelle se déroulaient les négociations relatives à la Suisse avait pour résultat d'entretenir les espérances des réactionnaires et de prolonger les inquiétudes de leurs adversaires. On peut dire que le retour de l'île d'Elbe a été un bienfait pour la Suisse. Car, si le traité secret du 3 janvier avait abouti à une guerre entre la Prusse et la Russie, d'un côté, et l'Autriche, l'Angleterre et la France de l'autre, et si ce dernier groupe triomphait, le parti de Laharpe aurait été privé de son plus puissant protecteur, et le parti réactionnaire aurait triomphé sur toute la ligne.

A côté de ces questions intéressant toute la Confédération, celle qui avait une importance spéciale pour Genève, c'est-à-dire l'établissement d'une communication directe entre ce canton et le reste de la Suisse, faisait l'objet de longues négociations. Les représentants de Genève étaient chargés de demander la cession de la part de la France du pays de Gex, contre lequel la Confédération était disposée d'abandonner le Porrentruy. En plus, les Genevois demandaient la cession par la France de quelques communes autour de Genève, afin de rendre leurs territoires contigus. La France parut tout d'abord assez disposée de satisfaire ce vœu de la Suisse. Dans une conversation que Dalberg eut avec Capodistrias le 2 décembre, le plénipotentiaire français lui fit espérer que son gouvernement consentirait à céder même Ferney, et nous avons vu que, le 8 décembre, il offrit officiellement de céder Versoix et un petit territoire autour de Genève, moyennant certaines conditions, mais que, dès le 13, il retira son offre. Voyant qu'ils ne pouvaient rien obtenir de la France, les Genevois tournèrent leurs yeux du côté de la Sardaigne. Ils cherchèrent à acquérir le territoire compris entre le lac Léman et les premières sommités des Alpes, avec la condition que la route de Genève au Bouveret serait neutralisée et ne pourrait servir en temps de guerre qu'aux troupes de la Confédération. Capo-

¹ Correspondance, p. 329.

distrias appuya fortement cette demande, mais le représentant de la Sardaigne, M. de St-Marsan, s'y opposait vivement. Afin de décider St-Marsan, Capodistrias chercha une compensation. Désespérant de réunir la Valteline à la Suisse, il l'offrit à l'Autriche en lui demandant en échange de céder à la Sardaigne les fiefs impériaux qu'elle possédait dans la province de Gênes ; moyennant cet abandon le roi de Sardaigne consentirait à satisfaire les Genevois. Le plan, réussit parfaitement, grâce à l'adresse de Capodistrias et fut transcrit dans un protocole signé à Vienne le 29 mars 1815¹ ; le roi de Sardaigne déclarait mettre à la disposition des Alliés ;

1^o La partie de la Savoie située entre l'Arve, le Rhône, le territoire anciennement savoyard, occupé en ce moment par la France, le mont Salève jusqu'à Veyrier ;

2^o La partie du même pays comprise entre la grande route du Simplon, le lac Léman, le territoire genevois actuel et la rivière d'Hermance ; afin que ces territoires fussent réunis au canton de Genève.

De plus, S. M. Sarde accordait : la communication entre le canton de Genève et le Valais par la route du Simplon et l'autorisation de débarquer en tout temps des troupes suisses sur tous les points de la route méridionale du lac.

Ce protocole fut annexé à la transaction du 20 mars, qui avait été signée entre temps à Vienne, et qui réglait le sort de la Suisse.

Voici le texte de la déclaration précédant la transaction du 20 mars, qui avait pour base le rapport de Capodistrias, mais altéré par toutes les modifications importantes qu'il avait subies pendant les mois de février et de mars.

Les Puissances appelées à intervenir dans l'arrangement des affaires de la Suisse pour l'exécution de l'article VII du Traité de Paris du 30 mai 1814, ayant reconnu que l'intérêt général réclame en faveur du Corps helvétique l'avantage d'une neutralité perpétuelle et voulant par des restitutions territoriales et des cessions lui favoriser les moyens d'assurer son indépendance et maintenir sa neutralité ;

Après avoir recueilli toutes les informations sur les intérêts des différents cantons et pris en considération les demandes qui leur ont été adressées par la Légation helvétique

déclarent

que, dès que la Diète helvétique aura donné son accession en bonne et due

¹ Dans son rapport au Conseil d'Etat de Genève, Pictet de Rochemont fait le plus grand éloge de Capodistrias auquel il attribue le succès de cette négociation. « S'il y avait, dit-il, un point sur lequel toutes les Puissances étaient d'accord, c'était la bienveillance pour Genève. Cependant il devenait tellement difficile de nous faire un lot, que si le comte Capo d'Istria n'avait employé en notre faveur autant d'adresse que de fermeté, l'intérêt qu'on nous montrait se serait probablement évaporé en protestations stériles... Il mit beaucoup d'adresse et de scrupule à écarter l'idée que le sacrifice de la Valteline fût le prix de l'arrondissement de notre territoire, car il sentait que c'eût été nous faire entrer dans la Confédération sous des auspices défavorables. Il négocia avec St-Marsan. Il s'entendit avec Lord Wellington. Il demanda au premier de présenter un projet dont il nous donna secrètement connaissance pour que nos objections fussent plus complètes et plus mûries, quand nous serions appelés par les négociateurs anglais à nous décider promptement sur le fond et sur la forme, car on ne nous accordait pas le droit d'être difficiles.

Le secret le plus profond présida à cette négociation... Il fallait prévenir les intrigues de Turin, les menées en Savoie, les efforts du cabinet français pour faire manquer la chose... » (*Correspondance de P. de Rochemont*, p. 460-1.).

forme aux stipulations renfermées dans la présente transaction, il sera fait un acte, portant la reconnaissance et la garantie de la part de toutes les Puissances de la neutralité perpétuelle de la Suisse dans ses nouvelles frontières, lequel acte fera partie de celui qui, en exécution de l'article XXXII du susdit traité de Paris du 30 mai, doit compléter les dispositions de ce traité.

La transaction du 20 mars stipulait que :

L'intégrité des XIX cantons, tels qu'ils existaient en tant que corps politiques à l'époque de la convention du 29 décembre, était reconnue comme base du système helvétique ;

Le Valais, la Principauté de Neuchâtel et Genève étaient réunis à la Suisse. La vallée des Dappes (cédée à la France en 1802) était rendue au canton de Vaud¹.

L'évêché de Bâle et la ville et le territoire de Bienne devaient faire partie du canton de Berne, sauf un district annexé au canton de Bâle et un petit territoire donné au canton de Neuchâtel.

Dans le but d'assurer les communications commerciales et militaires entre Genève et le reste de la Suisse, la France consentait à faire placer la ligne de douanes de manière à ce que la route qui conduit de Genève, par Versoix, en Suisse, fût en tout temps libre, et que ni les postes, ni les voyageurs, ni les transports de marchandises fussent inquiétés par aucune visite de douane, ni soumis à aucun droit. Il était également entendu que le passage des troupes suisses ne pourrait y être aucunement entravé.

La Confédération accéda officiellement à la déclaration du 20 mars, le 27 mai 1815, et le pacte fédéral fut solennellement proclamé à Zurich le 7 août 1815. Mais l'acte de neutralité de la Suisse qui devait suivre son accession à la transaction du 20 mars ne fut pas encore signé. La Suisse se vit obligée d'accéder à la nouvelle coalition contre Napoléon et à refuser de recevoir le ministre que celui-ci envoya en Suisse. Ce ne fut qu'à Paris, après la chute de Bonaparte, que le sort de la Suisse fut définitivement fixé.

IV

Pendant la seconde campagne de France, Capodistrias suivit Alexandre et fit son entrée à Paris avec les monarques triom-

¹ Cette question de la vallée des Dappes devait donner lieu encore à de longues négociations. La France ayant été obligée, par les traités du 20 novembre 1815, de céder Versoix à la Suisse, demanda en échange la vallée des Dappes. Les Puissances trouvèrent cette demande équitable et s'engagèrent à l'appuyer auprès de la Confédération. Des négociations furent entamées, mais n'aboutirent pas. Elles ne furent reprises qu'en 1851 et se terminèrent par le traité du 8 décembre 1862, qui résolut la question en divisant la vallée en deux parties, de manière à ce que chacun des deux pays eût des communications indépendantes et une frontière correctement délimitée.

Ce traité de 1862, disons-le en passant, est une des rares conventions relatives à des cessions territoriales, qui aient équitablement résolu la question de la nationalité des personnes, habitant les territoires cédés. En effet, en vertu de l'article III, « les habitants de la partie de la vallée des Dappes qui revient à la France demeureront Français, à moins qu'ils ne déclarent, dans le délai d'une année, opter pour la nationalité suisse, auquel cas ils pourront conserver leur domicile et leur établissement sur le territoire cédé ». Une faculté analogue était accordée aux habitants de la partie de la vallée qui allait appartenir à la Suisse et qui voulaient garder la nationalité française.

phants. Déjà les diverses Puissances, notamment la Prusse, ne manquaient pas de montrer leur désir de profiter largement de leur victoire, en imposant à la France une importante rectification de frontière et une forte indemnité. Seule la Russie était opposée à ce système et allait défendre la France après avoir contribué au retour de la dynastie des Bourbons. Capodistrias, dont l'influence sur Alexandre allait toujours croissant, fut, avec Pozzo di Borgo, plus français que russe et un des partisans les plus acharnés des Bourbons, le principal inspirateur de cette politique. Ne perdant jamais de vue les affaires d'Orient, il fit voir au Tzar que, dans la réalisation de ses projets sur les Balkans, la Russie aurait certainement rencontré l'opposition de l'Autriche et de l'Angleterre ; il lui fallait donc trouver un allié puissant pour la soutenir dans cette lutte, et ce ne pouvait être que la France, une France forte et puissante ; c'est pourquoi il fallait à tout prix réduire au minimum les concessions qu'on allait demander aux Bourbons, dont la Russie, d'ailleurs, n'aurait à tirer aucun profit. Ce furent là les raisons qui inspirèrent Capodistrias dans la rédaction du célèbre mémorandum du 28 juillet¹, par lequel s'ouvrirent les conférences des « quatre » à Paris.

Capodistrias partait du principe que le but de la guerre qui venait d'être heureusement terminée avait été de délivrer la France de Bonaparte et du système révolutionnaire. Grâce au triomphe des armées alliées on avait atteint ce résultat. Il ne restait donc plus qu'à assurer, par des mesures efficaces, le repos de la France, et conséquemment celui de l'Europe. Il fallait demander à la France des garanties suffisantes qui rendissent à jamais impossible le retour des révolutions.

Ces garanties pourraient être de deux sortes : morales ou réelles. La meilleure garantie morale serait « une constitution qui affermirait le pouvoir du gouvernement du roi sur celui d'une représentation nationale, et qui identifierait les intérêts créés par vingt-cinq ans de révolution à ceux de la royauté. La partie saine et la majorité de la nation se rallierait ainsi fortement au trône des Bourbons.

» Quant aux garanties réelles, disait Capodistrias, on pourrait resserrer les limites de la France, lui enlever la ligne de défense qui garantit ses frontières, la priver de tout le matériel de son état militaire, enfin la frapper d'une forte contribution pécuniaire, qui la mettrait pour longtemps dans l'impossibilité de se relever de la crise actuelle.

» Mais, tous ces moyens, faisait-il observer, seraient contraires à la ligne de conduite que s'étaient jusqu'ici tracé les Puissances. En prenant les armes contre Bonaparte, elles n'ont point considéré la France comme un ennemi, ont reconnu pendant les Cent jours le Roi de France, et n'avaient d'autre but que le maintien du traité de Paris, comme base des stipulations du congrès de Vienne.

» Elles ne sauraient donc aujourd'hui faire des conquêtes sur la France, sans qu'un nouveau traité détermine au préalable les motifs de changement de système et en fixât les principes ; mais

¹ Angeberg, *Le congrès de Vienne et les traités de 1815*, p. 1471.

ces motifs et ces principes seraient en contradiction avec ceux qui ont été consacrés par le traité de Paris et par toutes les stipulations de Vienne. Ces stipulations, en effet, avaient eu pour but de reconstruire les Etats respectifs sur une échelle propre à rétablir un juste équilibre en Europe. En portant atteinte à l'intégrité de la France il faudrait revenir sur toutes les stipulations de Vienne, procéder à de nouvelles stipulations territoriales, combiner un nouveau système d'équilibre. Cette opération provoquerait une divergence dans la conduite uniforme que les Puissances ont suivie jusqu'ici, et de laquelle seule les peuples attendent le repos.

» D'autre part ce serait là détruire dès son principe la restauration des Bourbons, accomplie par les Puissances, que d'obliger le Roi à consentir à des concessions qui donneraient au peuple français la mesure de la méfiance avec laquelle les Puissances alliées envisagent la stabilité de leur propre ouvrage. Affaiblir directement les forces de la nation française, concluait Capodistrias, pour l'obliger à respecter le gouvernement que l'Europe veut reconnaître comme légitime, c'est dire à la France qu'un gouvernement légitime est pour elle une calamité ; c'est justifier peut-être aux yeux de la postérité toutes les horreurs de la révolution ; c'est faire croire à la guerre, c'est engager les Puissances à se tenir en mesure de la faire avec succès ».

Mais, malgré ce beau plaidoyer, l'Europe ne voulait pas sortir de cette guerre sans avoir recueilli des avantages d'une certaine importance. Humboldt réclamait une modification des frontières. La situation n'était plus la même qu'en 1814, disait-il ; on avait fait une terrible expérience, au prix d'énormes sacrifices, et il demandait la cession de la part de la France des places fortes des Flandres, de l'Alsace et de la Lorraine, une contribution de 1200 millions et une armée d'occupation de 24,000 hommes, pour préserver l'Europe contre le retour de pareilles horreurs.

La position prise par le prince de Metternich ne différait pas notablement de celle prise par la Prusse. Il estimait indispensable une rectification des frontières qui enlèverait à la France les forteresses les plus importantes, et une lourde indemnité.

L'Angleterre était beaucoup moins exigeante. Ayant gardé les colonies qu'elle désirait, elle déclarait que, pour rétablir l'ordre en France et rendre le Roi populaire, il fallait s'abstenir d'imposer à la nation des concessions territoriales. Mais pour ce qui concernait les indemnités pécuniaires, qu'il réclamait de la France, le cabinet de St-James se montrait intransigeant.

Les pourparlers entre les représentants des Quatre se poursuivaient dans cette voie. Le changement de ministère en France et l'avènement du duc de Richelieu ne modifièrent pas beaucoup les dispositions de l'Europe, sauf celles de la Russie, dont les sympathies pour la France s'étaient accrues avec l'avènement du protégé du Tzar. La Russie, en effet, s'était toujours méfiée d'un gouvernement présidé par le prince de Talleyrand, surtout depuis la découverte du traité secret du 3 janvier. Pour devenir, cas échéant, l'alliée de la France, elle voulait voir à la tête de ce pays un homme en qui elle pouvait avoir pleine et entière confiance. C'est pourquoi Alexandre appuya de toutes ses forces la candida-

ture du duc de Richelieu, « le plus parfait des gentilshommes », qui avait longtemps servi en Russie comme gouverneur d'Odessa.

C'est alors que Capodistrias conçut l'idée de faire rédiger la célèbre lettre que Louis XVIII adressa au Tzar et dans laquelle le vieux roi déclarait préférer descendre du trône que régner sur la France avilie et déchirée par les Alliés de son Roi¹. La lettre fut rédigée par Alexandre Stourdza, le secrétaire particulier de Capodistrias, et rectifiée par ce dernier². On choisit le moment où Alexandre était en conférence avec ses alliés pour la lui remettre. L'effet escompté fut obtenu. Les Alliés, effrayés des difficultés qu'amènerait une abdication de Louis XVIII, cédèrent, et, après de nouveaux pourparlers, finirent par s'entendre.

Cet accord fut d'ailleurs facilité par l'absence d'une action commune. Si on était du même avis sur la nécessité d'affaiblir la France, on ne l'était plus lorsqu'il s'agissait de déterminer les territoires qu'on voulait demander et les Etats auxquels il fallait les attribuer³.

Nous n'avons pas à examiner ici les nombreuses conventions connues sous le nom de traités du 20 novembre. On en connaît les stipulations principales pour ce qui concerne la France. Rectification des frontières, indemnité de guerre de 700 millions, occupation militaire aux frais de la France, pendant cinq ans (pouvant être réduite à trois ans si l'état du royaume le permettait). A toutes ces dépenses il faut ajouter une infinité de réclamations pécuniaires élevées contre le trésor français par des particuliers ou des associations; d'après le témoignage de Pozzo, le total de ces réclamations atteignait près de deux milliards de francs, et le gouvernement français doutait de la possibilité de les payer⁴.

C'est Capodistrias avec Gentz qui furent chargés de la rédaction du texte définitif du traité⁵.

Si les conditions imposées à la France ne furent pas plus lourdes, celle-ci le doit en grande partie à Capodistrias. Dans toutes les conventions préliminaires, il fit tout ce qu'il put pour soutenir Richelieu. « Nous avons signé hier, écrivait ce dernier à Alexandre le 17 octobre 1815⁶, après des débats bien pénibles, la convention pécuniaire qui a rapport aux contributions. Les plénipotentiaires de V. M. ont été infiniment utiles, et je me plais à reconnaître que c'est à Votre puissante intervention que nous devons les adoucissements obtenus. Je sais que le comte Capo d'Istria a été même au delà de ses instructions. J'ose supplier V. M. de ne pas le désavouer. » Et le 23 novembre, après la signature du traité définitif, il écrivait encore : « Nous avons eu bien à nous louer de lui (de

¹ Voir *Correspondance de Pozzo di Borgo*, I, p. 209.

² Comtesse Edling, *Mémoires*, p. 245. Cf. *Revue d'histoire diplomatique*, 1888, p. 403.

³ Gervinus, *Histoire du XIXe siècle*, T. I, p. 323.

⁴ Martens, *Traité de la Russie*, T. XIV, p. 357.

• La disposition sur les indemnités a mis Capo d'Istria dans des convulsions inexprimables », a dit plus tard Gentz à Artaud, secrétaire de l'ambassade française à Vienne (Rain, *L'Europe et la Restauration*, p. 369).

⁵ F. von Gentz, *Oesterreichs Theilnahme an den Befreiungskriegen*, p. 734.

⁶ *Le duc de Richelieu, Correspondance et documents*. (Soc. Imp. R., T. 54.).

Capodistrias) dans toute cette négociation. Je suis sûr que M. Pozzo continuera à me seconder aussi, bien efficacement ».

C'est cette même reconnaissance pour Capodistrias qui inspire tous les hommes d'Etat français du temps.

« M. le comte Capo d'Istria, écrit le baron de Barante dans ses souvenirs¹ est l'homme qui contribua le plus à rendre les traités souvent accablants pour la France et à inspirer aux alliés une modération relative. Il jouissait alors de toute la confiance de l'Empereur Alexandre et, avec la bonne foi et les illusions d'un philosophe, le poussait sagement dans les voies libérales. Quelques jours avant la signature du traité, M. de Richelieu m'invita à venir dîner en quatrième avec lui, M. Capo d'Istria et M. Pozzo. Nous passâmes plusieurs heures à nous entretenir de la triste situation de la France, et en vérité qui nous eût écoutés aurait cru que nous étions tous les quatre de la même patrie. M. Capo d'Istria donnait courage et meilleur espoir au duc, et sans rien promettre de trop, restant grave et réservé, laissait entrevoir que lui auprès de l'Empereur, et l'Empereur auprès de ses alliés, tentaient d'alléger les conditions du traité ».

Et Pasquier dit que Capodistrias rendit à la France le plus grand des services².

V

Pendant son séjour à Paris, Capodistrias continua à s'occuper activement de l'affaire qui lui tenait le plus au cœur : celle qui concernait le sort de son pays natal. Nous avons vu que la question ionienne n'ayant pu être réglée à Vienne, on ajourna les délibérations à la fin de la guerre. C'est donc à Paris que le sort des îles allait être définitivement fixé. Seulement les choses avaient changé. Le prestige que l'Angleterre acquit à Waterloo la rendit plus intransigente³. Elle ne voulait plus entendre parler de protection, elle voulait acquérir les îles en pleine propriété⁴.

Dès le 11 août 1815, l'Angleterre soumit à Capodistrias un projet de convention dans lequel il était dit que les îles et leurs dépendances continentales « seront possédées et tenues à perpétuité par Sa Majesté Britannique, ses héritiers et successeurs, en pleine et entière souveraineté »⁵. C'était tout à fait contraire à ce qu'on

¹ p. 225 et s.

² *Mémoires*, T. 3, p. 429.

³ « L'Angleterre dans le congrès qui décidera de l'arrangement définitif de la France aura droit à une influence beaucoup plus grande qu'elle n'a eue en 1814, lit-on dans le *Morning Chronicle* du 29 juin 1815. Dans ce temps l'Empereur Alexandre prit un ton fort haut à cause des secours effectifs qu'il avait fournis ; aujourd'hui ni lui, ni l'Autriche ne peuvent mettre en avant semblables prétentions. (Voir Rain, *L'Europe et la Restauration*, p. 181).

⁴ Lord Bathurst écrivait à Castlereagh le 28 juillet : « Mr Foresti had told Bunbury that the Ionian Islands were to be independent, and that we were only to be protectors of them. He said that he had this from Capodistrias, and that they hoped we would accept the Islands under their conditions. I have desired Bunbury to take the first opportunity of telling him he was sure we would not. » Et le 31 juillet Castlereagh lui répondait : « We must insist upon having a complet sovereignty, and consequently a full legislative discretion. » Castlereagh, *Despatches*, IIIe série, vol. II, p. 444 et 449.

⁵ Rodocanachi, *op. cit.*, p. 265.

avait décidé à Vienne. Aussi Capodistrias écrivait-il trois jours plus tard à Clancarty ¹ que l'Empereur, auquel il avait soumis le projet envoyé par les plénipotentiaires anglais, « s'attendait à trouver dans le projet de convention un arrangement propre à réunir tous les suffrages. Celui cependant qui vient d'être proposé et décline les espérances du peuple settinsulaire, et rend inapplicable à la décision de son sort la garantie des Puissances ayant droit sur l'île de Corfou ».

Capodistrias revenait toujours à cette idée que, si les six îles avaient été conquises par les Anglais, la septième, Corfou, qui était de beaucoup la plus importante, n'avait été remise à l'amiral britannique qu'en vertu du traité de Paris. Les Anglais, par conséquent, n'avaient qu'un mandat des Puissances pour administrer provisoirement les îles, jusqu'à ce que leur sort fût définitivement fixé. C'est cette même idée qu'il défendait dans un contre-projet qu'il soumit au duc de Wellington le 20 septembre ². D'après ce projet, les îles Ioniennes devaient former un Etat libre et indépendant, sous la protection de Sa Majesté Britannique, et sous la garantie des trois autres Puissances. La constitution qui était en vigueur en 1807 devait fonctionner de nouveau. Les Anglais auraient le droit de tenir garnison dans les forteresses de la République, afin de rendre leur protection plus efficace. Enfin l'article 7 stipulait que « le pavillon de la République, tel qu'il existait jusqu'en 1807, serait protégé par les hautes parties contractantes et reconnu de commun accord comme le pavillon d'un Etat libre et indépendant ».

Le 23 septembre, Capodistrias, en faisant part à Castelreagh du projet de convention susmentionné, écrivait ³ : « L'expérience du passé a suffisamment démontré que la liberté et l'indépendance politique ne sauraient prospérer sur le sol des Iles Ioniennes, qu'autant qu'elles seront placées sous les auspices d'une protection libérale et puissante, capable de tenir dans de justes bornes l'influence trop active des institutions républicaines, tant dans l'intérieur du pays que dans les contrées environnantes, et propre à préserver de toute atteinte extérieure l'existence de ce petit Etat. C'est sous ce double point de vue que la protection exclusive de la Grande-Bretagne, fondée sur la résignation pleine et entière des droits que les autres Puissances auraient pu se réserver, devient éminemment propice à la sécurité extérieure de cet Etat, ainsi qu'à sa tranquillité intérieure. »

Après de longs pourparlers, qui eurent surtout lieu entre Capodistrias et Castelreagh, on finit par se mettre d'accord sur un texte, et la convention relative aux Iles Ioniennes fut signée à Paris le 5 novembre 1815 entre les quatre Puissances ⁴.

L'article premier stipulait que les Sept-Iles et leurs dépendances continentales « formeront un seul Etat libre et indépendant sous la dénomination d'Etats-Unis des Iles Ioniennes.

» Cet Etat, poursuivait l'article 2, sera placé sous la protection exclusive de S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne

¹ le 2/14 août, *ibid.*, p. 266.

² Rodocanachi, p. 268.

³ Rodocanachi, p. 270.

⁴ La France y accéda le 27 septembre 1816.

et d'Irlande et de ses héritiers et successeurs. En conséquence, les autres Puissances contractantes renoncent à tout droit et prétention particulière, qu'elles auraient pu former à cet égard, et garantissent formellement toutes les dispositions du présent traité. Les Etats-Unis des Iles Ioniennes régleront, avec l'approbation de la Puissance protectrice, leur organisation intérieure ; et pour donner à toutes les parties de cette organisation la consistance et l'action nécessaire, S. M. Britannique vouera une sollicitude particulière à l'administration et à la législation générale de ces Etats. En conséquence S. M. nommera pour y résider un lord Commissaire Supérieur, qui sera investi de toute l'autorité nécessaire à cet effet (art. 3).

» Afin de mettre à exécution sans délai les stipulations soulignées dans les articles précédents et fonder la réorganisation politique des Etats-Unis Ioniens sur l'organisation qui s'y trouve actuellement en vigueur, le Lord Commissaire Supérieur de la puissance protectrice réglera les formes de convocation d'une assemblée législative, dont il dirigera les opérations, à l'effet de rédiger pour ces Etats une charte constitutionnelle que S. M. Britannique sera priée de ratifier. Jusqu'au moment où une pareille charte constitutionnelle sera rédigée et dûment ratifiée, les constitutions existantes resteront en vigueur dans les différentes îles et aucun changement ne pourra y être fait que par S. M. Britannique dans son conseil (art. 4) ».

L'article 5 stipulait le droit pour les Anglais d'occuper les forteresses et d'y tenir garnison. D'après l'art. 7, « le pavillon marchand des Etats-Unis des Iles Ioniennes sera reconnu par toutes les puissances contractantes comme pavillon d'un Etat libre et indépendant. Il portera avec les couleurs et les armoiries qu'il a déployées avant 1807, celles que S. M. Britannique pourra juger à propos de lui accorder en signe de la protection sous laquelle les dits Etats Ioniens sont placés ».

Seuls des consuls ou agents commerciaux pouvaient être accrédités aux Etats-Unis des Iles Ioniennes (art. 7) ; c'était le haut Commissaire qui leur donnait l'exéquatur.

Quant aux Ioniens, leurs intérêts à l'étranger étaient confiés aux consuls et diplomates anglais.

Telles sont les principales dispositions de cette convention qui, tout en proclamant le nouvel Etat libre et indépendant, le plaçait sous le protectorat d'une Puissance, à qui il accordait des droits manifestement inconciliables avec l'indépendance de l'Etat ionien¹. Les articles réglant les droits de la Grande-Bretagne permirent à celle-ci d'exercer une domination presque tyrannique, tandis que ceux proclamant l'indépendance de l'Etat des Sept-Iles furent le grand argument de l'opposition pendant les cinquante ans du protectorat anglais. Il est incontestable que Capodistrias avait très bien compris que l'*indépendance* de sa patrie était loin d'être com-

¹ Lord Bathurst dira un peu plus tard qu'il ne saurait concevoir ce que c'est que l'indépendance et la liberté d'un pays, dont les forteresses sont occupées par une garnison étrangère et dont la constitution doit être approuvée par la Puissance protectrice, seul Etat avec lequel il est permis au peuple protégé d'avoir des relations politiques (Rodocanachi, p. 294).

plète. Mais, connaissant les discordes qui envenimaient les Ioniens depuis près de vingt ans, il avait pensé que ça ne pouvait être qu'un bienfait pour sa patrie que de la placer sous le protectorat d'un Etat constitutionnel et libéral, comme la Grande-Bretagne, d'après l'opinion générale à cette époque, et qui était en même temps une forte puissance maritime, pouvant défendre efficacement les Iles contre les convoitises des Turcs ou les incursions des Barbaresques.

« Restituer au peuple ionien une partie de ses lois, c'était exercer envers lui un acte de justice », écrivait-il de Paris au Sénat ionien, en lui communiquant le traité qui venait d'être signé¹. « Lui garantir la paisible jouissance de bienfaits si grands, en plaçant le maintien et le progrès de sa génération politique sous les auspices de la protection britannique, c'était décider de son sort d'après les intérêts les plus éminents et assurer à son bonheur un avenir très étendu ».

Malheureusement, Capodistrias eut bientôt à se repentir amèrement d'avoir installé les Anglais à Corfou. Il aurait dû peut-être prévoir que, malgré leur libéralisme, ceux-ci ne se montreraient pas aussi libéraux vis-à-vis d'étrangers qu'on plaçait sous leur domination, que vis-à-vis de leurs propres sujets. Mais étant donné les principes qui inspiraient les Puissances en 1815 et l'abstraction totale qu'on fit des aspirations nationales, devant choisir entre l'Autriche et l'Angleterre, il n'est certainement pas étonnant que Capodistrias ait opté en faveur de cette dernière pour lui confier le gouvernement de son pays.

VI

Malgré le travail écrasant qui pesait sur lui², Capodistrias n'oubliait pas non plus la Suisse et Genève. Voulant profiter des nouveaux sacrifices que, selon toute probabilité, l'Europe imposerait à la France, la Diète avait envoyé à Paris Pictet de Rochemont. Ce choix était tout naturel étant donné le rôle important que ce Genevois avait joué à Vienne et les hautes relations qu'il y avait contractées, d'autant plus que les nouvelles réclamations de la Suisse intéressaient surtout le canton de Genève. D'après ses instructions³, datées du 16 août, il devait demander le pays de Gex, auquel viendrait s'adjoindre, sur l'autre rive du Rhône, la portion de la Savoie que, sous toute apparence, le congrès allait reprendre à la France pour rendre au roi de Sardaigne ; le désenclavement de Jussy ; enfin la destruction de la forteresse d'Huningue et une rectification des limites, afin d'acquérir la frontière militaire rêvée. Vu les frais que lui avait occasionné la participation à la guerre contre la France, la Suisse demandait en outre une part de l'indemnité de guerre qui serait payée aux Alliés. Pictet, d'ail-

¹ Rodocanachi, p. 274.

² « Capo d'Istria a sept secrétaires qui vont jour et nuit ». (*Correspondance de P. de Rochemont*, T. II, p. 241).

³ *Recès de la longue Diète*, III, Litt. N.

leurs, devait formuler tout ou partie de ces réclamations suivant qu'un démembrement plus ou moins considérable de la France allait avoir lieu.

Muni de ces instructions, Pictet arriva à Paris. Dans un moment où l'opinion publique était hostile aux Suisses, qui avaient fait cause commune avec ses ennemis, une mission ostensible, pensait-il, dont le but aurait été de profiter des circonstances malheureuses de la France, aurait eu contre elle l'opinion et même l'indignation des Français. Il s'abstint par conséquent de remettre ses lettres de créance, et préféra agir autant que possible dans les coulisses.

Résolu toutefois de ne rien négliger de ce qui pouvait servir les intérêts de son pays, il se hâta de renouer des rapports avec ceux des ministres dont il était personnellement connu et sur l'appui desquels il croyait pouvoir plus ou moins compter. Aussitôt après son arrivée à Paris, il eut de longs entretiens avec Wrede, Wessenberg et surtout Capodistrias. « Je l'ai retrouvé, écrit-il de ce dernier ¹, tel que je l'ai connu : extrêmement bien disposé pour la Confédération et bienveillant pour moi, dont il a été l'excellent guide à Vienne ». Capodistrias fut d'autant plus heureux de le voir qu'il venait de lui écrire de tâcher de venir à Paris comme envoyé de la Confédération. Mais Pictet avait déjà quitté la Suisse lorsque la lettre de son ami y arriva.

Le rôle qu'imposaient à Capodistrias ses sympathies pour la Suisse était bien difficile. Tout en étant le champion de l'intégrité du territoire français, il devait porter atteinte à cette intégrité pour satisfaire Genève. Il s'en tirait en disant que, comme l'indépendance de la Confédération intéressait le repos de l'Europe, il fallait prendre sur la France ce qui pouvait l'assurer. « Ce n'est pas sortir de notre système », ajoutait-il !

Le 19 septembre, Pictet fut invité confidentiellement par les quatre Puissances alliées à formuler les vœux de la Suisse. Mais, au moment où il remettait une note demandant la rectification de frontières désirée par la Suisse, il apprenait que le duc de Richelieu arrivait au pouvoir. Cet événement avait des désavantages pour les Suisses, car il montrait que le Tzar voulait de plus en plus ménager la France. Le 26 septembre, en effet, Pictet apprit de Capodistrias que, dans une conférence qui avait eu lieu la veille entre les représentants des Quatre et le nouveau ministre français, le duc s'était élevé avec force contre l'idée de faire faire à la Suisse des conquêtes sur la France. « Il faudra nécessairement que vous rabattiez de vos demandes, dit Capodistrias à Pictet. On n'obtiendrait pas sans *arracher*, et cela vous conviendrait-il ? ² Pictet se contenta donc de ne plus réclamer que Versoix et la démolition de la forteresse d'Huningue. Le 29 septembre Capodistrias lui demanda une petite note sur ce « système réduit » et dans les conférences qui suivirent il mit en avant les idées de l'envoyé de Genève, comme étant les siennes. Dans la conférence du 20 octobre, on finit par se mettre d'accord sur la cession de Versoix et la démolition d'Huningue.

Le lendemain, sur l'invitation de Capodistrias, Pictet remit

¹ Correspondance, II, p. 54.

² *Ibid.*, p. 107.

une note en vue de faire bénéficier la Suisse de l'article 19 du traité de Paris. Par cet article, le gouvernement français s'engageait à faire liquider et à payer les sommes qu'il se trouverait devoir dans les pays hors de son territoire, en vertu de contrats ou d'autres engagements formels, passés entre des individus ou des établissements particuliers et les autorités françaises, tant pour fournitures qu'à raison d'obligations légales. En faisant remettre cette note par Pictet, Capodistrias cherchait surtout à montrer la modération des demandes de la Suisse en comparaison de ce qu'elle avait souffert sous la révolution, et protester contre la diminution de l'indemnité de guerre primitivement attribuée à la Confédération, que le congrès voulait réduire à trois millions.

De même, le 24 octobre, Pictet, encouragé par Capodistrias, remit une nouvelle note, afin de protester contre le passage d'une colonne de troupes alliées par Schaffhouse.

Comme on le voit, Capodistrias fut, pendant toute cette époque, presque le représentant de la Suisse. « Vos intérêts sont les miens, disait-il à Pictet, agissez et je vous appuierai ». Et Pictet, en parlant de son ami et protecteur, écrivait à son gouvernement : « Il n'y a que la patience de l'amitié qui puisse écouter de tels détails au milieu du tracas et du dédale des grandes affaires dans lesquelles Capo d'Istria est fourré, et avec la certitude de trouver toujours mille et un obstacles pour la moindre idée qui n'est pas fortuitement celle de tous »¹. Et ailleurs : « Que pourrions-nous jamais faire pour cet excellent Capo d'Istria ! Il est si noble par ses sentiments qu'il serait digne de nous appartenir. C'est le phénix de la diplomatie. Sans lui, le congrès de Vienne et compagnie auraient été autrement pitoyables... Il est presque aussi bon Suisse que moi. Je ne saurais exagérer les obligations que je lui ai. C'est un homme sur lequel toutes les idées nobles et les sentiments élevés ont de la prise, un véritable ami de la liberté et de la justice. Il a bien à cœur la force et le bonheur de la Confédération, et si quelques préjugés politiques existent aujourd'hui contre lui, la génération qui suit lui rendra justice. J'ai la conviction que, sans lui, la Suisse serait toute bouleversée »².

La question territoriale étant à peu près réglée, il restait à rédiger l'acte solennel de reconnaissance de la neutralité suisse, promis par la déclaration de Vienne du 20 mars. Capodistrias chargea Pictet d'en faire un projet et les deux amis collaborèrent à sa rédaction définitive. Une fois ce travail terminé, Capodistrias le présenta à la conférence des ministres, qui l'approuva presque intégralement.

Les vœux des Suisses étaient réalisés presque en entier. L'article I, paragraphe 3, du Traité du 20 novembre, stipulait qu'une partie du pays de Gex serait cédée à la Confédération helvétique pour être remise au canton de Genève, et que la ligne des douanes françaises serait placée de manière que tout le pays de Gex se trouve en dehors de cette ligne.

L'article III stipulait la démolition de la forteresse d'Huningue, qui avait été constamment un objet d'inquiétude pour la

¹ *Correspondance*, II, p. 176.

² *Ibid.*, p. 178.

ville de Bâle, et la promesse du gouvernement français de n'établir aucune fortification à une distance moindre que trois lieues de la dite ville.

Le même jour fut signé à Paris l'acte de reconnaissance et de garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire. En voici le texte :

« L'accession de la Suisse à la déclaration donnée à Vienne le 20 mars 1815, par les Puissances signataires du traité de Paris, ayant été dûment notifiée aux ministres des cours Impériales et Royales par l'acte de la Diète helvétique du 27 mai suivant, rien ne s'opposait à ce que l'acte de la reconnaissance et de la garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse dans ses nouvelles frontières fut fait conformément à la déclaration susdite. Mais les Puissances ont jugé convenable des suspendre jusqu'à ce jour la signature de cet acte, à cause des changements que les événements de la guerre et les arrangements qui devaient en être la suite pouvaient apporter aux limites de la Suisse et des modifications qui pouvaient aussi en résulter dans les dispositions relatives au territoire associé au bienfait de la neutralité du Corps helvétique.

» Ces changements se trouvant déterminés par les stipulations du traité de Paris de ce jour, les Puissances signataires de la délibération de Vienne du 20 mars font, par le présent acte, une reconnaissance formelle et authentique de la neutralité perpétuelle de la Suisse, et Elles lui garantissent l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire dans ses nouvelles limites, telles qu'elles sont fixées, tant par l'acte du congrès de Vienne que par le traité de Paris de ce jour, et telles qu'elles le seront ultérieurement, conformément à la disposition du protocole du 3 novembre ci-joint en extrait, qui stipule en faveur du Corps helvétique un nouvel accroissement de territoire, à prendre sur la Savoie pour arrondir et désenclaver le canton de Genève¹.

» Les Puissances reconnaissent et garantissent également la neutralité des parties de la Savoie, désignées par l'acte du congrès de Vienne du 29 mars 1815 et par le traité de Paris de ce jour, comme devant jouir de la neutralité de la Suisse de la même manière que si elles appartenaient à celle-ci.

» Les Puissances signataires de la déclaration du 20 mars reconnaissent authentiquement, par le présent acte, que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence étrangère sont dans les intérêts de la politique de l'Europe entière.

» Elles déclarent, qu'aucune induction défavorable aux droits de la Suisse, relativement à sa neutralité et à l'inviolabilité de son territoire, ne peut, ni ne doit être tirée des événements qui ont amené le passage des troupes alliées sur une partie du sol helvétique. Ce passage librement consenti par les cantons, par la convention du 20 mai, a été le résultat nécessaire de l'adhésion franche de la Suisse aux principes manifestés par les Puissances signataires du traité d'alliance.

» Les Puissances se plaisent à reconnaître que la conduite de la Suisse, dans cette circonstance d'épreuve, a montré qu'elle savait faire de grands sacrifices au bien général et au soutien d'une cause que toutes les Puissances de l'Europe ont défendue ; et qu'enfin la Suisse était digne d'obtenir les avantages qui lui sont assurés, soit par les dispositions du congrès de Vienne, soit par le traité de Paris de ce jour, soit par le présent acte auquel toutes les Puissances de l'Europe sont invitées à accéder.

» En foi de quoi la présente Déclaration a été faite et signée à Paris le 20 novembre de l'an de grâce mil huit cent-quinze.

» Suivent les signatures dans l'ordre alphabétique des cours. »

« Tout a été signé et les choses qui concernent la Suisse très bien finies »² s'écriait Pictet ; et dans sa joie il n'oubliait pas de rappeler la reconnaissance qu'on devait à Capodistrias :

¹ Ce fut le traité de Turin de l'année suivante qui régla définitivement la cession de la part de la Sardaigne de quelques portions de son territoire, afin de désenclaver complètement le canton de Genève.

² *Correspondance*, II, p. 224.

« Au nom de Dieu, disait-il, s'il passe à Genève, sonnez toutes les cloches et saluez son arrivée du tonnerre de notre artillerie, car jamais homme dans sa position consacra autant de temps et d'attention à un objet en apparence insignifiant. Ce qu'il a fait est un chef-d'œuvre de persévérance désintéressée. Je l'ai pris par le cœur et j'ai réussi grâce à sa puissante influence. Chez la plupart des ministres d'Etat le cœur n'offre qu'un terrain ingrat, et il est bien rare que les hommes doués d'autant de génie que celui-ci, lui accordent une grande place dans leurs calculs. Je ne saurais jamais dire assez de bien de lui ! »

VII

Ce fut pendant son séjour à Paris, et sous l'influence de Madame de Krudener, que le Tzar conçut le projet de l'acte de la Sainte-Alliance. L'Empereur avait minuté de sa propre main cet acte au crayon et le remit à Capodistrias, en lui ordonnant d'y songer et de lui faire ses observations. Capodistrias lui répondit le lendemain que les annales de la diplomatie n'offraient pas de semblable traité et qu'il pourrait plutôt faire de la pensée dominante de ce projet l'objet d'un manifeste ou d'une déclaration. Mais l'Empereur lui répondit que son parti était pris. On sait que toutes les puissances chrétiennes de l'Europe signèrent ce célèbre traité du 14/26 septembre, qui, en soi, n'avait absolument aucune valeur mais qui allait devenir dans les années suivantes le symbole de l'autocratie contre tout mouvement libéral des peuples¹. Seule l'Angleterre refusa de signer, en alléguant les convenances parlementaires.

Alexandre quitta Paris le 29 septembre, accompagné de Nesselrode, en y laissant Razoumowsky et Capodistrias.

Peu avant son départ de Paris, Alexandre fit appeler chez lui un soir Capodistrias et lui exprima toute sa satisfaction pour le succès avec lequel il exécutait ses ordres ; il lui déclara qu'il était résolu à le garder auprès de lui et à le nommer son secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères ; après la fin des négociations actuelles, il devrait se rendre à St-Petersbourg pour assumer ses nouvelles fonctions.

Capodistrias, tout ému, le remercia, mais le pria de ne pas insister et de le laisser en Suisse. Comme Alexandre, un peu surpris, lui demandait les causes de son refus, Capodistrias insista sur l'impression que produiraient sur les Grecs ses nouvelles fonctions. « Sire, dit-il², ces hommes souffrent et espèrent ; me voyant auprès de vous, ils espéreront encore davantage et m'accableront de leurs justes doléances ; je les payerai d'ingratitude, je manquerai à mes devoirs envers ma terre natale, si, pour me débarrasser d'eux, je me considérais étranger à la Grèce. Or, je me sens inca-

¹ « Une alliance impie qui n'eut jamais rien de saint que ce que les intentions individuelles d'Alexandre y avaient apporté » écrivait l'ancien précepteur du Tzar, Laharpe (Voir *Le gouverneur d'un Prince*, F. C. de Laharpe et Alexandre I, p. 171).

² Soc. Imp. R., T. 3, p. 203.

pable de ce sacrifice. Il faudra donc que j'entretienne des relations personnelles avec eux et ces relations exciteront la méfiance des autres cabinets. Je ne puis rien augurer de bien d'une pareille situation, rien d'utile pour le service de V. M., pour les Grecs, ni pour moi-même ».

Le Tzar calma ces scrupules de son ministre : « Rien de plus juste et de plus utile, lui répondit-il, que les Grecs aient auprès de moi, en vous, leur avocat. Je vous promets que toutes les affaires tant particulières que publiques les concernant vous seront confiées ».

Le temps devait démontrer que les appréhensions de Capodistrias n'étaient que trop légitimes. L'Empereur, néanmoins, signa dès le lendemain de cet entretien l'oukase par lequel il le nommait son secrétaire d'Etat. Depuis ce jour, tous les diplomates réunis à Paris, y compris Metternich, le comblèrent de leurs prévenances. Ce dernier, pourtant ne pouvait voir avec satisfaction un Grec placé auprès d'Alexandre, qui y contrebalancerait l'austrophilie de M. de Nesselrode. C'est pourquoi il lui fit proposer de venir à Vienne, remplacer M. de Stackelberg, en lui faisant voir les avantages que le séjour dans la capitale autrichienne offrirait à sa santé qui ne pouvait que souffrir sous le rude climat de St-Pétersbourg. Mais Capodistrias refusa nettement de se prêter à un jeu pareil.

Une fois les traités signés, il restait à les communiquer aux Chambres. Richelieu s'était préoccupé d'avance du discours par lequel il ferait précéder cette communication ; il soumit le projet qu'il avait préparé à Capodistrias et Pozzo di Borgo et leur demanda leur avis (ce qui montre la grande confiance qu'il avait en ces deux hommes). Les deux diplomates jugèrent nécessaire d'y apporter quelques modifications et de changer des tournures qui auraient pu prêter à la critique. La matière était extrêmement délicate : Richelieu devait représenter à la France tous les sacrifices qui lui étaient imposés, afin de ne pas lui donner une fausse idée de la situation, en exprimant ses regrets d'avoir été obligé de consentir à les porter si loin ; d'autre part, il convenait de ne pas exaspérer les Alliés, encore maîtres de la situation, et de ne pas leur inspirer la moindre appréhension que la rigueur de leur conduite serait jamais saisie comme un prétexte de résistance. C'est en ce sens que les trois hommes collaborèrent à la rédaction du discours¹.

Capodistrias quitta Paris dans les derniers jours de novembre. Il avait décidé de passer par la Suisse et par Vienne en allant à St-Pétersbourg. La nouvelle de son passage par la Suisse aussitôt connue, les divers cantons s'appliquèrent à lui faire une réception aussi chaleureuse que possible, en témoignage de leur reconnaissance pour ses efforts en vue du bien de la Confédération.

C'est à Genève qu'il arriva d'abord. Une commission avait été nommée pour le recevoir, et dans sa session du 4 décembre, le Conseil d'Etat décida de nommer Capodistrias citoyen honoraire du canton de Genève.

¹ Soc. Imp. R. Tome 119, p. 333. (Pozzo à Nesselrode, 23 nov.).

Voici le procès-verbal de cette séance¹ :

Le Seigneur Syndic des Arts propose d'offrir la Bourgeoisie à S. E. M. Capo d'Istria, ministre de Russie, qui a montré tant d'empressement à être utile à notre patrie et qui a contribué éminemment à l'accroissement de notre territoire par l'influence qu'il a eue dans le traité de Paris du 20 novembre dernier, d'après les divers rapports qui ont été faits par M. Pictet de Rochemont.

M. le Syndic et quelques-uns de Messieurs les conseillers l'ayant vu ce matin en ont été infiniment satisfaits. Lorsque M. Gaspard de la Rive l'a invité à dîner chez lui aujourd'hui avec un petit nombre de magistrats, il a accepté en disant : Nous serons entre Genevois.

Dont opiné : l'avis est que M. le Syndic des Arts lui offre aujourd'hui au nom du Conseil d'Etat l'hommage d'une lettre de cité, et que cette lettre lui soit donnée dans une boîte d'or. MM. Saladin et Gaspard de la Rive sont nommés pour faire exécuter cette boîte avec des emblèmes choisis et par nos meilleurs artistes.

Capodistrias exprima sa reconnaissance au gouvernement de Genève, mais demanda « que ce ne soit point une affaire publique pour le moment afin qu'il eût le temps d'obtenir l'agrément de son souverain ».

Ce ne fut que quelques mois plus tard qu'il accepta officiellement « cette distinction peu commune de nos jours »². Le diplôme lui fut envoyé dans une boîte en or, enrichie d'une vue du lac Léman. Au fond de la boîte était gravée en grec l'inscription suivante :

A notre très cher et honoré concitoyen, conseiller fidèle et éclairé du grand Empereur Alexandre, à celui qui fait l'ornement des Sept-Iles rendues à la liberté, au noble descendant des Phéaciens, toujours jaloux de bien faire (« Hom. Odyssée »), car Minerve leur donna l'aptitude aux belles actions et à la sagesse. Nous lui offrons cette image de sa nouvelle patrie comme un souvenir.

Capodistrias fut très flatté de cet honneur et dans la liste des titres qui suit en général le nom des signataires d'actes diplomatiques, il n'oubliait jamais de mentionner son titre de citoyen de Genève. Voici en quels termes il s'exprime lui-même dans sa lettre adressée de Varsovie au gouvernement genevois :

MM. les Syndics et Conseil d'Etat de la République de Genève,
Messieurs,

Etranger à la Suisse jusqu'au jour où vous avez résolu de me déférer l'honorable prérogative qui m'autorise à me nommer votre concitoyen, je n'en avais pas moins conçu un attachement sincère pour la patrie de Guillaume-Tell, des Ital. Reding, des Lavater, de Staller, et surtout pour la cité qui a produit Bonnet et Jean-Jacques Rousseau. Je me suis toujours estimé heureux d'avoir été appelé par la confiance de l'Empereur, mon auguste maître, à travailler au bonheur de la Confédération, à laquelle Genève était dès longtemps associée par sa gloire littéraire et ses libertés civiles, comme elle l'est maintenant par des liens fédératifs et constitutionnels.

Si je rappelle le temps que j'ai passé dans vos belles contrées, c'est surtout pour reproduire ici des souvenirs qui me seront toujours chers, et caractériser la gratitude que m'inspire le témoignage d'estime que j'ai reçu de vous, non pour me prévaloir de mes faibles travaux, ou pour reporter votre pensée vers une période de crise et d'orage mais, au contraire, afin de mieux sympathiser avec le sentiment de bonheur que vous devez éprouver, Messieurs, à l'aspect de la sécurité, de l'indépendance et de l'union dont la Suisse va

¹ Archives d'Etat, Genève, *Registre du Conseil d'Etat*, vol. II, R. C. 316.

² *Journal des Débats*, 16 janvier 1817.

désormais goûter les douceurs. Ce sentiment que je partage avec vous dans toute son étendue, vous attestera, je l'espère, tout le prix que j'attache à être votre concitoyen.

Accueillez-en l'expression, Messieurs, ainsi que les témoignages solennels et profondément sentis de ma haute considération, de mon attachement et de ma reconnaissance.

Varsovie, le 16/4 septembre 1816.

Le Comte Capodistrias, citoyen de Genève.

La ville de Lausanne ne manqua pas non plus de fêter et d'honorer Capodistrias. Une garde d'honneur fut placée devant la maison où il descendit et une députation fut nommée par le Conseil d'Etat afin d'aller exprimer officiellement au ministre du Tzar la reconnaissance du canton¹.

Enfin, le 25 mai 1816, imitant Genève, les Vaudois proclamèrent Capodistrias « citoyen du canton de Vaud, et cela en considération des témoignages d'intérêt particulier qu'il a donnés au canton de Vaud, dans les circonstances critiques où s'est trouvée la patrie, et de la haute protection dont il a été l'organe »².

¹ Voir Archives cantonales de Lausanne : Plumitifs du Conseil d'Etat. Séances du 5 et 6 décembre.

² Répertoire chronologique des délibérations du Grand Conseil du canton de Vaud (1803-1830, p. 205).

CHAPITRE V ¹

I. Capodistrias et Nesselrode. La politique russe et les Bourbons. La question de l'évacuation du territoire français. — II. Préliminaires du congrès d'Aix-la-Chapelle. Entrevue de Metternich et Capodistrias à Carlsbad. Le congrès : la Russie et l'Autriche ; la France admise dans la directoire européenne ; la traite des nègres. — III. Voyage de Capodistrias à Corfou ; la constitution ionienne de 1817 ; la catastrophe de Parga. Capodistrias à Paris et à Londres. Négociations relatives aux Sept-Iles.

I

Capodistrias arriva à St-Petersbourg au commencement de janvier 1816. On avait préparé pour lui un logement aux affaires étrangères. Il fut chargé, conjointement avec Nesselrode, de la direction du ministère et tous les deux portaient le titre de « chefs du collège des affaires étrangères » ². Deux fois par semaine les deux ministres examinaient la correspondance politique avec le Tzar, qui entendait diriger lui-même la politique étrangère de son empire ³. C'est Nesselrode, à cause de son ancienneté, qui reçut la préséance et la signature des actes officiels. Pourtant, Capodistrias exerçait une influence prépondérante et ses qualités, qui avaient mis déjà à Vienne Nesselrode dans l'ombre, allaient faire de lui le principal collaborateur d'Alexandre ⁴. « Le comte Capo d'Istria est chargé de toute la partie délicate de la diplomatie ; le comte Nesselrode de la partie matérielle », écrivait M. de Noailles ⁵. « M. Capo d'Istria, écrivait-il ailleurs, est au moins aussi au courant des affaires étrangères que M. de Nesselrode, et, quoique

¹ SOURCES : Castlereagh, *Despatches*. — Chiotti, *op. cit.* — de Cisternes, *Le duc de Richelieu*, Paris 1898. — *Correspondance des ambassadeurs de Russie en France et de France en Russie* (Société Impériale d'histoire de Russie, T. 112 et 119). — *Correspondance de Pozzo di Borgo*, Paris, 1890. — Créhange, *Histoire de la Russie*, Paris, 1896. — de Crousaz-Crétet, *Le duc de Richelieu en Russie et en France*, Paris, 1897. — de Martens, *Traité de la Russie*, T. VII et XIV. — Metternich, *Mémoires*, T. III. — *Lettres et papiers du comte de Nesselrode*, T. V et VI. — Rain, *L'Europe et la Restauration des Bourbons*, Paris, 1908. — Id., *Un Tzar idéologue*, Paris, 1913. — *Le duc de Richelieu (Correspondance et documents)*, S. I. R., T. 54. — Rodocanachi, *op. cit.*, — Schnitzler, *Histoire intime de la Russie*, Paris, 1854. — Stern, *Geschichte Europas*.

² Depuis la retraite de Romanzoff, il n'y avait plus en Russie de ministre des affaires étrangères ; ce poste était censé vacant (*Mémoires du chancelier Pasquier*, T. V, p. 24).

³ Dans le portrait qu'il a tracé d'Alexandre Ier, Metternich a écrit : « L'Empereur avait l'habitude de traiter lui-même les grandes questions politiques, et d'être ainsi, comme il aimait de le dire, son propre ministre... Mais il ne pouvait se passer d'un appui. Il fallait que son esprit et son cœur fussent dirigés et soutenus ».

⁴ Quoique M. de Nesselrode travaille avec l'Empereur conjointement avec le comte Capo d'Istria, on ne peut douter que ce dernier exerce une influence fort supérieure à la sienne ». Noailles à Richelieu (S. I. R., T. 112, p. 707).

⁵ S. I. R., T. 119, p. 208.

ce dernier ait une existence un peu plus officielle, ce n'est pas un petit embarras pour les membres du corps diplomatique de savoir à qui des deux chefs du collège des affaires étrangères il faut s'adresser »¹. Cela d'ailleurs n'avait rien d'étonnant dans cette cour de St-Pétersbourg, qui, d'après le témoignage de M. de la Mousseye², offrait le spectacle de gens en place sans crédit, et de gens influents qui semblaient étrangers aux affaires et se dérobaient aux regards du public. « M. de Nesselrode, écrivait-il le 3 avril 1816, correspond habituellement avec le corps diplomatique et tient les conférences officielles, mais rien ne se fait aujourd'hui que par M. Capo d'Istria, dont on n'obtient qu'à la dérobée un entretien particulier. Ce dernier est fort goûté des ministres étrangers que M. de Nesselrode rebute par la sécheresse de ses manières et l'embarras de sa conversation ; l'ambassadeur d'Angleterre excepté, tous désirent voir s'affermir le crédit de M. Capo d'Istria et le portent de tous leurs moyens ».

M. de Noailles, de son côté, dans un tableau comparatif des deux ministres qu'il trace au duc de Richelieu, est absolument de l'avis de son prédécesseur³. « Vous connaissez M. de Nesselrode, écrit-il ; je vous en parlerai peu. Lorsqu'on le compare à M. de Capo d'Istria, on ne peut guère douter que ce dernier acquière une première influence et écarte entièrement son rival. La supériorité de l'esprit de l'un, la médiocrité de l'autre, le désagrément des manières du premier, l'espèce de charme attaché à celles du second, tout devrait assurer le triomphe du comte Capo d'Istria, et ce triomphe ne me semblerait pas douteux, si l'on ne savait que l'Empereur, voulant passer pour mener lui-même ses affaires, peut oublier le bien de son service pour satisfaire son orgueil, craindre le voisinage d'un homme supérieur et rechercher celui d'un homme médiocre, qui ne saurait jamais partager la gloire du succès ».

Comme on le voit, malgré son rôle de second, Capodistrias était le vrai ministre des affaires étrangères de l'empire des Tzars à cette époque. Ses idées concordaient parfaitement avec celles d'Alexandre à ce moment, tandis que Nesselrode ne dissimulait pas ses sympathies pour les Austro-allemands et M. de Metternich. Ce ne sera que lorsque Alexandre ne sera plus d'accord avec son conseiller hellène, que Nesselrode reprendra son influence.

A cette époque, l'attention des cabinets, et surtout de celui de St-Pétersbourg était tournée vers la France et les Bourbons. L'Empereur Alexandre ayant particulièrement défendu les Bourbons après la seconde abdication de Napoléon, considérait comme un droit légitime d'intervenir systématiquement dans les affaires intérieures de la France et de les soumettre à un contrôle vigilant, afin de consolider ce qu'il considérait comme son œuvre. Il trouvait dans son ambassadeur à Paris, Pozzo di Borgo, un collaborateur sincère et actif, qui partageait complètement cette manière de voir de son maître. Le but de la Russie était de consolider l'ordre

¹ S. I. R., T. 112, p. 525.

² *Ibid.*, p. 458. Le comte de Noailles n'arriva en sa qualité d'ambassadeur à St-Pétersbourg qu'au printemps 1816. Jusque là ce fut le comte de la Mousseye qui dirigea l'ambassade française en qualité de chargé d'affaires.

³ *Ibid.*, p. 634 (28 sept. 1816).

de choses rétabli en France en 1814, par le maintien inviolable de l'autorité royale et par la remise en vigueur de la charte constitutionnelle¹. Mais, pour atteindre ce but, Pozzo s'arrogeait le droit (et en cela il ne faisait que suivre les instructions qu'il avait reçues) d'intervenir sans cesse pour recommander les moyens qu'il considérait comme les plus propres à obtenir ce résultat et signaler les abus. Cette ingérence continuelle, malgré les affirmations du Tzar et de ses ministres qu'ils n'intervenaient que pour le bien du pays et de la dynastie, ne manquaient pas de blesser un peu l'amour-propre des Français. Capodistrias, qui ne regardait pas comme impossible une alliance future entre les Romanoff et les Bourbons, voulait voir la France reprendre son rang au plus tôt. Malheureusement, les discordes intérieures, les exagérations des Ultras et le mécontentement des libéraux rendaient cela difficile. « Les Français, disait-il à Noailles, en mai 1816, devraient dire : ajournons nos querelles politiques, débarrassons-nous du joug de l'étranger, nous verrons ensuite à régler nos affaires intérieures. Tout le contraire est arrivé ; l'étranger est aux portes et l'on se dispute dans la capitale. On fait plus : un des partis qui la divisent veut se faire un appui à l'étranger. Est-ce ainsi que l'on redevient une nation ? »²

Capodistrias ne cacha pas d'ailleurs à l'ambassadeur français ses idées sur une union plus intime des deux pays dans l'avenir.

A la fin de l'année 1816, ce dernier écrivait à Richelieu³ : « L'Empereur Alexandre a toujours fait entrer dans sa politique une union intime avec la France. Je conclurai que nous devons nous allier à la Russie et préparer dès aujourd'hui cette alliance. Le plus grand secret est nécessaire. L'époque à laquelle un homme aussi bienveillant pour la France que le comte Capo d'Istria exerce une grande influence sur son maître ne doit-elle pas être saisie ? Ce secrétaire d'Etat a prononcé les mots d'*union intime et durable* entre nous et cet empire ».

Mais l'Empereur n'était pas aussi enclin, que le croyait Noailles, à s'allier aux Bourbons. Alexandre n'avait pas une grande sympathie pour Louis XVIII et ses proches parents, qui considéraient un peu les Romanoff comme des parvenus. L'échec du projet de mariage du duc de Berry, héritier du trône, avec la grande-duchesse Anna Parlovna ne devait pas accroître les sympathies mutuelles des deux monarques⁴. Enfin, et surtout, Alexandre ne considérait pas l'ordre établi en France en 1815 comme suffisamment stable pour s'allier à un pays « où des troubles et des bouleversements peuvent éclater d'un jour à l'autre ». « Je suis loin », faisait-il écrire à Pozzo par Capodistrias⁵, le 10²² juillet 1818, et à la veille même du congrès d'Aix-la-Chapelle, où il devait se rendre pourtant avec la résolution de soutenir le retrait de l'armée d'occupation du territoire français, « bien loin de me persuader que telle ou telle autre forme de gouvernement puisse changer en peu

¹ Nesselrode à Pozzo. 2/14 mai 1816 (Martens, *Traité de la Russie*, T. XIV, p. 364).

² Martens, *Traité de la Russie*, T. XIV, p. 366.

³ S. I. R., T. 112, p. 639.

⁴ Le principal obstacle au mariage fut la question religieuse.

⁵ Martens, T. XIV, p. 399.

de temps une génération entière... Je ne saurais voir dans la France un allié plus intime ».

Malgré cela, Capodistrias n'abandonnait pas ses projets primitifs. A mesure que sa crainte de voir l'incendie s'allumer en Orient augmentera, la nécessité de réserver dans la France un allié à la Russie lui paraîtra encore plus grande, et les mêmes idées qu'il exprimait à Noailles en 1816, il les exprimera de nouveau à la veille du congrès de Troppau à M. de la Sènsée. Pasquier, qui relate cette conversation entre le ministre russe et l'agent spécial que le gouvernement français avait envoyé en Russie, écrit ¹ : «...Il (Capodistrias) désirait par dessus tout que la France assurât sa tranquillité intérieure et qu'elle se mît en état de donner à ses forces de terre et de mer la consistance et l'étendue qu'elles devaient avoir. «Alors, » disait-il, elle sera en mesure de parler le langage qui lui convient, » et son influence ira au-dessus de celle qu'elle peut souhaiter ». *On ne pouvait plus clairement indiquer le désir de trouver un allié fort et puissant ».*

Mais revenons au lendemain du traité de Paris. Une des conditions les plus blessantes pour l'amour-propre des Français, et qui occasionnait une dépense considérable, était l'armée d'occupation étrangère.

Aussi, dès l'année 1816, un des principaux objectifs de Richelieu fut de réduire successivement cette armée et d'obtenir son éloignement complet au bout de trois ans.

Le premier de ces résultats fut atteint en février. Après la conclusion de l'emprunt de 300 millions avec la maison Baring & Hope, les Puissances consentirent à réduire de 30,000 hommes l'armée d'occupation. Capodistrias avait insisté auprès de Noailles sur la nécessité de conclure au plus tôt cet emprunt, dont un des résultats serait cette réduction de l'armée d'occupation, tellement désirée. « L'emprunt, écrit l'ambassadeur français à Richelieu à cette époque, ² semble au comte Capo d'Istria non seulement avantageux sous le rapport financier, mais il le considère aussi comme pouvant avoir les conséquences politiques les plus heureuses pour nous, conséquences qui ont peut-être échappé à l'Angleterre, lorsqu'elle a facilité l'emprunt. En effet, si la France, par la confiance que son gouvernement imprime à de grands capitalistes étrangers, trouve le crédit suffisant pour remplir ses engagements envers les Puissances alliées, l'on ne peut plus regarder l'occupation d'une partie de nos frontières comme un moyen nécessaire pour assurer l'acquittement des contributions qui nous sont imposées par les traités. La force militaire étrangère n'aurait plus alors pour objet que de maintenir notre tranquillité intérieure et il serait facile de démontrer que, bien loin d'être une garantie de notre repos, cette force ne peut contribuer qu'à le troubler en causant aux Français un véritable mal physique et un malaise moral qui n'est pas moins réel ; ces observations appartiennent au comte Capo d'Istria, qui me semble disposé à en tirer parti en temps et lieu pour amener le plus promptement possible l'affranchissement complet de la France et son retour à l'état d'indépendance, qui peut seul lui rendre son rang parmi les puissances ».

¹ *Mémoires*, T. IV, p. 534.

² S. I. R., T. 119, p. 43.

Mais il ne s'agissait pas seulement de réduire de quelques milliers d'hommes l'armée d'occupation. La grande question était de savoir si, au bout de trois ans, les Puissances décideraient le retrait total de leurs troupes, ou si celles-ci continueraient à rester en territoire français jusqu'en 1820. Pour cela, il fallait que les Bourbons eussent établi en France un ordre de choses stable et tranquille : « La question, a écrit Capodistrias dès le mois d'avril 1816 ¹, n'est pas de conserver la France tranquille parce que 150,000 baïonnettes parlent en faveur de la légitimité, mais de mettre la légitimité en état de se passer des baïonnettes étrangères ». Capodistrias était d'ailleurs convaincu que l'armée d'occupation pouvait avoir plus d'inconvénients que d'avantages pour le repos de la France, dont elle froissait, au plus haut degré les susceptibilités. « Enfant prodigue de la maison, écrivait-il à Pozzo ² le 21 juin 1817, je ne me gêne point pour donner mon avis et je le donne avec franchise ; j'ai donc déclaré et je pense que vous devriez seconder les demandes de M. de Richelieu pour être juste et équitable ».

Pour être complètement édifié sur l'état intérieur de la France, et pour amener son maître à partager entièrement ses vues, Capodistrias, qui se trouvait alors à Franzensbrunnen, adressa à Pozzo, le 28 août/9 sept. 1817, une série de questions sur lesquelles il désirait être éclairé³. L'idée principale de ce document est que la politique de la Russie et de ses alliés à l'égard de la France dépend entièrement du degré de consolidation du régime intérieur. Tous les efforts du gouvernement français et de ses alliés doivent tendre à un but : « Placer le gouvernement de Sa Majesté Très Chrétienne dans une attitude assez forte pour qu'il puisse se passer à l'expiration de l'année 1818 de l'armée d'occupation. »

Pour y arriver, Capodistrias proposait trois mesures :

1. Etablir une armée forte.
2. Tranquilliser la nation pour toujours, non par l'inertie, mais par l'action ; la lier par là d'une manière indissoluble au système du trône légitime et constitutionnel ; l'élever conséquemment à ce degré de puissance politique dont elle doit jouir et pour sa propre prospérité et pour celle de la civilisation européenne.
3. Prendre les mesures nécessaires pour consolider le crédit financier, afin de ne laisser aucun prétexte à la prolongation de l'occupation militaire de quelques forteresses, à titre de garantie pour le paiement des contributions de guerre ou des sommes relatives aux liquidations.

L'analyse que Capodistrias fait de ces trois mesures est fort favorable à la France. Mais il ne désire pas moins connaître à ce sujet l'opinion d'un homme d'Etat aussi compétent que l'était incontestablement Pozzo di Borgo.

Dans sa dépêche du 21 sept./31 oct., celui-ci donne des réponses détaillées sur toutes les questions que lui avait posées Capodistrias. Pozzo accueille avec beaucoup de sympathie la demande du gouvernement français de voir la fin de l'occupation. Il était convaincu que la popularité du Roi augmenterait aussitôt que les

¹ *Correspondance de Pozzo*, p. 287.

² *Ibid.*, p. 363.

³ S. I. R., T. 119, p. 350 et s.

troupes alliées se retireraient. Quant à l'armée française, elle était parfaitement en mesure de protéger le Roi et l'ordre de choses établi en France. L'opinion publique s'est consolidée dans un sens favorable au régime constitutionnel, et il y avait tout lieu de s'attendre à ce qu'elle soutienne le gouvernement dont les chances de popularité devraient nécessairement s'accroître après l'évacuation. Enfin, il énonce sa confiance absolue en Richelieu qui « a opéré dans le gouvernement de son pays une révolution morale, à laquelle aucun homme de son temps parmi ses compatriotes n'aurait osé aspirer ».

II

L'Empereur Alexandre s'étant décidé à se rendre au prochain congrès avec la résolution de soutenir la France dans sa demande de voir cesser l'occupation¹, il restait à régler la forme de la prochaine entrevue et son programme. Capodistrias voulait voir se réunir à Aix-la-Chapelle les ministres des petites et des grandes puissances et non seulement les souverains ou les ministres des Quatre. Il y voyait l'avantage du retour aux anciens et véritables principes de l'indépendance des nations, principes qui se trouvaient si fortement atteints par la formation de cette espèce de Directoire, composé des Quatre, qui s'arrogeait le droit de décider des affaires et presque des destinées du reste de l'Europe. La formation de ce congrès aurait ainsi l'avantage de mettre un terme au pacte de Chaumont, sur lequel se basait ce Directoire².

Dans une entrevue qu'il eut avec Metternich à Carlsbad quelques mois avant la réunion du congrès, en juillet 1818, Capodistrias développa ces mêmes idées au chancelier autrichien ; il estimait qu'exclure les autres Puissances des délibérations de la future réunion serait une mesure grave qui ne pouvait qu'exciter la jalousie de ces dernières, tendre l'opinion publique au plus haut degré, et compromettre les souverains et les cabinets par suite du manque de résultats³.

Mais l'Autriche ne voulait point admettre le point de vue russe. D'après Metternich, les délibérations ne devaient avoir lieu qu'entre les représentants des quatre Puissances ; le traité de Chaumont devait être maintenu, comme indispensable à la tranquillité de l'Europe. Le résultat de l'entrevue devait être le maintien du statu quo sans qu'il n'y eût rien de changé dans l'ordre de choses existant. « Ce résultat, écrivait Metternich à l'Empereur François, vaudra le plus beau triomphe à V. M. et aux cabinets qui, depuis 1815, n'ont cessé de suivre une marche positive, qui n'ont jamais fait appel à l'esprit d'innovation et qui ont toujours soutenu le droit seul, le droit pur et simple. Mais pour la Cour, qui en toute circonstance a rendu hommage à ce qu'on appelle l'esprit du temps, et qui par ses paroles a fait naître les espérances des novations et des sectaires de tout genre, pour cette cour, dis-je,

¹ Capodistrias à Pozzò, mars 1818 (Martens, T. XIV, p. 380).

² Noailles à Richelieu, 20 juin 1817. (S. I. R., T. 119, p. 250).

³ *Mémoires de Metternich*, III, p. 145.

le résultat d'un congrès aussi important que celui d'Aix-la-Chapelle sera compromettant au plus haut degré, dès que tout restera sur l'ancien pied.»¹

La politique de Metternich procurait un double avantage à la cour d'Autriche. En maintenant le traité de Chaumont elle ferait prévaloir ses idées réactionnaires et elle empêcherait une alliance franco-russe, qui entraînait dans les plans de Capodistrias. Ayant pour elle la Prusse et l'Angleterre, elle pourrait facilement tenir en échec la politique russe en Orient, par une alliance analogue à celle du 3 janvier 1815. Il est incontestable que Capodistrias ne perdait jamais de vue la Grèce, et, lorsque le chancelier autrichien écrivait : « Le comte Capo d'Istria était le représentant d'une école politique extravagante ; personnellement, il n'avait en vue que la question hellénique, qui, en 1818, était sur le point de surgir. Dans cet ordre d'idées (la question hellénique) et sous le rapport de la résistance au libéralisme doctrinaire qui trouvait un ardent champion dans ce ministre plus grec que russe, le système d'une alliance entre les grandes Puissances lui était odieux » ; lorsqu'il écrivait ces lignes, disons-nous, Metternich, malgré ses exagérations, n'avait peut-être pas complètement tort.

Comme on le voit, l'objet principal du congrès d'Aix-la-Chapelle n'était pas autant l'évacuation du territoire français, que toutes les puissances acceptaient plus ou moins, que la question du maintien de la quadruple alliance. Et, sur ce dernier point, la Russie remporta une véritable victoire, en 1818. Mais l'idée de Capodistrias d'admettre aux conférences les plénipotentiaires de toutes les cours ne prévalut pas. L'Empereur ne partageait pas cette opinion de son ministre. « Mon opinion personnelle, disait Capotrias à l'envoyé prussien à St-Petersbourg, le général Scholler, peu de temps avant la réunion du congrès, a été et est encore que les plénipotentiaires de toutes les cours devraient être admis aux conférences. L'Empereur n'a point approuvé mon opinion, je regrette ses volontés »². Mais il n'abandonnait pas complètement son premier point de vue ; c'est pour ce but qu'il pensait faire entrer dans la conférence des questions autres que l'évacuation de la France, notamment les difficultés survenues entre l'Espagne et le Portugal et ses propres colonies.

Alexandre arriva à Aix-la-Chapelle en septembre, accompagné de Nesselrode et de Capodistrias³, où les rejoignirent Frédéric-Guillaume avec Hardenberg et Bernstorff, et l'empereur François avec Metternich. Le Prince Régent d'Angleterre se fit représenter par Castlereagh et Wellington, et Louis XVIII par le duc de Richelieu.

Dès le début, il fut décidé que des conférences confidentielles, composées des représentants des quatre Puissances, se réuniraient préalablement et que les assemblées générales ne seraient convoquées que plus tard. La première de ces conférences confidentielles

¹ *Mémoires de Metternich*, III, p. 146.

² M. de Malvirado au duc de Richelieu (de Crousaz-Crétet, *Le duc de Richelieu*, p. 281).

³ Les deux ministres descendirent chez M. de Wildenstein, rue du Pont no 11, et c'est là qu'ils habitèrent pendant toute la durée du congrès.

fut tenue le 30 septembre. Metternich y débuta par deux prétentions :

1^o Ecarter des délibérations toute affaire étrangère à l'évacuation du territoire français ;

2^o Renouveler le pacte de Chaumont.

Nous avons parlé des avantages qu'offrait à l'Autriche le plan concerté entre Metternich et les ministres anglais. Ces derniers évitaient ainsi toute discussion sur les colonies espagnoles et gardaient les avantages qu'ils y avaient acquis.

Alexandre invita les plénipotentiaires d'Autriche et d'Angleterre à donner leur opinion par écrit. Ceux-ci rédigèrent un mémoire suivi d'un projet de déclaration. Capodistrias fut alors chargé par l'Empereur de rédiger la réponse. Elle déclinait indirectement la proposition des cours alliées, en démontrant que la quadruple Alliance ne pouvait être applicable qu'au seul cas d'une nouvelle révolution en France ; que, hors de ce cas, la France devait être assimilée aux quatre autres Puissances, non pour former avec elles un système séparé et distinct, mais pour constituer collectivement le centre de l'association générale de tous les Etats qui avaient pris part au congrès de Vienne¹.

Ce mémoire fut discuté confidentiellement dans plusieurs entretiens entre les plénipotentiaires des Quatre et fut définitivement adopté. Les cours alliées invitèrent solennellement, le 4 novembre, le gouvernement de Louis XVIII à entrer dans le concert des grandes Puissances européennes et à unir ses efforts aux leurs pour le maintien de la paix et l'inviolabilité des traités internationaux.

La France aurait à décider avec chacune des puissances les conditions de l'évacuation du territoire français. Enfin un protocole spécial fut dressé pour fixer l'ordre dans lequel devaient être examinées les réclamations que de nombreux sujets français élevaient à la charge des gouvernements alliés.

Tels ont été les principaux résultats du congrès d'Aix-la-Chapelle pour ce qui concerne la France. Ce fut encore grâce à la Russie que ce pays a pu reprendre le rang auquel il avait droit².

Mais les discussions d'Aix-la-Chapelle portèrent aussi sur d'autres questions que les affaires de France.

Dans la séance du 14 octobre, Capodistrias et Nesselrode donnèrent communication d'un protocole qu'ils avaient rédigé en vue de déterminer pour les temps à venir la nature de congrès internationaux analogues. Ces conférences devraient avoir lieu de plus en plus souvent pour le bien des nations et afin d'assurer le maintien de la paix en Europe. Mais ces réunions ne devraient d'aucune façon abroger les principes de droit et, au contraire, faire compren-

¹ S. I. R., T. 3, p. 233.

² Richelieu offrit à Capodistrias, de la part de Louis XVIII, une forte donation en argent, en reconnaissance des services qu'il avait rendus à la France. Mais Capodistrias refusa et, comme le duc insistait, il lui demanda la permission de choisir un certain nombre de livres que les bibliothèques royales possédaient en double, et avec lesquels on pourrait former une bibliothèque publique à Corfou. Richelieu lui exprima tout le plaisir que le Roi aurait à lui rendre ce service, mais, peu après, Richelieu tomba et Louis XVIII cublia sa promesse. Capodistrias renonça à la lui rappeler.

dre « que les cabinets ne se permettaient de décider d'aucune affaire qui concerne les autres Etats sans y être formellement invités par eux et sans les admettre à leurs entrevues »¹.

Metternich et Castelreagh s'élevèrent avec force contre cette opinion des plénipotentiaires russes, dans laquelle ils voyaient le triomphe des idées de Capodistrias. Castelreagh déclara que la participation de ces autres Etats « affaiblirait l'effet moral de ces réunions ». Mais Capodistrias finit par l'emporter et le protocole, signé à la séance du 15 novembre² par tous les membres du congrès, sanctionna le principe de l'inviolabilité des traités et proclama que les Etats dont les intérêts étaient discutés dans une réunion internationale avaient le droit d'y participer.

En second lieu ce fut la question de la traite des nègres qui attira l'attention du congrès. On sait que le congrès de Vienne avait déclaré la traite des noirs « contraire aux lois de l'humanité et de la morale publique », mais cette déclaration platonique ne suffisait pas pour supprimer ce commerce odieux. L'Angleterre avait insisté à Vienne et, depuis, ne cessait de rappeler aux cabinets la nécessité de prendre des mesures efficaces, dont la plus simple et la plus énergique en même temps consisterait à reconnaître aux croiseurs anglais le droit de visite à l'égard des navires marchands de toute nation, qu'on soupçonnerait de se livrer à ce commerce illicite. Ces prétentions anglaises n'avaient jamais trouvé un accueil sympathique auprès des puissances, et notamment auprès du cabinet de St-Petersbourg. Capodistrias avait exprimé à plusieurs reprises ses idées à ce sujet à l'ambassadeur de Louis XVIII, qui partageait entièrement l'opinion du ministre russe. Aussi, lorsque le 7 novembre, le congrès d'Aix-la-Chapelle aborda l'examen des ouvertures anglaises, Capodistrias y répondit par un long mémoire dans lequel il exposait un vaste projet pour combattre la traite des nègres. Il proposait de créer sur les côtes occidentales de l'Afrique, avec l'assistance commune de tous les Etats, une institution spéciale, qui porterait le nom d'« Institution africaine », et qui aurait un conseil suprême propre, un pouvoir judiciaire et qui disposerait d'une force militaire³.

Capodistrias s'appliquait à démontrer dans la préface que tous les efforts de l'Angleterre pour l'abolition de la traite trahissaient un alliage considérable d'égoïsme et de calcul commercial. Elle aspire au droit de visite, disait-il, pour s'assurer la possibilité d'enrayer le progrès des opérations commerciales des autres nations. On ne saurait d'aucune manière consentir à accorder aux croiseurs anglais ce privilège dangereux.

Pour combattre la traite des nègres, des mesures générales devaient être prises avec le concours de toutes les Puissances de l'Europe. Il était nécessaire à cet effet d'élaborer « une loi générale », obligatoire pour tous les Etats maritimes sans exception, et fixant les dispositions communes à prendre contre les négriers. Capodis-

¹ Martens, VII, p. 296.

² *Ibid.*, p. 311 et s.

³ Nous donnons ici le résumé de ce mémoire d'après Martens (T. VII, p. 299 et s.) qui a eu entre ses mains le texte original, car l'exemplaire soumis au congrès a de notables lacunes, commandées par les circonstances.

trias proposait de procéder de la manière suivante : toutes les Puissances maritimes détacheraient de leurs flottes un certain nombre de vaisseaux à marche rapide qui seraient appelés à poursuivre les navires se livrant à ce commerce illicite. « Cette force maritime, composée d'un nombre suffisant de navires légers, poursuivait Capodistrias, aurait son établissement sur un point central des côtes occidentales d'Afrique. Déclarée **neutre à perpétuité**, étrangère à tous les intérêts politiques locaux, elle poursuivrait le seul but de maintenir strictement l'abolition de la traite ». On pourrait sans danger abandonner à ces croiseurs l'exercice du droit de visite et aucune Puissance n'aurait lieu de redouter des abus quelconques de la part de ces vaisseaux perpétuellement neutres.

« Un *pouvoir judiciaire* serait combiné avec cette force et jugerait tous les délits en matière de traite, spécifiés par des lois expresses ».

« Un *conseil suprême*, en qui résideraient les pouvoirs de l'Institution, réglerait les opérations de la force maritime, reviserait les sentences du tribunal, les ferait exécuter, surveillerait tous les détails de l'Institution et rendrait compte aux futures réunions européennes des résultats de sa gestion ».

Tous les Etats s'étant entendus pour punir leurs sujets respectifs pour participation à la traite, rien ne saurait les empêcher de s'entendre pour reconnaître à ce tribunal international un droit de juridiction sur leurs sujets. En vue de ce régime ainsi strictement déterminé, il ne sauraient ne donner la préférence au projet d'un droit de visite exercé par toutes les Puissances.

« Ne peut-on espérer, poursuivait Capodistrias, de neutraliser entièrement l'institution que nous proposons ici, en la composant d'éléments si divers que la seule tendance où ils pourraient marcher sans se séparer, serait celle du devoir, direction où d'ailleurs tous les membres de l'Institution seraient appelés par les récompenses de l'Europe et par les perspectives des plus justes honneurs accordés à leurs vertus ? »

Quant aux dépenses que la création de cette « Institution africaine » entraînerait, le mémoire ne suppose pas qu'elles seraient considérables, une fois que toutes les Puissances maritimes y participeraient, et « sa durée se réglerait sur le temps nécessaire pour que le développement de la civilisation africaine protégée par elle, puisse amener un heureux changement dans le système de culture des colonies ».

Inutile de dire que le projet de Capodistrias n'eut pas de suite. Mais on ne saurait, en lisant ce projet sur la création d'une institution internationale perpétuellement neutre sur les côtes occidentales de l'Afrique, ne pas reconnaître, avec M. de Martens¹, « jusqu'à quel point les événements postérieurs ont justifié les vues larges du gouvernement russe en 1818 sur le rôle que les Puissances européennes avaient à assumer à l'égard des indigènes du continent africain. L'analogie de l'Institution projetée par Capodistrias, avec l'Association internationale afri-

¹ Martens, T. VII, p. 300.

caine est si frappante qu'elle s'impose d'elle-même. La conférence de Berlin de 1885 sur les affaires du Congo et ses dispositions au sujet de la création d'un Etat perpétuellement neutre sur ce fleuve confirment avec éclat la largeur des vues d'Alexandre et de ses conseillers intimes ».

Mais en 1818 le moment n'était pas encore venu pour établir les relations entre les Etats civilisés de l'Europe dans le sens que pensait Capodistrias. Les membres du congrès d'Aix-la-Chapelle ne pouvaient pas se rendre compte de la nécessité d'examiner des mesures devant contribuer « au progrès de la civilisation africaine », c'est-à-dire à l'implantation de la civilisation européenne en Afrique. Ils avaient également de la peine à comprendre quel serait ce changement dans « le système de culture coloniale » que proposait le mémoire russe.

Les plénipotentiaires anglais combattirent naturellement le projet russe. Quant aux trois autres cabinets, tout en ne voulant pas adjuger à l'Angleterre le droit de visite, ils ne comprenaient pas non plus très bien comment aurait fonctionné en pratique le système de Capodistrias, qu'ils jugeaient beaucoup trop compliqué et inapplicable.

Aussi n'aboutit-on à aucun résultat sur la traite. On se borna à charger les ambassadeurs à Londres d'entamer des négociations avec le gouvernement britannique à ce sujet, qui aboutirent à des traités spéciaux, accordant à l'Angleterre le droit de visite sous certaines réserves. Quant au projet de Capodistrias sur l'« Institution africaine », il fut voué à l'oubli jusqu'à ce qu'il fut repris sous un nom différent, à la fin du siècle dernier.

D'Aix-la-Chapelle, Capodistrias se rendit à Munich pour justifier aux yeux du roi de Bavière le protocole du congrès qui avait tranché le différend territorial entre Bade et la Bavière, en faveur du grand-duché, et de là, par Vienne, à St-Petersbourg.

III

La fatigue, sa mauvaise santé, et le désir de revoir ses vieux parents, décidèrent Capodistrias à demander au Tzar l'autorisation de s'absenter pendant quelque temps de son poste, afin de se rendre à Corfou. Le Tzar accéda au désir de son ministre : « Je vous engage à soigner avant tout votre santé, lui dit-il, en le quittant... et puis tâchez de porter le calme dans votre pays, ajouta-t-il. Faites entendre raison à vos compatriotes et par eux au reste des Grecs. Je désire contribuer à l'amélioration de leur sort, mais sur la base des traités ; le monde a besoin de repos. On ne peut le lui assurer que par l'union des cabinets. Ce grand résultat de nos travaux serait perdu du moment où les intérêts du Levant jetteraient le brandon de discorde entre nous ». Et, en signe de son affection, Alexandre remit à Capodistrias une lettre autographe¹ pour son père, dans laquelle il lui faisait l'éloge de son ministre, et l'accom-

¹ Evangélidis, *Biographie de Capodistrias*, p. 50 (en grec).

pagna de l'envoi d'un porte-cigarettes en or, orné de son portrait, et de la grand'croix de l'ordre de Ste-Anne.

Capodistrias quitta St-Pétersbourg à la fin de l'année 1818. Il s'arrêta quelques jours à Vienne et passa l'hiver à Rome et à Naples. Dans les premiers jours de mars, il revoyait son pays natal. Ce séjour en Italie eut malheureusement des conséquences fâcheuses. Metternich, qui suspectait toujours le ministre libéral d'Alexandre, le faisait suivre partout par ses agents secrets. On l'accusa de s'être entretenu avec les libéraux et d'avoir insisté auprès du roi de Naples sur la nécessité d'octroyer à ses sujets une constitution analogue à celle qu'Alexandre avait donnée à la Pologne. « S'il n'y avait pas toujours de ces agents russes, écrivait Metternich à Gentz à cette époque¹, qui battent l'Italie en tous les sens et qui cherchent à enflammer les espérances des partis en leur parlant du libéralisme de l'Empereur Alexandre, il n'y aurait guère d'agitation permanente dans les esprits ».

Les Anglais, de leur côté, ne virent pas d'un bon œil ce voyage et, dès le 10 novembre 1818, Bathurst exprimait à Castelreagh ses regrets d'apprendre que ce voyage devait avoir lieu². Les Anglais décidèrent quand même de traiter Capodistrias avec les plus grands égards et Bathurst, qui était ministre des colonies, adressa même des instructions en ce sens à Sir Thomas Maitland, le Haut Commissaire anglais dans les îles³.

En arrivant à Corfou, Capodistrias eut la douleur d'apprendre que sa mère venait de mourir. Il la savait déjà malade depuis longtemps et, quelque temps avant de quitter Naples, il exprimait déjà, dans une lettre à Nesselrode, la crainte de ne plus la revoir⁴.

La situation dans laquelle il retrouva sa patrie augmenta encore son chagrin. Le protectorat anglais, tel que le pratiquait Maitland, était tout à fait contraire aux espoirs qu'il avait fondés en 1815. La constitution en vigueur datait de 1817. Quelque temps après son arrivée à Corfou, Sir Thomas Maitland, Lord Haut Commissaire de la puissance protectrice, annonça par une proclamation, datée du 19 novembre 1816, qu'il avait lui-même l'intention de préparer la constitution qui lui paraissait le mieux convenir aux Sept-Iles. Après des élections, faites en présence et sous la surveillance d'officiers anglais, un Parlement fut réuni pour voter la nouvelle constitution. Les séances eurent lieu dans le palais même du gouverneur, « et sous la surveillance d'une forte garde d'honneur ». En trois séances, la constitution de 250 articles fut adoptée à l'unanimité et promulguée le 20 décembre 1817, après avoir été approuvée par le roi d'Angleterre.

D'après cette constitution⁵, qui était en réalité une charte octroyée et non pas une constitution élaborée et votée librement par les représentants du peuple ionien, le gouvernement indigène était composé d'un Sénat, d'une assemblée législative, et d'un pouvoir judiciaire.

¹ Metternich, *Mémoires*, T. III, p. 254.

² Castelreagh, *Despatches*, III^e Série, vol. IV, p. 79.

³ *Ibid.*, p. 79.

⁴ Nesselrode, *Correspondance*, T. VI, p. 58.

⁵ Voir *Le tre costituzioni*, p. 190 et s.

Le Sénat était censé être investi du pouvoir exécutif. Il envoyait dans chaque île un préfet ou éparque. Chacun de ses membres avait la direction d'un des départements ministériels. Il était composé d'un président, désigné par le roi d'Angleterre, d'un secrétaire, nommé par le Lord Haut Commissaire, et de cinq membres, élus par le Parlement dans son propre sein et agréés par le Haut Commissaire. Si ce dernier avait refusé successivement deux fois les sénateurs choisis, il désignait deux membres du Parlement, dont l'un devait être nécessairement élu. Le président ayant double droit de vote, il n'était pas difficile à Maitland d'avoir une grande influence sur ce corps.

L'Assemblée législative ou Parlement comptait quarante membres, élus pour cinq ans au suffrage indirect de la population des îles. Il votait les lois, sous réserve d'approbation du Sénat et du Lord Haut Commissaire. Ce dernier avait le droit de convoquer, proroger et dissoudre l'assemblée. Enfin, pour rendre complètement inefficace tout acte gênant du Parlement, en cas de dissolution de ce corps à la suite d'un conflit avec le Lord Haut Commissaire, le Sénat rendait des ordonnances qui avaient force de loi.

Le pouvoir judiciaire lui-même était loin d'être indépendant. Le grand conseil de justice, qui était le plus haut tribunal de l'Etat ionien, siégeait à Corfou ; il était composé moitié de juges anglais, nommés par le gouvernement royal, et moitié de juges indigènes, nommés par le Sénat, avec l'approbation du Haut Commissaire ; c'était là aussi le mode de nomination pour les juges inférieurs.

Enfin, comme si toutes ces précautions n'étaient pas suffisantes, aucun acte, émanant de n'importe quelle autorité, n'était valable sans la ratification du Haut Commissaire. C'est ce dernier qui était le vrai pouvoir exécutif.

Tel était le régime que Capodistrias trouva établi à Corfou, et qui ne manquait pas, on se l'imagine bien, de soulever de vives critiques. Comme s'il n'était pas suffisamment rigoureux par lui-même, Maitland s'appliquait à le rendre presque insupportable. Il alla jusqu'à proscrire l'usage de la langue grecque dans les actes publics et la remplacer par l'anglais et l'italien. Enfin, un dernier événement devait rendre encore plus odieux le nom de Maitland à tous les Grecs : Ce fut la livraison de la ville de Parga à Ali Pacha.

Située sur la côte de l'Epire, en face de l'extrémité sud de l'île de Corfou, cette ville avait suivi le sort des Îles, lorsque Maitland la céda sans conditions au Pacha de Janina, pour 150,000 £. Les malheureux habitants quittèrent leurs foyers et se rendirent aux Îles Ioniennes, n'emportant avec eux que les cendres de leurs pères. Cette catastrophe, accomplie sous les yeux du grand patriote corfiote, remplit son âme de douleur. « Effacer de l'esprit des Ioniens le souvenir du passé, écrit-il ¹, calomnier et persécuter les hommes qui étaient les témoins vivants des bienfaits que le pays avait obtenus de la protection de la Russie ; dénaturer et extirper du cœur des Settinsulaires tout sentiment de nationalité et de patrie, en

¹ Soc. Imp. R., T. III, p. 240.

les isolant à cet effet du reste des Grecs, leurs voisins, refouler ces derniers sous le glaive d'Ali Pacha, afin d'éteindre par ce moyen le dernier foyer du patriotisme et de la force hellénique, telle était la pensée dominante de ce système, tels étaient les motifs réels de la catastrophe de Parga et des persécutions qui réduisirent au désespoir les capitaines de l'Épire, du Péloponèse et des îles de l'Archipel »¹.

« Les misérables Pargiotes, écrit le biographe et ami de Capodistrias, Arliotti², passaient des heures entières sur les rivages de notre mer, les yeux tournés vers leur patrie, à contempler les vagues qui, après avoir mouillé le littoral de leur sol natal, venaient se briser à leurs pieds. Et ces pauvres gens ne pleurent pas, car les douleurs profondes tarissent les sources des larmes ».

A la nouvelle de l'arrivée de Capodistrias à Corfou, de nombreux hommes marquants du Péloponèse et de l'Acarnanie, comme les Botzaris, les Colocotronis et autres, dont il avait connu plusieurs à Ste-Maure en 1807, accoururent à Corfou, afin de le revoir et s'entretenir avec lui des projets de la Russie. Le ministre du Tzar fut malheureusement obligé de détruire leurs espérances et de leur démontrer que son maître n'était point disposé à tirer l'épée contre les Turcs ou de compliquer ses relations avec l'Angleterre. Il essaya de les calmer, mais ce fut en vain. « Si la Russie nous abandonne, disaient-ils, Dieu ne nous abandonnera pas ! Nous arborerons un jour le drapeau de la croix et, si nous ne pouvons nous délivrer des Turcs, nous mourrons du moins dignes de nos pères ! »³

Après ce qu'on vient de lire, on s'imagine combien ce séjour a été pénible à Capodistrias. Il fut heureux pourtant de pouvoir retrouver son père et ses anciens amis, de revoir de nouveau ce peuple qu'il aimait tellement et de pouvoir faire un peu de bien pour lui, enfin de fouler ce sol, qui lui était si cher. Un jour qu'il se promenait avec son ami Arliotti, il cueillit une de ces petites fleurs sauvages, dont abondent les champs de Corfou à cette saison : « Voyez-vous, mon cher, dit-il à son compagnon, cette petite fleur de ma terre natale ; elle vaut pour moi mieux que toutes les croix et tous les grades que je possède. La simplicité, l'innocence de la vie sont des vraies décorations, des véritables honneurs ; la campagne est la nourrice de toutes ces vertus ; les villes les affaiblissent et les cours les font disparaître. Heureux celui qui, comme le sage d'Horace, peut cultiver son petit champ, s'asseoir à l'ombre de son jardinet, se désaltérer à la source qui jaillit dans son petit royaume ! J'espère que ma patrie me verra mourir, et que ce sera sur le feuillage vert des arbres cultivés par moi, que tomberont mes derniers regards ! »⁴ Ce vœu ne devait pas être réalisé ; car, si le futur gouverneur devait revoir la Grèce avant de mourir, ce ne fut pas sous les ombrages de Corfou qu'il passa les dernières heures de sa vie !

¹ Maitland avait rendu très difficile aux Grecs, persécutés par les Turcs et qui se réfugiaient aux Îles Ioniennes, l'asile qu'ils y trouvaient de tout temps.

² Arliotti, *La vie de J. Capodistrias*, p. 193.

³ Soc. Imp. R., T. III, p. 241.

⁴ Arliotti, *op. cit.*, p. 59.

Après avoir promis à ses compatriotes de faire parvenir directement leurs plaintes au gouvernement britannique, Capodistrias quitta Corfou sur une frégate anglaise, après un séjour de cinq semaines, et se rendit tout d'abord aux eaux de Recoaro. Son séjour à Corfou, au lieu d'améliorer sa santé, comme il l'avait espéré, n'avait eu pour résultat que de l'ébranler encore plus. De Recoaro, il écrivit à l'Empereur pour lui demander l'autorisation de rentrer en Russie en passant par Paris et Londres. Il désirait s'arrêter dans la capitale anglaise afin de s'entretenir personnellement avec les ministres britanniques sur le sort imposé à sa patrie. Le récent changement de ministère en France et l'arrivée au pouvoir de Decazes, peu sympathique à la Russie, rendait son voyage à Paris fort intéressant. « On parle déjà de son arrivée ici, écrivait de Paris la comtesse de Nesselrode à son mari¹, comme d'un événement important. Dieu veuille qu'il réussisse à assoupir tous les germes révolutionnaires. Jamais ministère n'a été plus néfaste que celui qui règne en ce moment. Quant au roi, c'est une simple machine qui fait ce qu'on lui dit de faire ». On était à cette époque où le ministère Decazes, penchant plutôt vers la gauche, ne soutenait pas, trouvait-on, avec assez d'énergie, la puissance vitale de la monarchie ; il en résultait partout une sorte d'inquiétude. L'Europe, qui avait signé des traités destinés à comprimer l'idée révolutionnaire, commençait à s'alarmer de voir ainsi le trône de Louis XVIII exposé à de nouveaux orages.

Capodistrias arriva à Paris en juillet. Il profita de son séjour dans cette ville pour consulter les médecins, sa santé laissant toujours beaucoup à désirer. Il ne fréquenta pas beaucoup de monde, mais, par contre, il eut de longues conversations avec Pozzo sur les affaires intérieures de la France. Il fut présenté au Roi à St-Cloud, et l'audience que Louis XVIII lui accorda dura une heure et demie². Richelieu, qui vivait dans ses terres, vint le voir pour s'entretenir avec lui. Enfin, dans les quelques conversations qu'il eut avec Decazes, il lui fit remarquer le danger qu'il y avait à alarmer les cabinets, en multipliant les concessions qui pourraient nuire aux prérogatives royales. Il n'est pas improbable qu'il ait aussi tâché de décider le Roi à éloigner son favori. La chute de Richelieu avait marqué la fin de l'influence russe en France, et Decazes ne cachait pas ses sympathies pour l'Angleterre. Mais on sait quel attachement Louis XVIII avait pour Decazes, et même si Capodistrias a fait des efforts pour ce but, ils restèrent infructueux³.

Il quitta Paris le 21 août, afin de se rendre à Londres. Voici en quels termes s'exprimait sur son compte le *Journal des Débats* de ce même jour : « Le public n'a rien pu deviner de la manière de voir de ce diplomate grec qui est d'une réserve parfaite. Le duc de Richelieu a souvent été présent aux entrevues que les membres du corps diplomatique ont eues avec M. Capo d'Istria, on lui attribue le langage le plus noble et le plus désintéressé. »

Aussitôt arrivé à Londres, Capodistrias fut reçu par Welling-

¹ Nesselrode, *Correspondance*, VI, p. 45.

² *Journal des Débats*, 19 juillet.

³ Capefigue, *Les diplomates européens*, II. p. 94.

ton et Castelreagh, auxquels il remit deux lettres autographes¹ de son maître, dans lesquelles le Tzar leur recommandait chaleureusement de donner suite aux griefs des Ioniens contre Maitland, dont son ministre devait leur faire part. « J'ai doublement le droit, écrivait-il à Castelreagh, de les recommander à votre sollicitude, et par l'intérêt que j'ai toujours porté à cet Etat et par la confiance même avec laquelle j'ai cru le premier en 1815 que son bonheur devait être l'ouvrage du gouvernement britannique ». Et au duc de Wellington : « Je porte aux Iles Ioniennes, disait-il, un intérêt qui date des relations antérieures que la Russie a entretenues avec elles, et vous vous rappelerez sans doute, M. le Maréchal, qu'en 1815, ce fut encore la Russie qui n'hésita point à déclarer la première que leur sort devait dépendre du gouvernement britannique ».

Tous les deux reçurent Capodistrias avec une grande bienveillance, ainsi que le Prince Régent, qui lui accorda une longue audience. Mais lorsqu'il aborda la question des Iles Ioniennes, on lui répondit que ce n'était pas avec eux, mais avec lord Bathurst, ministre des colonies et de la guerre, qu'il devait s'entretenir. Castelreagh écrivait à la suite de sa première conversation avec Capodistrias qu'il n'ouvrit même pas la lettre de l'Empereur, pendant que « le Russe » était avec lui, afin d'éviter la prolongation de l'entretien². Lord Bathurst se trouvant dans son château, ce fut là que Capodistrias reçut l'hospitalité pendant trois jours et exposa au ministre des colonies les griefs de ses compatriotes. Celui-ci lui demanda de lui exposer par écrit ses observations. Mais Capodistrias, ne voulant pas remettre de note écrite sans l'assentiment de l'Empereur, répondit qu'étant pressé de partir, il n'avait pas le temps, mais qu'il les lui enverrait de St-Pétersbourg. Après ce court séjour à Londres, où il fut traité avec une prévenance et des égards tout particuliers par les hommes importants et fêté par la haute aristocratie londonienne, il s'embarqua pour Copenhague et se rendit par Dantzig à Varsovie, où l'Empereur devait le rejoindre à fin septembre. Ce dernier approuva le travail de Capodistrias sur les Iles Ioniennes et le projet de lettre confidentielle à Lord Bathurst, qui furent envoyés à Londres. Dans ce long mémoire³, après avoir démontré toutes les violations du traité de Paris, commises par les Anglais dans les Iles, Capodistrias insistait sur la nécessité :

1^o « De soulager promptement les Settinsulaires de la majeure partie des maux qui les accablent » ;

2^o « D'ouvrir en même temps les voies par lesquelles on pourra mettre dans un accord parfait la situation intérieure de ce petit Etat avec les dispositions du traité du 5 novembre ». Pour ce but et afin de faire cesser la cause principale de tous les abus, qui était selon lui la concentration du pouvoir tout entier et pour toutes les branches de l'administration dans la seule personne du Lord Haut

¹ Rodocanachi, *op. cit.*, p. 275-6.

² Castelreagh à Bathurst, 28 août 1819 (Castelreagh, *Despatches*, III S., Vol. IV, p. 141).

³ Rodocanachi, p. 279 et s.

Commissaire, Capodistrias proposait de faire reviser la constitution de 1817 « par des représentants de la nation librement élus par des assemblées électorales et revêtus par elles de ce pouvoir ».

En envoyant cette note à Bathurst, Capodistrias la faisait accompagner d'une lettre confidentielle, dans laquelle il attirait l'attention du ministère anglais sur sa patrie et déclarait espérer que, « du moment que S. E. aura pris connaissance de l'état véritable des choses elle y apportera un prompt remède ». En même temps il écrivit une longue lettre au duc de Wellington¹, dans laquelle il le priait de contribuer à l'amélioration du sort de son pays : « Je plaide la cause de mon pays natal, comme citoyen de mon pays, écrivait-il ; et si l'Empereur Alexandre en a connaissance et si il m'aide de sa bienveillante coopération, c'est que l'Empereur, avant tout, est homme, c'est qu'il est chrétien et qu'en professant du fond de son cœur les préceptes de notre sainte religion, dans toute rencontre et dans toute affaire quelconque, S. M. I. ne dédaigne pas de protéger celle qui s'identifie au plus cher, comme au plus sacré de mes devoirs. S. M. I. éprouvera une véritable satisfaction, en apprenant, par votre entremise, l'heureuse issue qu'elle promet. Il s'agit de soulager promptement les habitants des Sept Iles d'une administration oppressive, arbitraire par le fait et vicieuse en principe ; j'ose indiquer quelques moyens. Je les abandonne à votre équité ; n'importe le mode ; mais faites en sorte que les Settinsulaires bénissent enfin le nom de leurs protecteurs ».

Malheureusement, toutes les belles paroles de Capodistrias n'eurent aucun résultat. Malgré les promesses des ministres anglais, et les protestations de Castelreagh et de Wellington à Alexandre qu'on apporterait tous les soins à l'amélioration « de ce qui avait pu être trouvé defectueux dans les premiers arrangements que l'on a pris pour le bonheur des habitants des Sept-Iles », les Anglais ne firent absolument rien en ce sens. Au contraire, des mouvements insurrectionnels ayant éclaté à Zante et à Sainte-Maure, quelque temps après le voyage de Capodistrias à Corfou, les Anglais accusèrent plus ou moins ouvertement le ministre du Tzar d'en avoir été la cause, et Maitland redoubla ses rigueurs envers les Ioniens. Et, malgré tous ses efforts, Capodistrias eut la peine de voir pendant toute sa vie les Ioniens gémir sous le joug tyrannique des libéraux anglais².

¹ Rodocanachi, p. 293 et s.

² A part Cracovie, il n'y a peut-être pas eu un protectorat qui ait été plus haï par les protégés. (Heilborn, *Das völkerrechtliche Protektorat*, p. 143).

CHAPITRE VI¹

I. Le mouvement révolutionnaire en Europe au début de l'année 1820. L'Espagne et l'Italie. Vains efforts de Capodistrias pour éviter l'intervention autrichienne à Naples. Le congrès de Troppau : Alexandre, Capodistrias et Metternich. Le protocole du 19 novembre. — II. Le congrès de Laybach. Position prise par la France. Alexandre se rapproche de Metternich. L'insurrection grecque. Le Tzar désavoue Ypsilanti. — III. Retour du Tzar en Russie. Capodistrias reprend son ascendant. Projets d'alliance avec la France. L'ultimatum du 28 juin. — IV. Efforts de l'Angleterre et de l'Autriche pour maintenir la paix. Alexandre se rapproche de nouveau de Metternich. Tatischev et les conférences de Vienne. Capodistrias quitte la Russie. — V. Epilogue.

I

Arrivé à la fin de septembre à Varsovie, où l'attendait l'Empereur, Capodistrias trouva ce dernier fort préoccupé de l'extension que l'esprit révolutionnaire prenait en Europe. Après l'assassinat de Kotzebue celui du duc de Berry, puis la révolution d'Espagne ne manquaient pas de lui faire abandonner un peu ses idées libérales.

Les agents de Metternich auprès de la cour russe encourageaient de toutes leurs forces ce début de revirement dans les idées du Tzar², qui commençait à soupçonner en toute chose l'action d'un certain comité directeur, qui aurait son siège à Paris et travaillerait en vue de bouleverser les gouvernements établis et d'introduire le despotisme révolutionnaire. Capodistrias tâchait de le rassurer, en lui présentant tous ces attentats et ces mouvements comme le résultat d'un gouvernement trop oppressif. Il lui faisait admettre que, dans les pays où la révolution avait détruit le passé, il était impossible d'y revenir et « rétablir les vieux gouvernements tombés de vétusté, qui devaient faire place à des nouvelles institutions ». Ce qu'il fallait chercher, c'était de déjouer les complots des hommes de la révolution en fortifiant par de sages institutions les gouvernements que la pacification générale avait réintégrés dans leurs droits. Capodistrias était partisan de l'idée qu'une réunion des Puissances ne pouvait offrir que des avantages, et Alexandre, qui y voyait une application des principes qui lui étaient chers,

¹ SOURCES : *Aus dem Nachlasse F. von Gentz*, Vienne, 1868. — Gentz, *Dépêches aux hospodars*, Paris, 1877. — Gervinus, *Histoire du XIX^e siècle*. — Isambert, *L'indépendance grecque et l'Europe*, Paris 1900. — Martens, *op. cit.*, T. XV, — Metternich, *op. cit.* — Pasquier, *Mémoires*, T. IV et V. — Rain, *Alexandre I^{er} et les révolutions nationales* (Revue des Etudes historiques, 1911). — Prokesh-Osten, *Geschichte des Abfalls der Griechen*, Vienne, 1867. — Stern, *op. cit.*

² Ces agents faisaient tout leur possible pour contrecarrer l'influence de Capodistrias, dont ils exagéraient beaucoup les tendances libérales : « Capo d'Istria, écrit l'un d'eux, aurait travaillé ouvertement dans le sens républicain, si l'Empereur ne le retenait pas ! » (Wallmoden à Metternich, 30 nov. 1816, voir Stern, *op. cit.*, I, p. 274).

approuva pleinement cette opinion. Mais les propositions que le gouvernement russe fit à ce sujet aux autres puissances en mars et en mai 1820 restèrent sans résultat. L'Autriche craignait qu'en s'occupant des affaires d'Espagne on ne chargeât la France, en qualité de mandataire de la Sainte Alliance, d'aller rétablir l'ordre dans la Péninsule, et Metternich ne voulait point donner l'occasion à la France d'acquiescer une prépondérance marquée sur l'Europe occidentale ; la Prusse imitait docilement l'Autriche, et la France craignait de provoquer un vif mécontentement parmi les libéraux français en se chargeant d'une expédition nettement réactionnaire. Quant à l'Angleterre, elle ne voulait en aucune manière entendre parler d'intervention européenne en Espagne, dans l'espoir que l'état d'anarchie au milieu duquel ce pays se débattait le rendrait impuissant à remettre la main sur ses colonies d'Amérique, dont l'affranchissement offrait les plus grands avantages au commerce britannique.

Mais l'Autriche n'allait pas tarder à changer de tactique. La révolution de Naples qui éclata en juillet eut pour résultat d'alarmer le cabinet de Vienne, qui craignait de voir s'étendre le mouvement révolutionnaire dans ses provinces italiennes. Dès le mois d'août, les troupes autrichiennes se rassemblaient dans le royaume Lombard-Vénitien. Metternich, voulant flatter le Tzar et obtenir la ratification de la Russie pour les mesures qu'il comptait prendre contre les révolutionnaires, lui fit proposer une entrevue à Pesth avec l'empereur François. Le chancelier autrichien était d'avis qu'un congrès était inutile et que cette entrevue suffirait pour que les deux souverains se missent d'accord sur les mesures à prendre. Il pensait que les intérêts de la Russie n'étant pas atteints par les événements de Naples, le cabinet de St-Pétersbourg ne pourrait se trouver en collision avec les projets de l'Autriche dans la Péninsule.

Mais Alexandre tenait à réunir un congrès des Cinq. Metternich objectait le refus qu'opposerait l'Angleterre d'y participer. Mais le Tzar lui faisait répondre par Capodistrias¹ que même si l'Angleterre refusait catégoriquement de prendre part aux délibérations, il n'en résulterait point pour les autres Puissances l'obligation de renoncer à l'exécution de leur projet.

Metternich finit par céder et Alexandre, voulant se rendre à Varsovie pour assister aux sessions de la Diète polonaise, demanda l'ajournement de l'entrevue jusqu'au mois d'octobre ; on aurait eu ainsi le temps d'obtenir aussi des autres cabinets l'envoi de représentants à Troppau. C'est avec l'idée que tous les pays qui sortaient des crises révolutionnaires ne sauraient en prévenir le retour qu'au moyen d'institutions sages, propres à associer les intérêts des trônes restaurés avec les intérêts présents des nations respectives, que furent rédigées par Capodistrias les communications que le ministère impérial envoya aux cours alliées. Le ministre du Tzar était pleinement d'accord avec Richelieu qui croyait nécessaire d'insister sur l'idée qu'on ne faisait pas la guerre aux peuples, mais à des insurgés, « dont la tyrannie rejetterait l'Europe dans la barbarie ». Le prince de Metternich ne goûtait pas beau-

¹ Lettre du 29 août/10 septembre 1820.

coup ces idées, mais y consentait momentanément en attendant d'avoir auprès de lui Alexandre pour le ramener complètement à ses vues. Il était d'ailleurs rassuré que sa politique ne serait ni gênée ni ralentie. Il avait obtenu de Capodistrias l'assurance « que toutes les cours étant d'accord à déférer à l'Autriche l'exécution des mesures actives à prendre en Italie pour le salut commun, rien ne l'empêcherait de poursuivre ces mesures »¹.

Malgré ces assurances données au chancelier autrichien, Capodistrias ne désespérait pas d'éviter l'intervention autrichienne à Naples. Dans des entretiens qu'il eut à Varsovie avec M. de la Sensée, envoyé par Pasquier en mission spéciale, il insistait pour que le roi de France offrît sa médiation : « Le roi de France, lui dit-il un jour, le premier souverain qui de son propre mouvement ait fait jouir ses peuples des avantages du gouvernement constitutionnel, n'est-il pas naturellement appelé à interposer sa médiation entre les Etats qui aspirent à la même forme et les Puissances alliées... Le roi de France écrirait lui-même aux rois de Naples et d'Espagne... Quant à la France, elle aurait encore cet avantage particulier que les dispositions de son gouvernement en faveur de l'établissement du système constitutionnel seraient authentiquement constatées »².

Il est évident que Capodistrias n'aurait pas fait des ouvertures pareilles à l'envoyé français sans l'assentiment du Tzar. Mais ce dernier, qui entrait dans cette période de sa vie où il changeait continuellement d'avis, finit par désavouer le langage tenu par son ministre. Et quelques jours plus tard, Capodistrias se vit obligé d'abandonner l'idée d'une médiation de Louis XVIII, qui aurait eu le double avantage d'éviter l'action de Metternich à Naples et d'établir un ordre de choses qui offrît des garanties de stabilité. Capodistrias se vit obligé de dire à M. de la Sensée que l'Empereur, ayant réfléchi, trouvait son projet un peu imprudent, « l'état intérieur de la France n'étant pas encore assez rassurant pour qu'on pût la voir avec tranquillité se mettre en rapports particuliers avec les Etats révolutionnaires »³.

Alexandre arriva à Troppau le 20 octobre, accompagné de Nesselrode et de Capodistrias. Les deux ministres étaient loin d'obéir aux mêmes tendances. Si le second, comme nous l'avons vu, conservait toutes ses sympathies pour les institutions représentatives, le premier était de plus en plus inféodé dans les doctrines de l'absolutisme autrichien. Capodistrias était pourtant obligé de compter avec le revirement d'opinion que manifestait son maître et qui venait de s'accroître par le mécontentement que lui procuraient les affaires de Pologne⁴. C'est ce qui faisait dire à Metternich, dès le 21 octobre, après un entretien qu'il eut avec Capodis-

¹ Gentz, *Dépêches aux hospodars*, T. II, p. 82.

² *Mémoires du chancelier Pasquier*, T. IV, p. 535.

³ *Ibid.*, p. 536.

⁴ Voici en quels termes en parle Gentz : « La diète de Varsovie n'a présenté qu'un spectacle continu d'opposition, d'hostilités et de tumulte. Les lois proposées par le gouvernement ont été rejetées par d'immenses majorités. Les ministres, les fonctionnaires publics, tant civils que militaires, ont été accusés tour à tour, traités même avec beaucoup d'indécence ; des séances de douze, seize heures ont été employées à lire des pétitions remplies de plaintes, de déclamations et d'invectives ». *Op. cit.*, p. 87.

trias : « Il se mit à marcher dans mon sens »¹. C'était évidemment exagéré, comme le montrera la lutte entre les deux hommes pendant toute la durée des congrès de Troppan et de Laybach. Mais le ministre du Tzar était bien obligé de « tourner au gré du vent » et ne pouvait pas ne pas tenir compte des dispositions d'Alexandre « qui s'excusait et allait jusqu'à se condamner »². C'est ce qui lui permit d'ailleurs de jouer encore un rôle brillant et ce ne sera guère qu'à la fin du congrès de Laybach qu'il sera obligé de battre en retraite et de céder la première place à Nesselrode qui, en 1820 encore, « était tout comme s'il n'existait pas »³.

Les conférences commencèrent le 23 octobre. Metternich lut un long mémoire où il faisait part des vues de sa cour dans la question napolitaine ; après avoir développé le principe que tout gouvernement possède le droit de contrôler les changements politiques d'un autre Etat, lorsque ces changements sont de nature à menacer l'existence et la sécurité de ses voisins, le chancelier autrichien demandait l'autorisation pour les troupes autrichiennes de marcher sur Naples.

Capodistrias fut chargé par l'empereur Alexandre de composer un mémoire qui contiendrait les observations du cabinet russe en réponse à celles de l'Autriche. Il en donna lecture dans la séance du 6 novembre. Le ministre du Tzar commençait à établir que l'entente des cinq cours pouvait seule vaincre les difficultés présentes. Les alliés étaient donc autorisés à se mêler des affaires de Naples en 1820, comme ils l'avaient fait en 1815 pour la France. En raison de la réserve commandée à l'Angleterre par la nature de son gouvernement, on ne lui demanderait que son adhésion tacite. En passant du domaine des principes à celui des faits, Capodistrias déclarait que les Puissances devaient prêter leur appui moral à l'Autriche ; or, cet appui ne pouvait se traduire par le silence ; une déclaration était nécessaire ; il fallait amener le roi de Naples à désavouer les actes de la révolution, à proscrire les sectes, à fonder enfin un ordre de choses qui réaliserait « les vœux authentiques de la population ». Il ne manquait d'ailleurs pas d'exprimer son indignation sur la conduite du roi de Naples, pour la défense duquel la moitié de l'Europe était sous les armes. « D'une part, disait-il, il a prêté serment solennel à des actes qui appellent autour du trône une masse considérable de ses sujets. De l'autre, il cherche à punir cette même masse en amenant au sein de son pays des troupes étrangères. Et pourquoi veut-il punir ses sujets ? Parce qu'ils ont, comme lui, prêté serment à des actes sanctionnés, du moins suivant toutes les apparences, par sa propre autorité. »

Si le monarque refusait d'écouter les avertissements des Puissances, l'occupation autrichienne devait s'effectuer le plus rapidement possible.

Comme on le voit, la note russe insistait pour faire découler le droit d'intervention des principes proclamés en 1815 et en 1818 ; elle n'admettait cette intervention qu'après l'échec des pourparlers avec le roi Ferdinand, auquel on laisserait la faculté de créer à Naples des institutions plus ou moins libérales.

¹ Metternich, *Mémoires*, III, p. 373.

² *Ibid.*, p. 376.

³ *Ibid.*, p. 381.

Or, sur ce dernier point, Metternich était intransigeant. En répondant à Capodistrias, il déclarait ignorer les aspirations de la population ; il ne connaissait, disait-il, que celles des carbonari. Les Puissances ne devaient pas devenir l'instrument des partis politiques. Leur devoir consistait à se dire : l'état actuel doit cesser pour être remplacé par celui que la volonté du Roi et sa sagesse considéreront comme utile.

Ce langage du chancelier autrichien, et le revirement d'opinion du Tzar, qui s'accroissait tous les jours, forcèrent Capodistrias à battre en retraite. Dès le lendemain, il se voyait obligé de déclarer à son collègue autrichien que ce n'était pas la lettre, mais l'esprit seul des traités antérieurs qui imposaient aux Puissances le devoir d'intervenir ; qu'après avoir délivré le roi de Naples, elles n'avaient aucun droit de lui imposer une ligne de conduite envers ses sujets, et que les Alliés pourraient tout au plus s'entendre pour le cas où le roi de Naples demanderait leurs conseils pour restaurer son gouvernement.

Ce langage ne peut s'expliquer que par les nouvelles idées d'Alexandre, qui se rapprochait de plus en plus de Metternich ; « non seulement, écrit ce dernier, l'Empereur est revenu à ses anciennes idées, mais encore il a pris une position tout opposée à celle qu'il avait adoptée depuis des années ¹ ». La nouvelle de la révolte du régiment des Semonowski accentua encore plus ce rapprochement. Le Tzar allait jusqu'à s'imaginer que c'était les radicaux d'occident qui avaient fait le coup, afin de l'intimider et le décider de revenir à St-Petersbourg. Metternich essayait de profiter de ces événements pour le ramener complètement à lui, et l'éloigner de Capodistrias. Dans des entretiens intimes que le chancelier d'Autriche eut avec Alexandre, tout en prenant le thé, il ne manquait de s'exprimer souvent en termes peu aimables pour le « Grec ». « Grâce au thé, écrit-il, ces choses-là passent très bien ». Et il ajoutait : « Ah ! si cette boisson aromatique pouvait rendre Capo d'Istria raisonnable, Dieu du ciel, quelle masse de thé je ferais venir de Chine ! » ²

Depuis quelque temps déjà les représentants de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie avaient pris l'habitude de délibérer en dehors de leurs collègues de France et d'Angleterre, et le 19 novembre ils dressèrent un protocole qu'ils signifièrent à ces derniers. Cet acte proclamait « que les Etats faisant partie de l'alliance européenne qui auront subi dans la forme de leur régime intérieur une altération opérée par la révolte et dont les suites soient menaçantes pour d'autres Etats, cesseront par là même de faire partie de cette alliance et en resteront exclus jusqu'à ce que leur situation présente des garanties d'ordre et de stabilité ». « Lorsque des Etats où des pareils changements se seront ainsi effectués feront craindre à d'autres pays un danger imminent par leur proximité et lorsque les puissances pourront exercer à leur égard une action efficace et bienfaisante, lisait-on plus loin, elles emploieront pour les ramener au sein de l'alliance, premièrement les démarches

¹ *Mémoires*, p. 376.

² *Ibid.*, p. 383.

amicales, en second lieu une force coercitive, si l'emploi de cette force devenait indispensable ».

Les ministres de France et d'Angleterre se montrèrent fort irrités d'avoir été tenus à l'écart des délibérations dont on venait de leur notifier le texte. Castelreagh consacra deux notes pour exprimer avec beaucoup d'énergie la répugnance du cabinet britannique pour la théorie de l'intervention. Richelieu était partagé entre la crainte de s'attirer de graves embarras intérieurs, s'il adhérait au protocole, et celle de déplaire au Tzar, s'il n'y souscrivait pas. Pasquier exposait aux plénipotentiaires français au congrès, La Feronnayes et Caraman, l'impossibilité pour un Etat constitutionnel d'accéder au protocole du 19 novembre et la nécessité, si on intervenait à Naples, d'intervenir aussi en Espagne, ce qui pouvait avoir des conséquences incalculables. M. de Caraman, qui avait une grande sympathie pour les principes autrichiens, commit la faute de communiquer ses instructions à Metternich. Celui-ci affecta de dire bien haut qu'il fallait renoncer à lier partie avec une nation qui décriait les principes même sur lesquels était fondée l'alliance. Et Alexandre se montra blessé de l'attitude adoptée par le cabinet des Tuileries.

Capodistrias fit une dernière tentative pour éviter l'intervention autrichienne. Il fit proposer par son maître la médiation du Pape. Le roi de Naples aurait ainsi conservé toute sa dignité aux yeux de ses sujets. M. de Lebzeltern fut dépêché à Rome pour proposer au Sant-Père le rôle de médiateur, mais Metternich mit secrètement en œuvre tous ses moyens pour détourner Pie VII, qui finit par décliner l'offre.

Le roi de Naples, sur l'invitation des Alliés, s'embarqua pour Laybach, le 13 décembre, et l'armée autrichienne occupa aussitôt ses Etats. Le congrès de Troppau tint sa dernière séance le 24 décembre. Aucun des deux ministres anglais n'y assistait. On y communiqua la lettre du roi de Naples, acceptant l'invitation, et il fut convenu que les conférences seraient suspendues jusqu'à nouvel ordre, pour n'être reprises qu'à Laybach.

II

C'est à Laybach que devaient être mises à exécution les mesures arrêtées à Troppau au sujet du royaume de Naples. Louis XVIII ne donna pas suite à l'invitation qui lui fut adressée de se rendre à cette réunion diplomatique. Alexandre lui en exprima ses sincères regrets « car le salut de la France est identifié avec celui du monde »¹. Il avait déjà chargé Capodistrias d'exposer en détail à Richelieu toute la fausseté du point de vue auquel se plaçait le ministère français. D'après Alexandre, les cabinets alliés étaient tenus d'appuyer par leurs efforts communs l'ordre de choses créé en 1815. Celui qui tenterait de le violer devenait par ce fait leur ennemi déclaré. Mais Capodistrias ne réussit pas à convaincre le ministre de Louis XVIII. Il est certain que le ministère russe se

¹ Martens, T. XV, p. 6.

préoccupait sérieusement de l'impression que produirait en France la mission confiée à l'Autriche de prendre des mesures de répression militaire contre la population de Naples. L'Empereur chargeait Capodistrias de rassurer les craintes de Richelieu quand aux conséquences immédiates du congrès de Laybach. Dans une lettre du 1/13 février 1821, le diplomate russe écrivait au duc que les mesures prises ne sauraient qu'exercer une action très bienfaisante en Italie aussi bien qu'en Espagne¹. « Le sort de Naples, disait-il, et les mesures qui l'auront décidé, ouvriront peut-être les yeux aux révolutionnaires d'Espagne sur le mal qu'ils font à leur pays, et les forceront à sentir tout le poids de la responsabilité qui retomberait sur leurs têtes. Si vous parvenez à éclairer l'Espagne et si pour y répandre d'utiles lumières vous gagnez du temps à ses destinées, vous aurez la gloire de la sauver. Cette gloire est belle, mais je dirai plus, elle vous est nécessaire. C'est à Madrid peut-être que se décideront les progrès et l'affermissement de la monarchie légitime et constitutionnelle en France. La cause est une, l'ennemi à vaincre le même, et il n'y a pour le combattre qu'une seule arme : celle de cette constitutionnalité sage, franche et volontaire que vous employez avec tant de succès depuis que vous êtes à la tête des conseils de S. M. Très Chrétienne. ».

Même en plein congrès de Laybach, Capodistrias n'hésitait pas, comme on le voit, à exprimer ses sympathies constitutionnelles. Mais Alexandre s'éloignait de plus en plus de son conseiller. L'insurrection du Piémont ne fit qu'augmenter l'ascendant qu'exerçait sur lui le prince de Metternich. « Nous aurons gagné notre procès », écrit ce dernier², dès les premiers jours de l'arrivée du Tzar à Laybach, « Capo d'Istria se démène comme un diable dans un bénitier, mais il est en plein dans l'eau bénite et ne peut rien faire..... L'étoile du premier ministre russe commence à pâlir³. L'abîme qui sépare Capo d'Istria et l'Empereur se creuse toujours davantage ; or, si des deux chevaux d'un attelage l'un tire à droite et l'autre à gauche, la voiture n'avancera que si le plus fort des deux entraîne le plus faible. Dans le cas actuel, c'est l'Empereur qui est le plus fort et cela pour des raisons faciles à comprendre. »

Ce fut à la fin de leur séjour à Laybach que les monarques et leurs ministres reçurent la nouvelle de l'insurrection d'Ypsilanti.

En 1814 avait été fondée à Odessa, par trois Grecs, Scoufas, Xanthos et Tsacaloff, une société secrète dont le but était d'affranchir les Hellènes du joug ottoman. Cette société, qui reçut le nom de « Philiki Hetairia » (Société des amis), et qui est surtout connue sous le nom d'« Hétairie » tout court, se développa rapidement. On affirme qu'en 1820 elle comptait quatre-vingt mille adhérents. Mais il lui manquait un chef, un homme qui pût surtout s'imposer par son prestige ; il est vrai que les membres de l'« Hétairie » avaient toujours considéré comme leur chef suprême le Tzar, bien que celui-ci ne fût jamais mêlé en rien à leurs

¹ Martens, T. XV, p. 6.

² *Mémoires*, T. III, p. 449.

³ *Ibid.*, p. 456.

intrigues ; pour les Grecs, le Tzar était le monarque orthodoxe, fort et puissant, qu'ils avaient toujours considéré, depuis Pierre-le-Grand, comme leur protecteur, et à l'aide duquel ils devaient acquérir leur indépendance. Mais, en dehors de ce chef un peu mystique, il leur fallait un homme qui voulût bien assumer effectivement la direction de leur entreprise et qui jouît en même temps d'un prestige tel auprès de tous les membres, que sa volonté fût la loi de la société.

La célébrité qu'avait acquise Capodistrias depuis 1815, fit penser aux dirigeants de l'Hétairie que c'était bien lui qui devait prendre la tête d'un mouvement qui devait être protégé par l'Empereur dont il était le ministre.

Ce fut en 1817 qu'un envoyé de l'Hétairie, nommé Galatis, originaire d'Ithaque, arriva à St-Petersbourg. Il demanda d'être reçu par Capodistrias, lui fit part de l'existence de l'Hétairie, société secrète, exclusivement composée de Grecs, et qui avait pour but de délivrer la patrie par une insurrection générale ; il lui offrit d'en devenir le chef. Capodistrias exprima à Galatis son étonnement de le voir venir parler de telles choses à lui, ministre des affaires étrangères de Russie et lui déclara que c'était une folie de penser à pareille chose à un tel moment. Il savait très bien que l'Europe ne serait point disposée à soutenir un soulèvement qui risquerait de mettre de nouveau aux prises les Puissances, le lendemain des guerres de la République et de l'Empire. D'autre part, il ne considérait pas encore les Grecs capables d'entreprendre avec succès à eux seuls une semblable œuvre. Il est évident qu'en fondant en 1814 la société des Philomuses, il se proposait de répandre l'instruction parmi ses compatriotes, pour les préparer peu à peu à l'œuvre qui fut toujours son rêve : la formation de la Grèce en Etat libre et indépendant, apte à se gouverner lui-même.

Au prince Mavrocordato, qui avait été envoyé par le hospodar de Valachie auprès de l'Empereur pour lui démontrer l'impossibilité du maintien de la paix avec les Turcs et solliciter le passage du Pruth par les armées russes, Capodistrias disait : « En ma qualité de Grec, je ne dois désirer que la liberté que les Grecs acquerraient par leurs propres efforts et au moyen de leur avancement préalable dans la véritable civilisation. Notre commune patrie est loin de là ; et c'est à la mettre sur une bonne voie pour l'élever à la dignité de nation que chacun de nous doit consacrer ses efforts » ¹.

Les hétéristes ayant désespéré de voir Capodistrias à la tête de leur société, ne voulant pas d'autre part écouter les conseils que ce dernier leur donnait, s'adressèrent au prince Alexandre Ypsilanti, aide de camp du Tzar. Ypsilanti, qui était un militaire et non point un diplomate, rêvant des batailles glorieuses, telles que celles de 1813, où il perdit son bras droit, n'hésita point et accepta la présidence qu'on venait de lui offrir. Il demanda un congé illimité au début de 1820, et obtint la permission d'entreprendre un voyage hors de Russie pour le rétablissement de sa santé. En prenant congé de Capodistrias, il ne lui dissimula pas qu'il était plus

¹ Soc. Imp. R., T. III, p. 228.

ou moins initié dans les affaires de l'Hétairie ; il lui parla des malheurs de leurs compatriotes et de la nécessité d'y mettre un terme. Capodistrias essaya de lui démontrer que toute entreprise de ce genre était trop risquée pour le moment et qu'on n'arriverait à rien¹. Ypsilanti le quitta là-dessus et Capodistrias n'en eut plus de nouvelles jusqu'au jour où il apprit à Laybach le mouvement qu'il avait entrepris dans les Principautés.

Les Grecs ne pouvaient pas choisir de moment plus défavorable pour se soulever. « Ces pauvres Grecs, s'écriait le duc de Richelieu², me paraissent avoir pris le moment le plus inopportun pour secouer le joug des Turcs. » Bien que Capodistrias eût déconseillé le mouvement d'Ypsilanti, l'Europe, et surtout Metternich, ne manquaient pas de voir en lui l'auteur de l'insurrection. Le chancelier autrichien en profita pour éloigner de plus en plus le Tzar de son favori ; il lui présenta l'insurrection hellénique comme étant en relation avec les sociétés des Carbonari et autres, qui avaient fomenté les révolutions d'Italie et qui essayaient de renverser les Bourbons en France³.

Quant au Tzar, il hésitait à désavouer les Grecs, ses coreligionnaires, mais d'autre part il ne voulait pas avoir l'air d'encourager les ennemis de l'ordre qu'aux yeux de l'Europe étaient les Grecs révoltés. Ce dernier point de vue l'emporta et il finit par désavouer publiquement Ypsilanti. Capodistrias fut obligé de mettre, à contre-cœur, sa signature au bas de la lettre⁴ de désaveu adressée à l'ancien aide de camp du Tzar. Mais il comprenait que, pour le moment, il n'y avait rien à faire et attendit des circonstances plus favorables pour agir sur l'esprit de son maître. Il signa avec les ministres d'Autriche et de Prusse la déclaration du 12 mai, ainsi que la circulaire qui l'accompagnait, dans laquelle il était dit que « les Souverains, regardant comme nulle toute prétendue réforme opérée par la force ouverte, agiraient en conséquence dans les événements de Naples, du Piémont et dans ceux-là mêmes qui, dans des circonstances très différentes, mais par des combinaisons également criminelles, venaient de livrer la partie orientale de l'Europe à des convulsions incalculables ». Metternich triomphait pour le moment : « Si quelqu'un est devenu blanc de noir qu'il était, c'est bien lui, écrivait-il en parlant du Tzar⁵. C'est le plus fort qui a entraîné le plus faible, conformément aux lois de la mécanique, de la physique et de la morale ».

¹ S. I. R., T. III.

² S. I. R., T. LIV, p. 627.

³ Il portait sur l'insurrection un jugement d'une froideur cynique : « Il faut regarder cette affaire, disait-il, comme placée hors de la civilisation... Les complications d'Orient échappent à tous les calculs : peut-être est-ce peu de chose ! Là-bas, par delà de nos frontières orientales, trois ou quatre cent mille individus pendus, égorgés, empalés, cela ne compte guère ! » (*Mémoires*, III, p. 465).

⁴ Prokesch-Osten, *Geschichte des Abfalls der Griechen*, T. III, p. 65.

⁵ *Mémoires*, III, p. 466.

III

Mais une fois rentré à St-Pétersbourg, le Tzar allait de nouveau subir l'influence de Capodistrias. Rarement homme a changé si souvent d'opinion suivant les lieux où il s'est trouvé et s'est laissé tellement influencer par son entourage. Metternich le savait et voyait le seul remède dans l'éloignement de Capodistrias. « L'Empereur Alexandre et moi, écrit-il le 23 juillet¹, nous avions la même manière d'envisager ce qui se passe aujourd'hui. Mais l'Empereur a changé de résidence : aussi ne peut-on pas affirmer qu'il restera fidèle au point de vue que nous avions adopté, moi si facilement, lui si difficilement..... Pour ne pas fausser route, il faut séparer le Tzar de son entourage. »

Aussitôt rentré à St-Pétersbourg, le Tzar s'installa à Tsarskoï-Selo et demanda à Capodistrias d'y venir séjourner avec lui. Capodistrias espérait d'autant plus ramener le Tzar à ses sentiments philhelléniques, que l'insurrection venait aussi d'éclater dans le Péloponèse et s'étendait peu à peu dans toute la Grèce continentale. Ce n'était donc plus du mouvement isolé qu'Ypsilanti, qui avait d'ailleurs lamentablement échoué², qu'il s'agissait, mais d'une insurrection presque générale de tous les Grecs de l'Empire ottoman. Les Turcs, pour se venger, avaient pendu le jour de Pâques le patriarche de Constantinople et d'autres prélats de l'église orthodoxe, dont le Tzar se considérait comme le protecteur. Alexandre allait-il abandonner ainsi toutes les traditions de la politique moscovite ?

L'Empereur exposa à Capodistrias ses craintes que, si la Russie déclarait la guerre à la Turquie, l'esprit révolutionnaire et le « Comité directeur de Paris »³ triompheraient et qu'aucun gouvernement ne resterait plus debout.

Capodistrias s'efforçait de lui démontrer que si l'on abandonnait les Grecs à la férocité des Turcs, les Grecs abandonnés à eux-mêmes seraient poussés à la résistance du désespoir. La lutte pourrait avoir, dans ce cas, trois issues :

1^o Les Grecs subiraient le sort des Principautés, et alors les gouvernements européens se seraient assimilés eux-mêmes aux Turcs⁴ ;

2^o Les Grecs briseraient pour toujours le joug ottoman et l'Europe serait forcée de reconnaître un ordre de choses qu'elle avait réprouvé ;

¹ *Mémoires*, p. 473.

² Ypsilanti ayant été définitivement battu à Dragatchani, dut se réfugier en Autriche ; il fut enfermé par ordre de Metternich à Munkacz, où il resta prisonnier jusqu'en 1827.

³ Le Tzar s'était imaginé que le mouvement libéral qui agitait toute l'Europe avait son centre en France, et qu'Ypsilanti serait allé chercher ses instructions à Paris, s'il n'eût voulu hâter l'explosion pour secourir les Italiens.

⁴ A la suite de l'insurrection d'Ypsilanti les Turcs avaient envahi les Principautés, destitué les hospodars, et ravagé le pays.

3^o La lutte se prolongerait avec une alternative de succès et de revers et on laisserait subsister sous les yeux des peuples de l'Europe l'exemple le plus dangereux et le moins propre à ramener les esprits à un état de calme, de stabilité et de repos intérieur.

«Espérer de ramener les Turcs à un système de conduite humain et raisonnable par la voie des négociations, ce serait faire injure, disait-il, à l'expérience des siècles et désavouer le témoignage de notre propre expérience. Ce n'est donc que par la force des armes qu'on peut, lorsqu'il est temps encore, pacifier le Levant »¹.

En résumé, le plan de Capodistrias consistait :

1^o A chasser immédiatement les Turcs des Principautés, à faire occuper ces provinces par une armée russe, et à soutenir cette opération par un mouvement sur la Mer Noire ;

2^o A déclarer à la Porte, par un manifeste, que ces mesures avaient pour unique but de lui faire adopter le système de pacification envers les Chrétiens, dont on lui poserait les bases, qui consisteraient dans des garanties stables sous les auspices desquelles les Moldaves, les Valaques, les Serbes et les Grecs pourraient subsister désormais sans préjudice de leur sécurité et de leur honneur ;

3^o Enfin, à inviter les Puissances européennes à s'associer à la Russie pour prendre part comme Puissances intervenantes à la stipulation des garanties sur lesquelles devait reposer la pacification de l'Orient.

Mais ce sur quoi Capodistrias insistait avant tout, c'était la nécessité d'agir au plus vite vis-à-vis de la Porte, avant que la révolution grecque devienne trop générale pour qu'on puisse la maîtriser.

«Capo d'Istria, écrit Gentz², frappé du danger qui planait sur ses compatriotes, pressé de trouver des moyens quelconques pour les secourir, encouragé en plus par cette voix publique qui se prononçait hautement contre la barbarie de leurs maîtres, crut pouvoir dédaigner les lenteurs d'une diplomatie capitulante et d'en imposer à la Porte par un langage impérieux et menaçant. Il savait bien que l'Empereur ne voulait pas la guerre ; il est plus que probable qu'il ne la voulait pas lui-même. Mais il se flattait qu'un gouvernement faible, désorganisé, en proie à des convulsions violentes, ne résisterait pas longtemps à ces démonstrations, qui pouvaient être, d'un moment à l'autre, suivies d'arguments plus sérieux. Il comptait d'ailleurs sur l'appui des Puissances alliées de la Russie.»

En effet, si la Russie, avec les quatre autres Puissances, avait tenu un langage énergique à Constantinople, accompagné de démonstrations navales et militaires, et si elle faisait comprendre à la Porte qu'en cas de refus on lui déclarerait la guerre, il est certain que la Turquie aurait cédé. Mais ni Alexandre n'était disposé à courir les risques d'une guerre, ni l'Europe à prendre le parti des insurgés.

¹ S. I. R., T. III.

² *Aus dem Nachlasse Friedrichs von Gentz*, T. II, p. 248.

Nous avons déjà parlé des sentiments de Metternich pour les Grecs. La Prusse suivait docilement son auguste alliée. Quant à l'Angleterre, si elle avait blâmé les résolutions de Troppau et de Laybach, elle était parfaitement d'accord avec l'Autriche sur la nécessité de maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman. Le France, dirigée par M. de Richelieu, aurait pu seule s'associer à une attitude énergique prise par la Russie. Mais le gouvernement français ne voyait pas trop les avantages qu'il aurait recueillis dans une telle entreprise. « Ce n'était pas l'offre de quelques îles méditerranéennes qui pourrait compenser les sacrifices auxquels il s'exposerait en renonçant à l'antique alliance turque, et surtout en entrant en lutte avec l'Angleterre », écrivait Pasquier à M. de la Feronnays¹. « Les Turcs expulsés, ajoutait-il, il faudrait ou partager leurs dépouilles, source de convoitises et de conflits, ou former un Etat purement grec, qui, dans les premières années de son existence, serait sous l'influence immédiate de la Russie et ne pourrait être d'aucun secours pour la France. L'intérêt de la France est donc que les choses demeurent en l'état. »

Capodistrias faisait croire à Alexandre qu'avec l'alliance française il pourrait tenir en échec l'opposition austro-anglaise. Aussi commença-t-il par demander à M. de la Feronnays si la France consentirait à envoyer dans l'archipel une flotte et une quinzaine de mille hommes. Quelques jours plus tard, Alexandre reçut lui-même l'ambassadeur français et lui fit part de la nécessité de repousser les Turcs très loin, et des avantages que la France aurait recueillis d'une alliance franco-russe qui aurait pour but de chasser le croissant de l'Europe². Mais Richelieu ne voulut point se risquer dans ces entreprises hasardeuses. Bientôt, d'ailleurs, il devait être remplacé par M. de Villèle, pour qui les affaires d'Orient n'avaient qu'une importance secondaire. Aussi le plan de Capodistrias de trouver un allié pour soutenir les Grecs ne réussit point. Mais il ne désespéra pas. Ses instances auprès du Tzar ne restèrent pas vaines : Alexandre décida de passer de ses querelles particulières avec la Porte, provoquées par la destitution des hospodars, et dont Strogonof, son ambassadeur à Constantinople, réclamait le remplacement, suivant les traités, à la question générale de la situation des Chrétiens de l'Empire ottoman. Une note, datée du 28 juin 1821, fut expédiée à Strogonof et fut remise au Divan le 18 juillet, avec un délai de huit jours pour répondre. C'était un vrai ultimatum.

Dans ce document³, après avoir rappelé toutes les cruautés commises par la Porte sur ses sujets chrétiens, qui « impriment à une entreprise révolutionnaire le caractère d'une défense légitime », la Russie déclarait que *la coexistence ultérieure de la Turquie avec les autres nations de l'Europe* n'était plus possible que si elle respectait la religion chrétienne, si elle ne menaçait pas d'anéantir tout un peuple, si son gouvernement n'était pas, par

¹ 18 juin 1821, voir Isambert, *L'indépendance grecque et l'Europe*, Paris, 1900, p. 98.

² Voir Sorel, *Essais d'histoire et de critique*, Paris 1894, p. 100.

³ Prokesh-Osten, T. III, p. 95.

ses troubles intérieurs, une source de discordes pour l'Europe. Après avoir ainsi invoqué l'intérêt général de l'Europe, le Tzar mentionnait les traités de Koutsouk Kaïnardji, de Jassy, de Bucarest, qui l'autorisaient à s'intéresser à tous les sujets chrétiens orthodoxes de la Porte.

En terminant, il réclamait :

« 1^o Que la Porte s'engage à rebâtir les églises détruites ou endommagées ;

» 2^o Qu'elle assure à la religion chrétienne une protection sérieuse ;

» 3^o Qu'elle distingue, dans la répression des troubles, les chrétiens innocents des coupables ;

» 4^o Qu'elle mette la Russie à même de contribuer, suivant les traités, à la pacification des Principautés ;

» Sinon la Porte se mettra en état d'hostilité vis-à-vis du monde chrétien et justifiera la protection que les Russes offriront aux Grecs. »

En même temps, le Cabinet russe envoya aux chancelleries européennes une circulaire¹ par laquelle il faisait part de la note remise par Strogonof, et leur demandait de l'informer sans détours de leurs intentions, de leurs souhaits et des moyens qu'elles jugeaient les plus propres à assurer le bonheur de l'Orient, si la Turquie par son refus d'accéder à l'ultimatum, provoquait la guerre.

IV

On s'imagine facilement l'émotion causée en Europe par ces actes. On se demandait si la guerre allait éclater en Orient et bouleverser de nouveau le monde. Metternich, pourtant, ne désespérait pas complètement. Il croyait que l'ultimatum n'était point l'œuvre du Tzar lui-même, mais de son entourage belliqueux et notamment de Capodistrias. « Il (le Tzar) veut ce que je veux moi-même, écrit-il le 18 juillet, mais son entourage veut le contraire. Jusqu'ici il tient bon, mais cela ne suffit pas... Il faut que je donne mon coup d'épaulé. » Eloigner Alexandre de St-Pétersbourg pour reprendre l'influence qu'il avait exercée sur lui quelques mois auparavant, voilà le plan du prince de Metternich. Mais, en attendant, le délai fixé par l'ultimatum du 18 juillet avait expiré, et Strogonof réclama aussitôt ses passeports et quitta Constantinople.

Les relations diplomatiques ayant été ainsi rompues, l'Europe essayait par tous les moyens d'éviter que cette rupture ne se transformât pas en guerre. Mais pendant que l'ambassadeur anglais à Constantinople cherchait à obtenir quelques concessions de la Porte en faveur des chrétiens, et que les agents de Metternich et le parti austrophile à St-Pétersbourg essayaient d'agir sur le Tzar, Capodistrias et ses partisans voulaient la guerre immédiate. Or, Alexandre ne se décidait pas à tirer les premiers coups de canon. Voyant que toutes les Puissances lui étaient hostiles et que les

¹ 14 juillet, Prokesch, III, p. 101.

entretiens que Metternich eut avec Castlereagh et le roi d'Angleterre à Hanovre ¹ avaient abouti à une entente très étroite entre les deux cours, il ignorait si l'Europe n'irait pas jusqu'à prendre les armes pour défendre les Turcs. Son indécision augmenta lorsqu'il apprit que l'assemblée nationale grecque, réunie le 1^{er} janvier 1822, s'était empressée de voter une constitution toute démocratique et de proclamer l'indépendance absolue de la Grèce.

Pendant ce temps, la lutte fut ouvertement entamée entre Capodistrias et Metternich. « En Russie et dans toute la diplomatie russe à l'étranger, écrit le chancelier autrichien le 9 novembre 1821², il y a deux partis qui se désignent ouvertement sous les noms de *Metternich* et de *Capo d'Istria*. Ces deux partis se détestent et sont opposés l'un à l'autre, comme la droite et la gauche en France ! »

Dans ses mémoires, il donne libre cours à sa haine contre le ministre du Tzar : « Le premier ministre de l'empereur Alexandre, écrit-il³, nous fait encore une fois attendre ses résolutions. Quelle confusion d'idées ! Que de mal ne fait-il par sa manière de procéder ! Comme il agite les esprits ! Comme il verse de l'huile sur le feu et gâte la situation ! Depuis que le monde existe, on n'a jamais vu son pareil, et pourtant il finira comme tous ceux qui l'ont précédé, mais qui ne sont pas, à beaucoup près, allés aussi loin que lui. Mais cette fin, qui est le plus sûr moyen de guérir les maux profondément enracinés, ne viendra-t-elle pas trop tard ? Et avant l'élimination de ce rêveur n'aura-t-on pas à regretter bien des maux irréparables ? Si la digue n'est pas encore rompue, cela ne peut s'expliquer que par le calme que l'Empereur Alexandre apporte aux affaires ; mais ce calme suffira-t-il toujours pour l'empêcher de s'écrouler ? » Et plus loin : « La lutte entre Capo d'Istria et moi ressemble à celle qui aurait lieu entre une puissance positive et une puissance négative. Deux puissances de même nature se seraient fondues l'une dans l'autre ; mais dans notre situation, aucune des deux ne peut triompher avant que l'un des deux adversaires soit usé par le frottement. Pour moi, je ne me sens pas encore diminuer de poids et de volume ; mais quelle patience ne me faut-il pas pour me maintenir ! » ⁴

Les efforts de l'Autriche et de l'Angleterre pour éviter la guerre, portèrent leurs fruits. Metternich arriva à séparer la question des Principautés de celle des Grecs. Les Turcs ayant envahi les Principautés et destitué les deux hospodars, contrairement aux traités, il était juste que la Russie obtienne satisfaction sur ce point. Lord Srangford finit par obtenir de la Porte, au début de

¹ Georges IV, qui, depuis son avènement au trône, n'avait pas visité ses Etats de Hanovre, s'y transporta en octobre 1821, sous le prétexte de recevoir l'hommage de ses sujets allemands, mais en réalité pour fournir à Metternich, qui s'y rendit de son côté, le moyen de s'entendre de vive voix sur les affaires d'Orient avec Castlereagh, qui l'y avait suivi. Metternich raconte que dans les entretiens qu'il eut avec le souverain d'Angleterre, ce dernier « ne manqua point d'entremêler ses compliments pour l'Autriche de sorties violentes contre l'Empereur Alexandre et de sorties plus violentes encore contre le comte Capo d'Istria. » (*Mémoires*, III, p. 519).

² *Ibid.*, p. 483.

³ *Ibid.*, p. 531.

⁴ *Ibid.*, p. 535.

1822, la déclaration solennelle qu'elle consentait à évacuer les Principautés et à renommer des hospodars. Cette évacuation commença le 6 mai, et, quelques semaines plus tard, Ghika et Stourdza furent nommés hospodars.

Quant aux Grecs, l'Autriche proposa au Tzar la réunion d'une conférence des Puissances à Vienne, qui élaborerait un plan de pacification de la Grèce. En réalité, Metternich pensait que le Tzar étant devenu de nouveau pacifique, il lui serait facile de gagner ainsi du temps jusqu'à ce que le monarque russe se ralliât complètement aux vues du cabinet autrichien. Il savait qu'il allait revoir le Tzar en automne et ne doutait pas des résultats de leur entrevue¹.

Alexandre, qui avait toujours manifesté une grande prédilection pour les congrès, accepta l'invitation de Metternich et enjoignit à Tatischeff, son envoyé spécial à Vienne, qui était venu lui porter les offres de l'Autriche, de rester pour entamer des pourparlers et préparer les conférences.

Metternich débordait de joie : « L'Empereur Alexandre a accepté toutes mes propositions, s'écrie-t-il, c'en est fait de Capo d'Istria ! »²

Lorsque l'Empereur communiqua à son ministre les propositions dont était porteur Tatischeff, Capodistrias fit tous ses efforts pour arriver à persuader son maître de les refuser. Il lui rappela les antécédents, lui démontra la duplicité de l'Autriche et insista sur la nécessité d'agir énergiquement et le plus tôt possible. Mais l'Empereur ne se laissa pas convaincre.

En rentrant au ministère des affaires étrangères, Capodistrias pria Nesselrode de préparer seul les instructions pour Tatischeff et de se charger seul du travail relatif aux affaires d'Orient. « Je vois bien que les résolutions de l'Empereur sont irrévocables, dit-il à son collègue. Mais ce n'est pas moi qui les exécuterai. »

Dans une audience particulière qu'il obtint d'Alexandre quelques jours plus tard, et qui dura plus de deux heures, Capodistrias lui exposa la situation. Il lui rappela ce qu'il lui avait dit à Paris, en 1815, lorsqu'il fut nommé secrétaire d'Etat. Il lui démontra que le système que la Russie venait d'adopter le plaçait dans l'alternative de manquer soit à ses devoirs de serviteur de S. M., soit à ceux que lui imposait la patrie, à laquelle il n'avait jamais cessé d'appartenir.

« — A votre place, j'aurais dit et agi comme vous, lui répondit le Tzar, mais à la mienne il m'est impossible de changer de résolution. » Il le pria de rester encore quelque temps à St-Petersbourg pour terminer les affaires courantes et, en août, lui donna un congé illimité pour aller rétablir sa santé à l'étranger³. « Nous nous reverrons, ou du moins vous me donnerez de vos nouvelles, lui

¹ Les souverains assemblés à Laybach, avaient décidé de se réunir l'année suivante en congrès, et avaient d'abord désigné Florence, puis Vérone comme lieu de leurs délibérations.

² *Mémoires*, III, p. 548.

³ Ce ne fut qu'en 1827, lorsqu'il reçut le message officiel de son élection comme Gouverneur de la Grèce, que Capodistrias obtint du Tzar Nicolas Ier sa démission.

dit-il en le quittant. Soyez assuré que mes sentiments pour vous ne varieront jamais. »

Metternich triomphait pour le moment sur toute la ligne. « Le règne de Capo d'Istria est fini, écrit-il ¹. C'est un homme mort, et je ne crains ni les morts ni les revenants. » Et au général Maitland, qu'il rencontra à Vienne peu après : « Mon général, lui dit-il, le principe du mal est déraciné ; le comte Capo d'Istria est enterré pour le reste de ses jours. Vous vivrez en paix dans les Iles, et l'Europe sera délivrée des grands dangers dont l'influence de cet homme la menaçait ². »

V

En quittant la Russie, Capodistrias se rendit à Ems et, de là, à Genève, où il devait vivre jusqu'en 1827. Il vit le congrès de Vérone désavouer les Grecs et refuser d'entendre leurs réclamations.

Mais il ne suffisait pas d'éloigner Capodistrias de St-Pétersbourg pour « pacifier » l'Orient. Si l'Europe les abandonnait, les Grecs, livrés à eux-mêmes, surent étonner le monde par leur vaillance et leur ténacité ! Capodistrias, pendant son séjour à Genève, fut en rapports constants avec tous les comités philhelléniques qui peu à peu s'organisèrent en Europe et dont le pays libre de la Suisse fut le centre. Et, lorsqu'en 1827, il reprit sa place dans les affaires publiques, en assumant le gouvernement de son pays libéré, il sut bien montrer à Metternich et aux Puissances qu'il n'était point aussi mort qu'on avait pu le croire cinq ans auparavant et que les intrigues des chancelleries ont beau s'efforcer de maintenir un peuple dans l'esclavage, leurs efforts restent vains lorsque celui-ci est en état de prouver qu'il est capable de vivre libre et indépendant.

Capodistrias ne quitta Genève qu'au moment où il apprit que l'assemblée nationale grecque l'avait nommé, le 2/14 avril 1827, gouverneur de la Grèce. Il se rendit d'abord à St-Pétersbourg, afin d'obtenir sa démission du service de la Russie et s'entretenir avec le nouveau Tzar, Nicolas I^{er}, qui paraissait résolu à mettre, fût-ce par les armes, un terme à la guerre qui ensanglantait les Balkans. De St-Pétersbourg, il alla à Londres et à Paris afin de négocier un emprunt dont la Grèce avait un besoin pressant. Mais il n'y trouva qu'un accueil assez froid, parce qu'on commençait déjà à ne voir en lui qu'un instrument de la politique russe. A la fin de l'année 1827 il s'embarqua à Ancône et arriva à Nauplie le 7/19 janvier 1828.

L'état du pays était lamentable. Une grande partie de la Grèce continentale était occupée par les Turcs et la bataille de Navarin n'avait pas empêché les Egyptiens de ravager le Péloponèse. Enfin les discordes intérieures entre les divers chefs de la guerre d'indépendance rendaient la situation désespérante. Il n'y avait ni tribunaux, ni écoles, et la caisse publique était vide.

Vu cet état d'anarchie, Capodistrias crut nécessaire la constitution d'un gouvernement provisoire, dont la tâche consisterait à rétablir l'ordre et à convoquer ensuite une assemblée nationale.

¹ *Mémoires*, III, p. 552.

² S. I. R., T. 3, p. 290.

Après avoir pris l'avis des hommes les plus marquants de la Grèce, il forma un conseil consultatif de vingt-cinq membres, divisé en trois départements (guerre, intérieur, finances) et chargé de donner son avis sur les divers projets que lui soumettrait le gouverneur : ce fut le fameux *Panhellénion*. Puis un conseil des ministres et un conseil de guerre, présidés par lui.

Pendant ce temps la situation extérieure ne préoccupait pas moins Capodistrias. Il obtint, malgré l'opposition de l'Angleterre¹, l'envoi du général Maison avec 14,000 hommes dans le Péloponèse, et pendant que les Français obligeaient les Egyptiens à se rembarquer, les troupes grecques, sous le commandement de Church et d'Ypsilanti, refoulaient les Turcs jusqu'en Thessalie et en Epire. En même temps la Russie victorieuse imposait à la Porte la paix d'Andrinople (septembre 1829). Capodistrias fit de grands efforts pour élargir un peu les frontières assignées primitivement à la Grèce et en faire un Etat indépendant et non pas simplement vassal de la Porte. On a souvent reproché à Capodistrias d'avoir détourné le prince Léopold de Saxe-Cobourg d'accepter la couronne du nouveau royaume hellénique que les Puissances lui avaient offerte, pour devenir lui-même un jour roi de Grèce. Il est hors de doute que jamais Capodistrias n'a songé à faire de la Grèce un royaume à son profit. Peut-être aurait-il vu avec plus de plaisir un candidat proposé par la Russie, plutôt qu'un ami de l'Angleterre, gouverner son pays. Mais peut-être aussi espérait-il que les Puissances voyant le prince Léopold faire des difficultés et réclamer une extension des frontières, et notamment que l'île de Crète fût réunie au nouveau royaume, auraient-elles fait ces concessions aux Grecs pour voir régner leur favori.

Dès le début, il y avait eu quelques Grecs qui étaient opposés à l'élection de Capodistrias, mais ils n'avaient pas osé manifester nettement leur opposition en 1827, car ils comprenaient que les besoins de la nation et la volonté du peuple parlaient en sa faveur. Mais lorsqu'ils virent l'Angleterre et même la France, surtout après la révolution de Juillet, montrer le peu de sympathie que leur inspirait Capodistrias, ils reprirent courage et commencèrent à former un parti d'opposition qui manifesta toujours plus fortement son hostilité. Ils lui reprochèrent hautement de ne pas tenir suffisamment compte de ceux qui avaient combattu pour l'indépendance, d'avoir introduit dans le *Panhellénion* des Ioniens qui n'avaient pris aucune part à la lutte contre les Turcs, de vouloir exercer un pouvoir absolutiste et dictatorial.

Il est incontestable que pendant la durée de son gouvernement, Capodistrias exerça un pouvoir à peu près absolu et que tant le *Panhellénion*, que le Sénat (de vingt-sept membres) qui le remplaça, à la suite de la réunion d'une assemblée nationale en juin 1829, lui étaient tout dévoués. Mais comment pouvait-il en être autrement dans un pays qu'une révolution de sept ans, après quatre cents ans de servitude, avait livré à l'anarchie ? On ne saurait trop admirer la manière dont s'est servi Capodistrias de son pouvoir pour arriver à rétablir l'ordre et la sécurité publiques « dans un

¹ Depuis la chute de Canning et l'avènement d'un ministère présidé par le duc de Wellington, l'Angleterre se montrait presque hostile aux Grecs.

pays qui y aspirait toujours sans pouvoir jamais l'atteindre ». Il institua des tribunaux, établit des écoles, recueillit les orphelins, si nombreux — hélas ! — dont les parents avaient été massacrés par les Turcs, mit fin à la piraterie, enfin donna au pays toute sa fortune personnelle et jusqu'aux pierreries de ses décorations.

Malheureusement les passions étaient trop excitées à cette époque, et la soif du pouvoir s'était trop emparée des héros de la révolution. Lorsque Capodistrias, pour réprimer une révolte qui avait éclaté dans la marine, chargea l'amiral russe d'aller demander à l'amiral Miaoulis de rendre ses vaisseaux, ce dernier n'hésita pas à les faire sauter (juillet 1831). C'était la guerre civile. Capodistrias vit le seul remède dans la convocation d'une assemblée nationale, mais avant que cette réunion eût lieu, il tomba sous les coups des deux frères Mavromichalis, au moment d'entrer à l'église de St-Spyridion, à Nauplie (9 oct. 1831). Le peuple, furieux, se rua sur les assassins et, tandis qu'il tuait l'un, l'autre réussit à s'échapper et alla chercher asile à la légation de France. Il fut plus tard livré à la justice et condamné à mort.

Telle fut la fin tragique de ce grand homme et de ce noble cœur. « S'il y a dans le monde, a écrit Villemain¹, une noblesse originelle, marquée par la distinction de la physionomie, la pureté intelligente du regard, la simplicité gracieuse des manières, l'élégance spontanée de la parole en toute langue, personne ne fut plus naturellement noble que le comte Capo d'Istria, et la suite des événements montra qu'il n'avait pas seulement la dignité extérieure, mais aussi l'héroïsme de l'âme. »

Les Grecs ont pleuré et pleurent encore Capodistrias comme leur père et leur bienfaiteur. Ils ne sauraient jamais oublier tout ce qu'ils lui doivent. Parmi les étrangers, il y en a qui, en parlant de Capodistrias, ont fait preuve d'un parti-pris peu digne de leurs talents, et inspiré évidemment par l'idée qu'il est resté l'organe de la politique moscovite en Grèce : Tels notamment Gobineau². Thiersch³, Finlay⁴. Mais si Capodistrias a fait de la politique russe, il n'en a fait que parce que c'était celle que les circonstances imposaient à la Grèce, et, comme l'a très justement dit M. Debidour, « s'il aimait et servait la Russie, il aimait et servait par dessus tout sa patrie et ce fut là sa véritable gloire ! »⁵

¹ *Souvenirs*, p. 478.

² *Revue des Deux Mondes*, 1841 ; réimprimé en 1904, dans le volume : *Deux études du comte de Gobineau sur la Grèce moderne*.

³ *De l'état actuel de la Grèce*, Leipzig, 1833.

⁴ *History of Greece*, 1878.

⁵ *Grande Encyclopédie*, T. 9, p. 218.

Vu,
Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. POINCARÉ.

Vu,
Le Président,
L. RENAULT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	4
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER	6
I. La famille Capodistrias et la jeunesse de Jean Capodistrias. — II. L'expédition russo-turque contre les Iles Ioniennes, la convention du 21 mars 1800 et la constitution byzantine. — III. Mission de Capodistrias en Céphalonie. Troubles à Corfou. <i>L'onoranda deputazione</i>. Le traité d'Amiens. — IV. Arrivée de Mocenigo à Corfou. Travaux préparatoires et vote de la constitution de 1803. Capodistrias secrétaire d'Etat. — V. Projet de revision de la constitution. — VI. La défense de Sainte-Maure et le traité de Tilsit.	
CHAPITRE II	29
I. Capodistrias attaché au ministère des affaires étrangères à St-Petersbourg et à l'ambassade de Vienne. — II. Directeur de la chancellerie diplomatique de Tchitchagoff et de Barclay de Tolly. — III. Départ pour la Suisse.	
CHAPITRE III	36
I. Capodistrias à Zurich. Entretiens avec le Président de la Diète et le parti réactionnaire. Entrée des armées alliées en Suisse. Note du 20 décembre 1813. — II. Le parti de la contre-révolution. La Diète et la convention du 29 décembre. Note du 1^{er} janvier 1814 et projet de Pacte fédéral du 4 février. « Observations » des ministres. — III. Ajournement de la Diète. Capodistrias à Chaumont. Les cantons réactionnaires. Ouverture de la « longue Diète ». Le rôle des ministres alliés à Zurich. Notes du 5 avril et Mémoire du 21 avril. Nouveau projet de Pacte (10 mai) et « observations » des ministres (20 mai). — IV. Capodistrias à Paris. Le traité du 30 mai. Retour en Suisse. Les constitutions cantonales. — V. Note du 13 août. Dernier projet de Pacte. Départ de Capodistrias pour Vienne.	
CHAPITRE IV	61
I. Capodistrias à Vienne. La Pologne, la Grèce, les Iles Ioniennes. — II. Négociations relatives aux Sept-Iles. — III. Les affaires de Suisse. — IV. Les Alliés à Paris. Mémoire de Capodistrias du 28 juillet. Les exigences allemandes. Le duc de Richelieu. — V. L'Angleterre et les Iles Ioniennes. Le traité du 5 novembre. — VI. Règlement définitif des affaires de Suisse. — VII. La Sainte-Alliance. Capodistrias secrétaire d'Etat de l'empire des Tzars. Citoyen honoraire du canton de Genève et du canton de Vaud.	
CHAPITRE V	91
I. Capodistrias et Nesselrode. La politique russe et les Bourbons. La question de l'évacuation du territoire français. — II. Préliminaires du Congrès d'Aix-la-Chapelle. Entrevue de Metternich et Capodistrias à Carlsbad. Le congrès : la Russie et l'Autriche ; la France admise dans la direction européenne ; la traite des nègres. — III. Voyage de Capodistrias à Corfou ; la constitution ionienne de 1817 ; la catastrophe de Parga. Capodistrias à Paris et à Londres. Négociations relatives aux Sept-Iles.	

I. Le mouvement révolutionnaire en Europe au début de l'année 1820. L'Espagne et l'Italie. Vains efforts de Capodistrias pour éviter l'intervention autrichienne à Naples. Le congrès de Troppau : Alexandre, Capodistrias et Metternich. Le protocole du 19 novembre. — II. Le congrès de Laybach. Position prise par la France. Alexandre se rapproche de Metternich. L'insurrection grecque. Le Tzar désavoue Ypsilanti. — III. Retour du Tzar en Russie. Capodistrias reprend son ascendant. Projets d'alliance avec la France. L'ultimatum du 28 juin. — IV. Efforts de l'Angleterre et de l'Autriche pour maintenir la paix. Alexandre se rapproche de nouveau de Metternich. Tatischev et les conférences de Vienne. Capodistrias quitte la Russie. — V. Epilogue.
